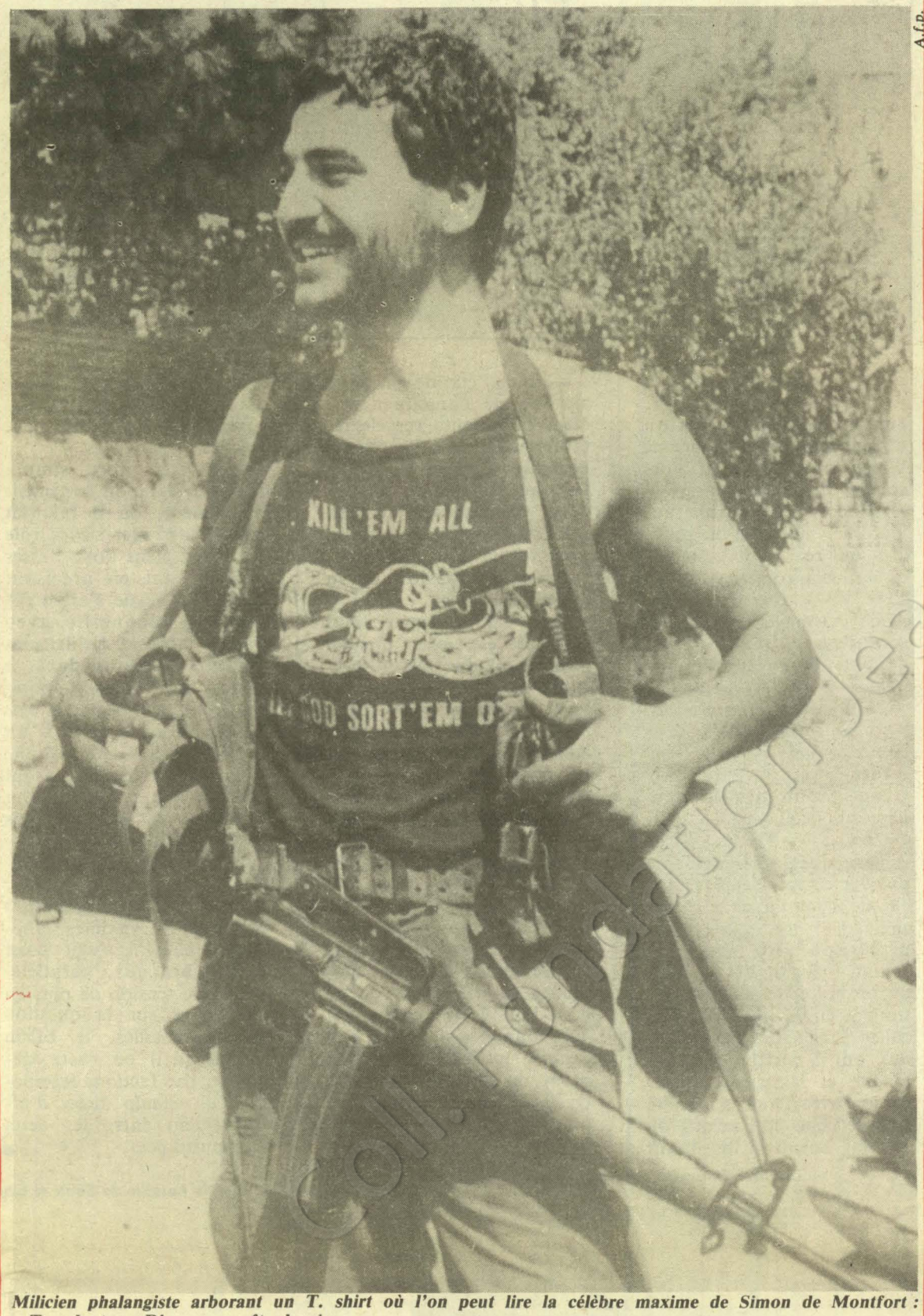
l'unité

M 2805 - N° 526 - 7 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 23 septembre 1983



A.f.p.

Milicien phalangiste arborant un T. shirt où l'on peut lire la célèbre maxime de Simon de Montfort : « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens. »

A QUI SERT LE LIBAN?

PAR CLAUDE ESTIER

IL y a au moins deux manières de considérer le drame que vit aujourd'hui le Liban. Pour les uns, il s'agit d'abord d'une guerre civile où s'affrontent sans merci des communautés qui avaient vécu en paix jusqu'en 1975 et dont on avait, l'an dernier, caressé un moment l'espoir qu'elles seraient capables de se réconcilier. Pour les autres, l'élément dominant est « l'agression étrangère », elle-même complexe mais qui a peu à peu internationalisé le conflit au point de menacer désormais d'en faire l'une des manifestations les plus préoccupantes de la grande confrontation Est-Ouest.

A vrai dire, les deux aspects se rejoignent un peu plus chaque jour et c'est l'accent mis davantage sur l'un ou sur l'autre qui explique, par exemple, la différence d'appréciation et de réaction des Etats-Unis et de la France que la présence de leurs troupes au sein de la force multinationale place directement au cœur des événements.

(suite en page 2)

L'EUROPE FACE A SES VIEUX DEMONS

(page 3)

Keystone



SAMUEL PISAR: "LA FRANCE PEUT ETRE, SI ELLE LE VEUT, LE JAPON DE L'EUROPE"

(page 6)

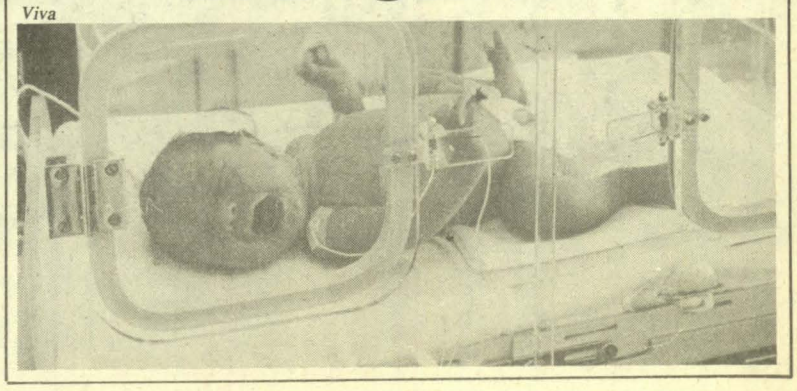
Pascal Lebrun



CLINIQUES: ATTENTION DANGER!

(page 16)

Viva



(suite de la page 1)

Pour les Américains, les choses paraissent simples : c'est l'intervention syrienne, appuyée par l'Union soviétique, qui met en péril l'existence même du Liban. C'est donc cette intervention qu'il faut stopper en soutenant militairement le gouvernement légitime du Liban et son armée et en faisant donner le canon depuis les bâtiments ancrés au large de Beyrouth contre les Syriens et leurs alliés druzes entourant la position de Souk el Gharb. Une telle action, dont l'efficacité n'est pas encore démontrée, dépasse évidemment le mandat de la force multinationale dont le président Amine Gemayel rappelait lui-même, il y a quelques jours, dans une interview à Antenne 2, qu'« elle n'a absolument rien à voir avec cette guerre qui se trame aujourd'hui au Liban puisqu'elle est venue pour assurer la protection des civils à Beyrouth après le retrait des forces étrangères ».

C'est très exactement ce que le ministre français de la Défense, Charles Hernu, a confirmé au même moment en soulignant que la mission des quatre contingents de la force multinationale (américain, français, italien et britannique) « a consisté à assurer la sécurité dans Beyrouth en appui de l'armée libanaise du président Gemayel et à protéger les populations s'y trouvant afin de permettre aux autorités libanaises d'exercer leur autorité sur la capitale ».

Cette mission a été en grande partie remplie, mais la situation s'est considérablement modifiée depuis quelques semaines, très exactement depuis que les Israéliens se sont retirés des collines et des villages du Chouf qui sont devenus aussitôt un champ de violents affrontements entre les phalangistes de Gemayel et les Druzes regroupés autour du leader du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt. En quelques jours, le problème a complètement changé de caractère : il ne s'agissait plus de protéger des populations à l'intérieur de la capitale, mais de savoir comment mettre fin, à quelques dizaines de kilomètres de là, aux massacres de civils perpétrés par les communautés adverses.

Contre toute division

Pour le gouvernement français — qui est intervenu efficacement au plan humanitaire en obtenant, par exemple, de Walid Joumblatt que la Croix-Rouge puisse atteindre le village encerclé de Deir el Kamar —, le mandat de la force internationale lui interdit toute action en dehors du grand Beyrouth. Claude Cheysson l'a répété la semaine dernière devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. C'est la raison pour laquelle le contingent français n'a pas ouvert le feu même après le bombardement de la résidence des Pins, une communication téléphonique avec Damas conjointement avec le survol par des Super-Etendard des batteries syriennes d'où venait le tir ayant aussitôt fait taire celles-ci.

Le gouvernement français n'entend nullement jouer les Ponce Pilate dans cette affaire mais, comme l'a encore souligné cette semaine, le ministre des Relations extérieures, il refuse catégoriquement « toute division du Liban » — et donc du Proche-Orient — « entre les Russo-Syriens et les Américano-Israéliens ». Aujourd'hui comme hier, l'objectif de la diplomatie française demeure le rétablissement de l'unité du Liban, la France étant prête à soutenir toute initiative qui pourrait y concourir comme, par exemple, le déploiement proposé dans la tentative de médiation saoudienne d'une force de l'Onu dans la zone sensible du Chouf.

Toute la question est, bien entendu, de savoir si cette unité du Liban, que l'on



avait pu espérer voir se reconstituer l'an dernier, aussitôt après l'élection d'Amine Gemayel — même Walid Joumblatt avait alors accepté de le rencontrer — est encore concevable aujourd'hui autour d'un président qui reconnaît lui-même qu'il ne contrôle que 10 % à 20 % du territoire libanais. Amine Gemayel, qui disposait d'un certain nombre d'atouts dans les semaines qui ont suivi l'assassinat de son frère et sa propre accession au pouvoir, a sans doute commis l'erreur d'accorder la priorité non à la réconciliation des communautés dont aucune — ni les Chiites ni les Druzes — ne refusait que la primauté du pouvoir central demeure aux chrétiens maronites à condition que les phalangistes n'accaparent pas tout l'Etat, mais à l'évacuation du territoire libanais par les troupes étrangères, en particulier israéliennes et syriennes qui l'occupaient. La longue et laborieuse négociation avec Israël a occulté tout le reste et l'accord du 17 mai dernier, instituant « la fin de l'état de guerre », au lieu de constituer une étape importante vers le rétablissement de l'intégrité libanaise, est resté sans portée dans la mesure où, en dépit des espoirs un peu naïfs de Gemayel, cet accord avec Israël n'a nullement entraîné l'adhésion de la Syrie.

Une autre erreur plus ancienne est, elle, directement imputable aux Américains qui ont cru pouvoir jeter les bases d'un règlement au Proche-Orient en ignorant précisément la Syrie dont le fameux « plan Reagan » ne faisait même pas mention. Or, il est clair depuis longtemps que la Syrie entend jouer un rôle de premier plan dans tout règlement dans la région et que, dans cette perspective, elle ne saurait se défaire sans contrepartie sérieuse des atouts qu'elle possède et dont l'un de principaux réside dans le fait qu'elle occupe militairement une partie du territoire libanais. Quelque jugement que l'on porte sur l'attitude syrienne ou sur l'évidente présence soviétique à Damas, le réalisme le plus élémentaire oblige à tenir compte de ce pays dans toute tentative de discussion.

L'erreur des Américains

Il serait, certes, illusoire de penser que la Syrie contribuerait facilement au rétablissement de l'unité libanaise. Certains diplomates français sont même persuadés qu'au-delà des affrontements et des violences verbales, une collusion — ou du moins une entente tacite — existe entre la Syrie et Israël pour maintenir un Liban divisé et affaibli. A l'appui de cette thèse vient la constatation que si les Druzes de Walid Joumblatt sont appuyés militairement par les Syriens, ils ont également reçu une certaine quantité d'armements des Israéliens avant que ceux-ci se retirent du Chouf en sachant très bien que leur départ laisserait inévitablement la porte ouverte à un affrontement avec les phalangistes.

Rien n'est donc simple dans une situation largement irrationnelle, où il faudrait aussi s'interroger sur le rôle des Palestiniens dont Yasser Arafat, tout en précisant que lui-même ne s'est « pas encore » réconcilié avec Damas, affirme qu'ils sont toujours présents dans le Chouf, aux côtés de Joumblatt. Aucune baguette magique ne ramènera d'un coup la paix au Liban. Mais, dans l'immédiat, tout doit être mis en œuvre — et la France s'y emploie dans la mesure de ses moyens — pour que cessent les combats. Il s'agit, bien entendu, d'éviter la mort de nouvelles centaines de victimes innocentes, mais il s'agit aussi d'empêcher que, parallèlement à la tension de plus en plus aiguë sur la question des euromissiles, le Liban ou ce qu'il en reste devienne, par factions interposées, un champ direct d'affrontement entre les deux superpuissances. ●

Servants druzes des « orgues de Staline ».



La force française patrouillant dans les rues de Beyrouth.



L'armée libanaise dans la bataille de Souk el Gharb.



Sygma

Keystone



Défilé hitlérien en 1937, à Berlin.



Affrontements raciaux dans un faubourg de Londres, de nos jours.

Sygma

L'EUROPE FACE A SES VIEUX DEMONS



Les Chemises noires après leur marche triomphale sur Rome.

Keystone

Durcissement de la droite, émergence de l'extrême droite et montée du racisme, la France n'est pas seule à connaître ces poussées de fièvre. Un colloque à Strasbourg montre que rares sont les pays d'Europe occidentale qui y échappent

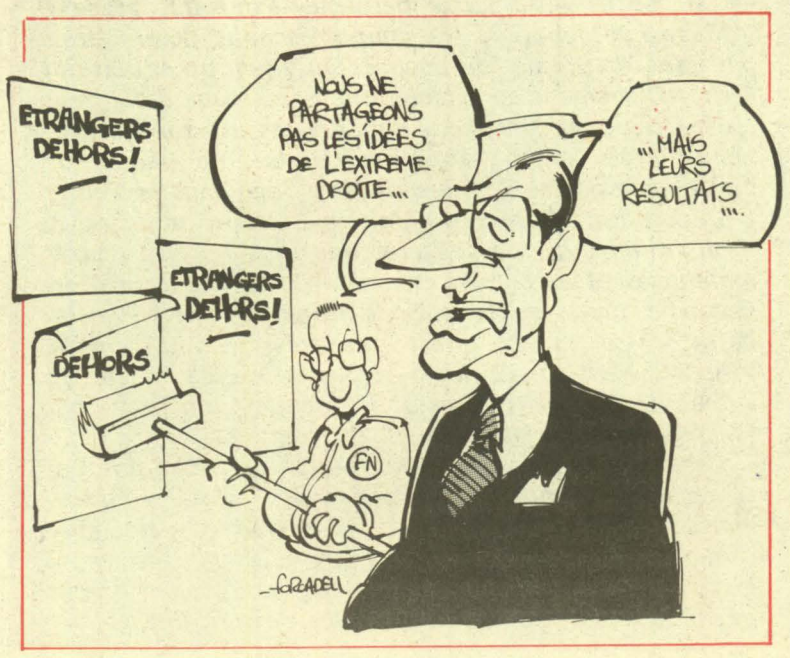
PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(De notre envoyé spécial à Strasbourg)

DREUX est devenu un symbole. Vivace même au-delà de nos frontières. Un symbole qui a plané avec insistance sur le colloque organisé du 15 au 17 septembre, à Strasbourg, par le groupe socialiste du Parlement européen sur les thèmes « Nazisme et Résistance » et « une politique socialiste contre la droite ». Allemands, Néerlandais, Belges, Danois, Italiens ou Britanniques, les participants ont presque systématiquement fait allusion, dans leurs interventions, à la sous-préfecture d'Eure-et-Loir... que la plupart d'entre eux ne connaissaient pas il y a encore un mois. A tel point que Pierre Martin, du Parti socialiste français, a tenu à « dédramatiser » la situation, en expliquant que Dreux n'était pas la France.

N'empêche. Cette élection explosive ne pouvait qu'apporter de l'eau au moulin des organisateurs d'un colloque rendu d'actualité et nécessaire par le durcissement de la droite, l'émergence de l'extrême droite et la montée du racisme dans de nombreux pays européens depuis quelques années. Un phénomène qui atteint directement les socialistes. Ainsi, le Néerlandais, Piet Dankert, président du Parlement européen, a souligné que ceux-ci perdaient actuellement une partie de leur électorat populaire sensible aux « arguments simplistes des partis racistes », pour adresser une mise en garde : « Nous devons nous inquiéter de cette évolution, surtout lorsque l'on voit certains partis conservateurs chercher l'appui de l'extrême droite. »

Même s'il ne faut pousser trop loin la comparaison, de



telles alliances rappellent inévitablement les sombres années trente et l'appui dont ont bénéficié, dans la bourgeoisie, les nazis pour accéder au pouvoir. Un demi-siècle plus tard, les mécanismes sont du même ordre. Isolée, marginalisée, peu influente sur le plan politique, l'extrême droite cherche un soutien et une respectabilité auprès des partis conservateurs. Et les trouve de plus en plus. En France, au-delà du cas de Dreux, l'infiltration de la droite par l'extrême droite, tant dans le domaine idéologique que sur le plan des hommes (voir « l'Unité » nos 513 et 514) se révèle significative à cet égard.

Dans les autres pays européens, cette évolution prend des formes et revêt

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

une intensité différente. Sans doute pour des raisons historiques, c'est en Italie et en Allemagne que l'extrême droite apparaît la moins active.

Stabilité des néo-fascistes

« En Italie, l'antifascisme est devenu une idéologie de masse, explique Gaetano Arfé, député socialiste italien au Parlement européen. Une tradition catholique et socialiste a fortement pénétré les couches populaires. Quant au racisme, il est quasi inexistant et il n'y a pas de problème entre la communauté immigrée et la population italienne. » Un parti représente essentiellement les néo-fascistes : le Mouvement social italien (M.s.i.). Aux dernières élections, il a réalisé 5,5 % des voix. « Un pourcentage relativement stable depuis une trentaine d'années et qui en fait un parti isolé », ajoute Arfé. Il recrute ses partisans dans la petite bourgeoisie urbaine à Rome et surtout à Naples, ainsi que dans le sous-prolétariat.

Enfin, quelques groupuscules comme Ordre nouveau se distinguent épisodiquement par des actes terroristes sanglants comme l'attentat contre la gare de Bologne. Mais apparemment les partis de la droite traditionnelle ne sont pas liés avec le M.s.i. et encore moins avec les organisations terroristes.

En Allemagne, dans les années soixante-dix, la marginalisation de l'extrême droite était telle qu'une coalition avec les partis de droite était impossible. D'où des attentats qui étaient plutôt des signes de faiblesse que de vigueur. « Aujourd'hui encore aucun gouvernement en Allemagne ne peut s'allier avec les néo-fascistes, explique Lutz Niethammer, professeur d'histoire moderne à l'université de Hagen. Néanmoins, le gouvernement conservateur peut ne pas trouver des solutions dans tous les domaines de la crise actuelle. Dans ces conditions, l'extrême droite est capable de relever la tête. Et si la coalition gouvernementale ne peut éviter des élections générales, alors le problème de l'alliance droite-extrême droite pourra se poser. » L'évolution de la situation allemande mérite donc d'être suivie avec la plus grande vigilance.

En revanche, en Belgique, l'extrême droite n'a jamais totalement quitté le pouvoir. « Après 1945, les hauts fonctionnaires étaient en grande partie les mêmes que ceux qui avaient écrasé la démocratie pour le IIIe Reich, s'indigne M. Van Hemeldonck, membre socialiste belge du Parlement européen. Ces mêmes personnes ont pu continuer à jouer un rôle dans la finance, la politique et la presse. Quarante ans plus tard, ils peuvent remettre en cause la démocratie dans la Communauté. Leur but ? Lutter contre le parlementarisme, les partis politiques, les syndicats, la Sécurité sociale, etc. »

Keystone



Léon Degrelle, le leader rexiste belge sortant d'une entrevue avec le roi Léopold, en 1936.

L'extrême droite en Belgique s'est constituée autour de trois axes principaux. Les sympathisants et nostalgiques d'Hitler, Mussolini et Franco étaient répartis dans différents groupes fascistes comme le Rex, V.n.v. Dans les années 1945-1959, les « léopoldistes » constituèrent un important courant dans la vie politique. Enfin un groupe se fonda autour de « Jeune Europe ». « Aujourd'hui, l'extrême droite s'exprime surtout dans une presse marginale comme ''Europe Magazine'', explique M. Van Hemeldonck. Mais on la retrouve aussi dans '' le Front de la jeunesse'', le V.m.o., organisation paramilitaire et l'aile droite des démocrates chrétiens francophones. Sur le plan institutionnel, elle est surtout représentée dans certains conseils municipaux. »

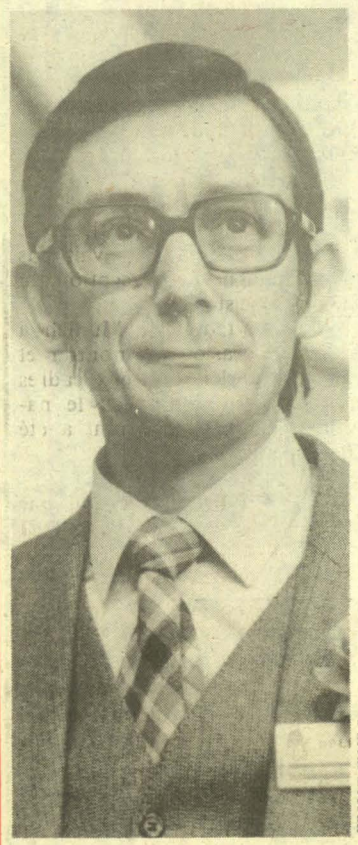
Active et virulente

Sous une forme insidieuse et subtile, la propagande d'extrême droite est diffusée largement par l'intermédiaire du puissant groupe de presse « Standard », de tendance démocrate-chrétienne et dont l'un des principaux responsables a fait partie des jeunesses hitlériennes.

Rien que dans les éditoriaux, on peut relever des attaques contre « la particratie », « la faiblesse des politiciens », « la faillite des castes politiques », « la décadence du régime politique » et bien sûr la nécessité de constituer une « nouvelle élite politique ». Active et virulente, l'extrême droite en Belgique ! Mais le pays où la tentation fasciste semblerait la plus forte est la Grande-Bretagne. La vénérable institution du Parlement compte deux membres dont l'appartenance au Front national est connue. Lors des dernières élections, un militant du Front national était le candidat officiel du parti conservateur. Autre passerelle entre droite et extrême droite : le « Monday Club », une organisation regroupant des membres du parti conservateur et qui est très liée au Front national. Enfin l'arrivée au pouvoir de « la dame de fer » n'a fait que muscler le régime. « Depuis que Margaret Thatcher gouverne le pays, la police a été dotée de moyens accrus, constate Sue Rees, du Labour Party. Et une nouvelle législation permet notamment de prolonger les gardes à vue. La concentration de la presse entre six ou sept hommes bénéficie au parti conservateur. Et puis Thatcher tient un discours particulièrement dur vantant le caractère impérialiste de notre pays. Au temps de Heath, le climat politique était plus serein. »

Et puis l'Angleterre est sans doute le pays où le racisme est le plus sanglant. Depuis quelques années, les émeutes dans les quartiers immigrés sont fréquentes et la police fait preuve d'une bien étrange passivité. Principales victimes ? les Noirs et les Asiatiques. « Il y a quelques semaines encore un jeune étudiant en médecine, asiatique, qui rentrait paisiblement chez lui s'est fait poignarder. Tout simplement parce que sa peau était jaune », raconte Sue Rees. Les auteurs de cet attentat ? Les fameux Skinheads, jeu-

La chronique de Gérard Delfau



Pascal Lebrun

LA DROITE S'AFFICHE

Et dire que d'aucuns craignaient que ce ne soit la gauche qui, au fil du temps, se radicalise

IL est glacé, boursouflé, zébré de titres chocs. Il est bourré jusqu'à la gueule de publicité, au point qu'on le confondrait presque avec un catalogue ; on reste même songeur devant les correspondances subtiles qui s'établissent entre l'édito politique qui ouvre le journal, page de gauche, et le message pleine page, à droite, d'une marque de jeans. Il y a du Baudelaire chez le maquettiste. De quoi s'agit-il ? Du premier numéro de « Magazine-Hebdo ». Sa « position » ? Il « l'affiche » avec un rien d'ostentation : à droite, toute !

On connaît les pudeurs du vocabulaire français. Quand une publication se dit de droite, qu'elle s'en vante, c'est que le contenu sera plus près de Le Pen et de Chirac, que de Simone Veil, Edgar Faure ou Stasi. Et de fait, son fondateur, Alain Lefebvre, vient de la Nouvelle Droite. Comme Hubert Bassot qui organisait les voyages présidentiels de Giscard et comme Yvan Blot, proche collaborateur de Chirac et président du Club de l'Horloge... L'extrême droite est sortie depuis longtemps de la marginalité. A force de pratiquer l'entrisme au sein des partis d'opposition, elle est en passe de faire prévaloir ses thèses sur le libéralisme musclé, façon Reagan.

Chez nous, quand la droite s'affiche, c'est que l'extrême a rédigé le texte, avec l'encre et le papier fournis par un certain patronat. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il s'agit ici d'une entreprise isolée, tout comme l'élection de Dreux aurait été, selon certains, un événement purement local. Réunir tant de mécènes pour vendre du papier ne peut se faire sans un feu vert quelque part : du côté de la mairie de Paris, en provenance du châtelain retraité de Chamalières ou d'un certain député de Lyon... Ou des trois à la fois...

Fort bien, mais le contenu ? Je vous l'ai dit : outre les jeans, des photos de splendides voitures — surtout étrangères —, des publicités en faveur de marques de whisky écossais et de mobiliers importés d'Europe du Nord.

C'est tout ? Non, il y a aussi quelques articles. Entre autres, un reportage sur la rentrée des classes avec ce titre : « En sixième, un élève sur quatre ne sait pas lire. » Connaît-on au moins les raisons qui fondent cette étrange affirmation ? A vrai dire, le raisonnement est si confus qu'il laisse perplexe. Pourtant, grâce à « Magazine-Hebdo », les coupables sont démasqués : par une photo, une fois encore. On y voit un enfant qui écrit difficilement au tableau une phrase que défigurent les fautes d'orthographe. Le maître, assis à son bureau, ne lui prête aucune attention. Barbu, un paquet de cigarettes à portée de main, il est plongé dans la lecture d'un hebdomadaire : « l'Unité »... « On n'a pas le droit, direz-vous, de suggérer que tous les enseignants manqueraient de la plus élémentaire conscience professionnelle, parce qu'ils seraient influencés par les socialistes. » Certes, ce n'est pas très élégant comme procédé. Mais quand on a entrepris une campagne en faveur de la privatisation de l'éducation, on ne va pas être regardant sur les moyens.

Cela me rappelle ce curieux bulletin scolaire que j'ai eu récemment entre les mains. A la rubrique « mathématiques », à côté d'une note assez faible, s'étalait ce commentaire manuscrit : « Comme le socialisme, ça ne marche pas ! » Et dire que d'aucuns craignaient que ce ne soit la gauche qui, au fil du temps, se radicalise !

nes loubards au crâne rasé, souvent au chômage et manipulés par le Front national. Tout aussi horrible : l'assassinat de jeunes enfants carbonisés dans des maisons incendiées. « A la base de ces violences et du climat tendu, une progression des idées d'extrême droite et une mise en conditionnement subtile de l'opinion publique et notamment des jeunes », explique Sue Rees.

Que faire face à la montée de la violence, du racisme, du durcissement de la droite ? Une question à laquelle ont tenté de répondre les socialistes réunis à Strasbourg.

Ne pas se tromper d'adversaire

« Il faut renforcer la démocratie », a conseillé Lutz Niethammer. Réponse jugée insuffisante. « On doit livrer un véritable combat pour la démocratie, renchérit l'Allemand Rudi Arndt, vice-président du groupe socialiste. Il faut se garder de penser que parce que nous avons une constitution démocratique, tout est pour le mieux. La lutte contre le fascisme est internationale. Nous devons rassembler autour de nous toutes les idées humanitaires. L'Europe est un facteur de démocratie. Elle peut déclencher plus facilement la mise en place de forces démocratiques qu'un Etat ne peut le faire à lui tout seul. Nous devons montrer que les socialistes, loin d'être des partisans de l'égalitarisme comme on les accuse à tort, se battent plutôt pour une plus grande justice sociale. »

Enfin Rudi Arndt propose de miner les terrains propices à la naissance et au développement du fascisme. D'abord en luttant pour la paix, car le contexte de guerre ou de militarisation favorise l'avènement de régimes autoritaires. Ensuite en essayant de résoudre le problème de l'immigration en profondeur : « Certes, il faut éviter les ghettos des immigrés dans les villes, mais il faut aussi implanter des usines dans les pays d'origine de ces gens. Cela passe par une nouvelle politique régionale. »

Enfin, il s'agit de ne pas se tromper d'adversaire. L'extrême droite n'est pas une force politique importante en tant que telle. C'est son alliance et ses connivences avec la droite « traditionnelle » qui la rendent redoutable.

« Certes, il y a des différences claires entre les conservateurs et les fascistes, a reconnu Rudi Arndt. Mais lorsque les premiers pactisent avec les seconds, ils peuvent les amener au pouvoir. C'est pourquoi, nous devrons obliger les forces de droite à prendre position vis-à-vis des partis fascistes. »

Une contrainte qui risque d'embarrasser et diviser sérieusement de nombreux partis de droite lors de la prochaine campagne pour l'élection du Parlement européen en 1984. Après Dreux, le R.p.r. et l'U.d.f. en savent quelque chose. ●

"FACE AU DANGER FASCISTE UNE SEULE RECETTE : TOUJOURS ET ENCORE PLUS DE DEMOCRATIE"

L'HISTOIRE se répète-t-elle ? Vieille question. La crise économique, la résurgence de l'extrémisme de droite et son infiltration de la droite « traditionnelle » que nous connaissons actuellement rappellent les années trente. Dans un premier temps, peut-être par facilité et confort intellectuel, on aurait même tendance à voir une analogie induscutable entre les deux époques. La réalité est-elle aussi simple ? Nous avons posé la question à Lutz Niethammer, professeur d'histoire moderne à l'université de Hagen (Allemagne), un des historiens invités au colloque de Strasbourg.

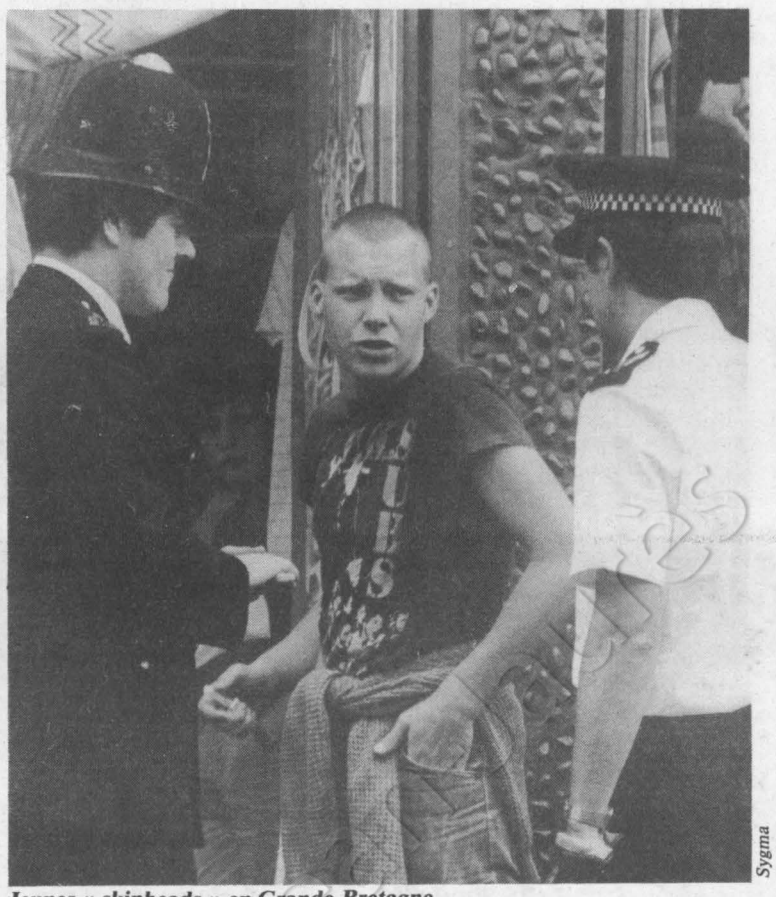
« L'UNITE » : Le contexte de crise économique que connaissent tous les pays européens peut-il, comme il y a cinquante ans, faciliter l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ?

LUTZ NIETHAMMER : Je ne crois pas que le phénomène qui a amené le fascisme et le nazisme au pouvoir dans les années trente se reproduira de nos jours, car il était lié à la militarisation de l'époque et à la crise économique des classes moyennes. A mon avis, aujourd'hui, le problème se pose différemment. Il faut notamment se demander si nous avons tiré toutes les conclusions du nazisme. Même cinquante ans après, je pense que nous n'avons pas digéré véritablement ce qui est ancré au plus profond de nous-mêmes. Bien sûr, l'Allemagne est contre le nazisme. Mais dans l'esprit de chacun des Allemands, les choses ne sont pas aussi simples, aussi nettes. Au fond d'eux-mêmes les gens ne sont pas tous pour, pas tous contre. En fait, l'expérience du nazisme est restée encore trop souvent dans les esprits dans le domaine privé, comme refoulée. Aussi, par exemple, lorsque nous avons projeté de faire une histoire orale de la Ruhr avec la population, une de nos plus grandes surprises a été de constater que si les Allemands se souviennent de la déportation en général, en revanche, ils ne se rappellent pas des déportés ouvriers et travailleurs. Ce thème des déportés étrangers ouvriers n'était pas public dans l'Allemagne de l'après-guerre. Dans la mémoire collective il y a simplement une vue d'ensemble de l'holocauste. Même les ouvriers de la Ruhr qui avaient été en contact des déportés étrangers n'avaient que des souvenirs superficiels. Il n'y avait aucun souvenir personnel traduisant une communication humaine. Cet exemple démontre qu'il y a une mémoire qui est de l'ordre du « non-réfléchi » et que celle-ci n'est pas ressentie comme une expérience politique et humaine.

Depuis cinq ou six ans, grâce aux travaux des historiens, de nouveaux thèmes commencent à émerger de manière publique.

— Les réels problèmes créés par l'immigration ne sont-ils pas propres au renouveau de l'extrême droite ?

— Là encore, le problème actuel ne se pose pas comme dans les années trente. La xénophobie et le racisme de nos jours proviennent des masses populaires. Ils sont conditionnés par la crise qui fait craindre aux couches les plus modestes de la société d'être en concurrence avec les immigrés sur le marché de l'emploi notamment. L'antisémitisme à l'époque d'Hitler a été plutôt lancé par les dirigeants et la caste politique. Il était en outre dirigé en direction des catégories sociales privilégiées.


Sygma

Jeunes « skinheads » en Grande-Bretagne.

— Mais le résultat ne risque-t-il pas d'être le même ?

— Si, bien sûr. Mais il faut se garder des simplifications abusives. Les situations sont différentes. Evidemment dans tous les pays il est possible de profiter de cette situation. Mais je ne crois pas que les hommes politiques se laissent tenter par cette tendance dangereuse, sauf peut-être en Angleterre où le gouvernement joue avec le feu dans ce domaine. Dans les années trente, il y avait une attitude autoritaire des classes moyennes qui craignaient, à tort ou à raison, la prise du pouvoir par le prolétariat, ou bien que le système capitaliste craque. Or, actuellement, les immigrés ne constituent pas une forme politique en tant que telle. Ils ne peuvent donc pas, bien que travaillant eux aussi dans la production, renverser le système ou prendre le pouvoir.

— Pour lutter contre le fascisme vous préconisez de renforcer la démocratie. Est-ce bien suffisant ?

— La démocratie dispose d'un facteur culturel très important. Mais je crois qu'actuellement le problème réside dans la crise d'identité de la social-démocratie européenne, qui connaît des difficultés pour tenter de résoudre la crise économique. A mon avis, les débats actuels au sein des partis socialistes sont significatifs à cet égard. La social-démocratie tente donc de retrouver une identité : c'est l'antifascisme par lequel elle s'efforce de créer les moyens culturels et politiques d'un nouveau rapport avec sa base.

— Que faites-vous concrètement en Allemagne pour promouvoir ces nouveaux facteurs culturels ?

— Nous essayons de favoriser les rapports entre les jeunes du mouvement Alternatif et les syndicalistes. Ces contacts peuvent créer un climat culturel nouveau qui manque précisément à la social-démocratie. Je crois qu'il faut développer la discussion entre les générations. Les anciens qui ont connu le nazisme doivent faire part de leur expérience aux jeunes. Jusqu'en 1980 il n'y avait pas en Allemagne de perception du danger fasciste.

Mais l'attentat de Munich a donné l'occasion de montrer et de faire parler les vieux cadres politiques qui ont vécu le nazisme. Un pas important a été franchi alors.

Propos recueillis par J.-P. BEDEI

Wiesbaden 1981 : manifestation de tziganes qui furent déportés.



A.f.p.



Pascal Lebrun

SAMUEL PISAR:

"LA FRANCE PEUT ETRE, SI ELLE LE VEUT, LE JAPON DE L'EUROPE"

"Sentinelle de la nuit", Samuel Pisar, qui sait ce que survie veut dire, lui qui échappa à l'enfer concentrationnaire, donne avec son livre, "la Ressource humaine", une leçon d'optimisme lucide

PAR FABIAN GASTELLIER

SAMUEL PISAR, qui ne le connaît pas ? Aujourd'hui avocat international, il est aussi l'auteur de mémoires qui devaient rapidement devenir un best-seller, « le Sang de l'espoir » . Ce livre retraçait son chemin, exemple hallucinant de la volonté de vivre. Une enfance en Pologne, Auschwitz à quatorze ans, une survie arrachée par la force et le rayon d'un miracle. Un livre qui ne pouvait pas rester œuvre unique. Ecrit pour exorciser le passé, « le Sang de l'espoir » devait automatiquement ouvrir le champ à d'autres réflexions. Sur le présent. Sur l'avenir.

C'est chose faite, aujourd'hui, avec « la Ressource humaine » (éditions Lattès) qui porte un regard sur notre monde et ses gouvernants. Spécialiste des rapports Est-Ouest, Samuel Pisar analyse le pourquoi et le comment d'une nécessaire « survie de l'aventure humaine ». Pour « l'Unité », il s'est expliqué sur sa philosophie profondément humaniste et sur son inquiétude quant aux horizons actuels. Comme il l'écrivait : « Je ne dors que d'un œil et depuis quarante ans. Depuis le jour où j'entrai dans l'enceinte d'Auschwitz. D'autres aussi ne dorment que d'un œil depuis leur souvenir d'une étrange lueur sur Hiroshima. Tous ensemble, nous sommes un peu comme des sentinelles. Nous observons la nuit. »

« L'UNITE » : Samuel Pisar, vous êtes, que vous le vouliez ou non, un témoin privilégié de notre monde moderne. Après avoir fait le récit, dans « le Sang de l'espoir », de votre expérience personnelle de l'Europe nazifiée et de l'enfer d'Auschwitz, vous abordez à présent avec « la Ressource humaine » les différents problèmes et conflits internationaux. Avec, toujours, la même volonté de parier pour l'espoir et pour l'homme. Pour vous, si les orages les plus graves ne sont pas à négliger, il faut avant tout continuer de se battre et ne jamais renoncer. La survie d'un peuple, comme celle d'un individu, passe selon vous par sa « capacité à puiser en lui-même ; dans ses forces d'endurance, d'adaptation, d'invention et de création. » Certes, à la lecture de votre livre, on se sent étrangement tonifié. Mais ne posez-vous pas quand même un à priori optimiste sur notre horizon plus que bouché ?

SAMUEL PISAR : On ne peut pas vivre ce que j'ai vécu dans ce siècle et ne pas rechercher une vision cohérente, apaisante du monde. J'ai écrit « le Sang de l'espoir » non seulement pour exorciser ma jeunesse, mais aussi parce que je me sentais très préoccupé de l'avenir. J'avais vécu l'effondrement d'un monde et je ne voulais pas que mes enfants en connaissent un autre. D'une certaine façon, il y avait quelque chose de prémonitoire dans ce récit... De prémonitoire et d'inquiet. Gaston Defferre m'avait lancé à l'époque une phrase dure mais juste ; il avait dit : « Voici une belle préface. A présent, il s'agit d'écrire le vrai livre. » Alors « la Ressource humaine », c'est le livre. Une sorte de refus de la passivité. Si un second effondrement se prépare, il n'est pas question une seconde de faire l'autruche et d'en accepter l'idée. Vous savez, lorsqu'un horizon s'assombrit, il convient d'en chercher les causes premières. On

parle de tensions internationales, de superpuissances belliqueuses, etc., mais les racines du drame sont avant tout d'ordre économique. C'est d'abord l'économie qui dégringole. Ensuite seulement la vie sociale politique et intellectuelle.

Nous baignons aujourd'hui dans des difficultés sans précédent et dans un pessimisme certain — en Europe surtout. Moi, je veux dire que l'aventure humaine n'est pas finie. Nous sommes devant un choix grave : ou bien nous renonçons et nous retombons dans un âge des ténèbres avec tout ce que cela comporte de peur, de racisme, de guerres ; ou bien nous donnons un formidable coup de pied au fond de l'océan et nous remontons à la surface.

c'est le différent. L'étranger tout d'abord, celui qui a une culture, une religion autre ; qui s'habille et parle différemment. Ensuite viennent les intellectuels, les dissidents, les artistes, les syndicalistes... On trouvera toujours des démagogues pour utiliser les idées fausses, pour les manipuler. La manière de combattre efficacement cela n'est pas de dire à la population « n'ayez pas peur » ou bien « ne les écoutez pas », mais d'attaquer l'angoisse à la base, aux racines du chômage.

— Priorité numéro un : résorber le chômage.

— Absolument. Redonner aux gens un espoir, une confiance dans cette vieille Europe, dans ce monde fatigué. L'Europe doit pouvoir réintégrer la concurrence internationale. Aujourd'hui, elle est en retard ; elle n'est pas présente. Il y a là un vaste défi à l'Europe dont les industries sont dépassées, périmées. Aux Etats-Unis aussi, d'ailleurs des centaines de milliers, voire des millions d'emplois ne reviendront plus même avec la reprise. L'acier, les chantiers navals, le textile, la chimie... Fini. L'industrie automobile se maintient encore. Mais pour combien de temps ? Il suffit de voir ce qui se passe avec Renault, Talbot, Citroën : la situation est précaire.

— D'où la nécessité d'une rapide reconversion.

— Il ne s'agit pas seulement d'une reconversion ; il s'agit de la création des nouvelles industries et des nouvelles richesses. Là est le cœur du débat, et je souhaite ardemment que ce soit discuté lors du prochain congrès du Parti socialiste comme dans les enceintes de l'opposition. Regardons un peu la situation. Sur quelles bases reposons-nous ? En économie, il y a d'abord la terre, le capital et le travail. La terre, on ne peut plus la conquérir comme nos ancêtres l'ont fait, et l'agriculture est aujourd'hui pratiquement une activité scientifique. Prenez les Etats-Unis : ils nourrissent une grande partie du monde et 3 % seulement de la population active sont des agriculteurs.

Pour aller plus loin, ce qui repose dans la terre, le pétrole, est également devenu une ressource précaire. Presque tous

grise, ressource inépuisable et infinie puisque chaque pays en détient une fabuleuse quantité.

— C'est la voie ouverte au danger du règne des élites, non ?

— Non. C'est la possibilité d'une vraie libération. Arriver à libérer enfin l'homme pour qu'il puisse se concentrer sur les tâches qui sont à sa mesure ; pour qu'il puisse vraiment utiliser ses forces profondes afin de créer, d'imaginer, d'inventer et non plus de s'abrutir sur des travaux pouvant être faits par des machines — et cela beaucoup mieux et beaucoup moins cher. Cette ressource des ressources, le cerveau, il faut encore la faire fructifier, la développer, l'irriguer. Et justement pas seulement dans une élite, mais dans la société tout entière, dans la jeunesse tout



Sygma

Berlin 1983.



— On parle de la menace des armes, de la course aux armements mais vous leur opposez volontiers un autre danger : le chômage.

— Effectivement, le chômage qui s'installe inexorablement en Europe, en France, un peu partout est un sombre avertissement. J'en parle en connaissance de cause : en Allemagne aussi, vers 1920-1930, le chômage s'était incrusté avec force. Cette situation porte en elle de graves fissures pour la liberté et la paix.

— Vous dites très précisément dans « la Ressource humaine » que « le danger d'une dislocation du monde occidental existe plus que jamais », et vous rappelez, justement, les liens qui unissent le chômage au racisme, à la renaissance des boucs émissaires...

— La xénophobie, le racisme sont une fonction de la peur. La peur de l'avenir, celle de perdre son emploi, de voir son épargne s'effondrer et l'avenir s'évanouir pour ses enfants. C'est de cette façon qu'une nation se gangrène. En France, nous n'en sommes pas là, mais le danger est manifeste et l'avertissement, hélas, est bien présent. Vous savez, les années trente en Allemagne, il ne faut pas les considérer comme un accident de l'histoire. C'était la suite logique à l'inflation, au chômage, à la fracture de la colonne vertébrale économique. Et c'est une élection démocratique qui a amené au pouvoir les monstres. Une majorité silencieuse et peureuse leur a mis aux pieds, démocratiquement, un mandat pour gouverner.

Après, c'est l'engrenage. Lorsque les choses vont mal, il faut nécessairement que ce soit « la faute à quelqu'un ». La faute de l'autre. Et l'autre,



Youri Andropov vu par
DAMS ©1983



Londres 1983.

les pays qui détenaient cette richesse miraculeuse sont à présent en faillite : l'Indonésie, le Nigeria, l'Algérie, le Mexique, le Venezuela et même la trop dorée Arabie Saoudite qu'accuse cette année une balance de paiements négative.

Ceux qui n'ont misé que sur cela en négligeant le reste risquent gros... Pour ce qui est du capital — hérité ou bien accumulé — c'est également dévalué. Je peux vous le confier : les banquiers du monde sont devenus insomniaques ! Quant au travail, à la sueur de l'homme, si vous voulez, ressource encore essentielle, il est menacé, qu'on le veuille ou non, par les systèmes automatiques et les robots de l'avenir.

— C'est un peu déshumanisé, comme vision...

— Au contraire. Parce qu'il convient de placer l'homme au centre de ce renouveau. L'or noir, l'or jaune et la sueur étant relégués au rang du passé, il nous reste l'or gris, la matière

entière, car si vous négligez la ressource d'un cerveau, c'est un manque à gagner. D'où un colossal problème d'éducation.

— Vous avez dit que le seul poste ministériel que vous accepteriez, de façon rhétorique, était le ministre de l'Education. Tout part donc de là ?

— C'est la chose la plus fondamentale. Nous massacrons nos jeunes parce que nous les préparons pour des emplois du passé. La réforme de l'Education nationale, c'est déjà un pas intéressant, mais il faut aller encore plus loin. L'enjeu est capital : il s'agit d'éviter à nos enfants d'être les sous-développés de demain.

Aujourd'hui, tout le monde va à l'école, mais combien d'élèves échouent encore dans les sections de rattrapage, dégoûtés qu'ils sont d'apprendre des choses poussiéreuses dans des classes poussiéreuses, noires, claustrophobiques, qui sont

(suite en page 8)

(suite de la page 7)

le contraire de leur environnement des années quatre-vingt ? Il faut faire vivre l'éducation, la décentraliser complètement afin de donner à tous la possibilité d'accéder à cela, où ils vivent. Mettre les gosses devant des ordinateurs — et pas seulement pour apprendre, mais aussi pour qu'ils inventent — laisse le champ libre à leur imagination. Ce type d'enseignement n'est pas seulement scientifique et rébarbatif, il peut aussi être culturel, artistique. Les jeunes qui se sont lancés là-dedans aux Etats-Unis, au Japon ou même ici ne sont pas des monstres matheux à grosse tête. Ils sont en général très doués pour la musique, la sculpture, la peinture...

— On constate d'ailleurs que les pays sans grandes ressources naturelles ont très tôt choisi cette voie et qu'ils ne se portent pas si mal...

— Parce qu'ils avaient le dos au mur. Qu'il s'agisse du Japon, d'Israël, de la Corée du Sud ou de Taiwan, ils ont tous un jour eu à s'en sortir coûte que coûte... Alors, bien sûr, ce vieux continent européen a tendance à somnoler... Quelle belle culture, quelle grande histoire et quelle douceur de vivre en France ! Cette mentalité-là est dangereuse ; on ne doit pas dormir sur ses lauriers en pensant que la vie est un festin perpétuel... En fait, la vie est une quête constante pour la survie. Et je ne parle pas seulement en tant qu'intellectuel, mais aussi en tant qu'homme qui a physiquement dû vivre une survie, puiser en lui la force de continuer. Une force animale, tout d'abord, au fond des camps de la mort, puis une force différente ; une capacité d'appendre... La plupart des gens utilisent leurs ressources à 25 %, alors qu'il faudrait les utiliser parfois presque à 100 %. Moi, le peu que je possédais, il m'a fallu le faire fonctionner à fond, car je n'avais toujours qu'une seule chance.

— Nous ne réagissons peut-être ainsi que lorsque nous nous sentons réellement condamnés ?

— Nous sommes au bord du gouffre ! Le seul problème, c'est que nous n'en sommes pas tous conscients et que beaucoup d'entre nous baissent les bras devant le début de la menace. Cette jeunesse qui se démobilise ! Enfin, quoi, il n'y a aucune raison que la France ne devienne pas, demain, le Japon de l'Europe... La France a toujours été au premier rang des mathématiques et des sciences pures. Elle est présente en informatique — le logiciel surtout. Elle a donc un nombre considérable d'atouts et je crois qu'il est important pour le socialisme de trouver le moyen de ne pas seulement distribuer les richesses — ça, ils le savent — mais aussi — et surtout — de les produire. Bien sûr, il ne s'agit pas de tout faire, mais de trouver les nouveaux créneaux où être indispensable, compétitif, le meilleur. Prenez Israël : ce pays qui n'a presque rien s'est spécialisé dans nombre d'outils de médecine, les scanners, les médicaments ; dans la biotechnologie et la culture désertique. Il s'agira pour nous tous dans l'avenir de partager le savoir comme on partage le pain. C'est une phrase d'Hélène Artweiller que j'aime beaucoup.

— Parlant de ces technologies avancées et mesurant leurs risques, Malraux a dit un jour : « Ce n'est pas la peine d'aller sur la lune si c'est pour s'y suicider. »

— Comme toutes les expressions de Malraux, c'est très beau. Mais, justement, il n'est pas question de jouer à « brave new world » et de nous faire exploser de façon géniale. Encore une fois, je le répète : la ressource humaine doit être au centre de ce futur. Et puis, il faut oser. Si nous nous abstenons de cette révolution qui se répand un peu partout sur les autres continents, nous allons aussi vers une forme de suicide. Avoir peur du mouvement, c'est une forme de mort. Il faut suivre son époque. On ne peut pas arrêter la terre et en descendre comme d'un autobus.

— Une autre chose vous préoccupe : nous parlons sans arrêt du clash Est-Ouest, mais nous ne portons pas un regard assez aigu sur la terrible faille Nord-Sud.

— Le conflit Est-Ouest est réel, loin de moi l'idée de le nier, voire seulement de le minimiser, mais il est vrai qu'il sape toutes nos énergies ; nos ressources de matière comme nos ressources humaines. Notre attention est trop polarisée sur cette guerre des nerfs permanente ; la vie internationale est comme en arrêt, monopolisée par ce seul pôle d'intérêt. Or, vous avez un tiers monde qui se débat dans une situation désespérée, qui est endetté à outrance et ne pourra jamais rembourser. Trois milliards d'hommes qui n'ont rien et ont besoin de tout... Ce déséquilibre est une menace réelle pour la sécurité de l'avenir, mais aussi une possibilité fabuleuse pour le futur. Pensez donc à ce marché énorme pour nos usines, nos technologies, notre jeunesse capable ainsi de satisfaire son appétit matériel et spirituel. De toutes ces chances aujourd'hui négligées, on parle trop peu. Votre gouvernement, cependant, a souvent rappelé l'importance de l'enjeu tiers mondiste.

Cela dit, l'omniprésence du conflit Est-Ouest ne masque pas seulement cela : on a également désappris à regarder chez nous. Or, nous sommes également endettés à l'intérieur du monde dit « développé ». Et pas uniquement en France : les Etats-Unis accusent un déficit budgétaire de 200 milliards de dollars. Ça ne s'est jamais vu, c'est grave et c'est principalement la conséquence de la course aux armements que nous dicte cette confrontation permanente. Alors les chars et les missiles soviétiques, bon, d'accord, ils existent, mais le déséquilibre économique mondial non maîtrisable à l'heure actuelle est un risque tout aussi grand pour notre survie...

— Mais vous reconnaissez le risque soviétique ?

— Je connais bien l'U.r.s.s. En quelque sorte, avant Hitler, j'ai été un esclave sous Staline. Ecoutez, les Soviétiques, aujourd'hui, sont paranoïaques en ce qui concerne leur sécurité. Ils ont peur. Le système communiste ne peut pas conquérir le monde, c'est un système dépassé, stérile, plein de failles intérieures — problèmes de nourriture, d'agriculture, et même d'industrie et de technologie... A part le domaine militaire où ils ont détourné tous leurs meilleurs cerveaux, ils sont à la traîne. Ils ont écrasé leur immense ressource humaine en interdisant les débats d'idées, les échanges. L'informatique, ils ne la connaissent presque pas dans la vie civile. Staline appelait cela « la science juive » et aujourd'hui ils paient le prix de cette réflexion. Ils craignent de perdre cette bataille technologique et, par là, de perdre tout. D'où une tension très nette chez eux, une sorte de syndrome psychotique très dangereux. Que faire ? Je ne pense pas qu'on puisse les détruire physiquement. C'est impossible ; trop tard... Je ne crois pas non plus qu'il soit souhaitable de les étrangler économiquement. Le risque est trop grand : l'explosion interne que connaîtrait cette immense contrée serait trop violente pour que, nous autres, nous ne soyons pas aussi touchés.

Je me dis donc qu'il faut plutôt essayer de les tirer à nous, de les ouvrir au monde, petit à petit. Il ne s'agit pas de briser les frontières bétonnées mais de leur permettre de se sortir de leurs ténèbres. Voilà pourquoi, je ne suis pas contre le gazoduc eurosibérien. C'est, en quelque sorte, la possibilité matérielle d'un antimur de Berlin. Reagan l'a compris aussi je pense en annulant l'embargo sur l'équipement et le blé.

Soyons fermes mais également ouverts : la cohabitation est inévitable. Je vois là la meilleure chance pour les droits de l'homme. D'ailleurs, dans les années soixante-dix, lorsqu'on pratiquait cette politique, environ 300 000 juifs ont pu quitter l'U.r.s.s. Plus on joue à la guerre froide, moins l'émigration est possible. Cela s'est vérifié sous Staline comme tout récemment.

— Vous êtes vous-même polonais d'origine. Aujourd'hui citoyen américain résidant et travaillant en France. Le métissage culturel, n'est-ce pas justement une façon de faire avancer la civilisation ?

— A l'époque du « Sang de l'espoir », le professeur Jean Bernard avait écrit un article dans « le Monde » pour démontrer — preuves scientifiques à l'appui — que le métissage enrichissait considérablement le sang humain. En tout cas, nous ne pouvons pas refuser le métissage industriel, scientifique et technologique, fermer nos frontières, miser sur le protectionnisme économique ou culturel. L'économie mondiale a beaucoup moins besoin de nous que nous, d'elle !

La civilisation européenne s'est trop longtemps crue supérieure — et je ne parle même pas des thèses nazies. Mais il se trouve que n'importe quel peuple est en mesure d'en faire autant. Mettez un petit Noir devant un ordinateur et vous verrez : sans traditions intellectuelles, avec des parents analphabètes, il arrivera même parfois au premier rang... La capacité technique inventée par les Blancs, cela ne veut pas dire grand-chose.

J'ai un ami, le professeur Raj Reddy, qui est le plus grand expert mondial en robotique. Il a les industriels les plus importants du monde à ses pieds, venant constamment le consulter. Eh bien, à l'époque où moi j'étais sous-homme à Auschwitz, ce sous-homme du tiers monde, aujourd'hui immense parmi les immenses, courait pieds nus et analphabète jusqu'à 16 ans dans les ruelles de son petit village de l'Inde où il n'y avait même pas l'électricité. Raj Reddy est un exemple. Et derrière cet exemple, tous peuvent suivre : les Arabes, les Noirs, les Jaunes... A l'ère de l'informatique internationalisée, parler de « races », c'est revendiquer un esprit de dinosaure. ●



Sygma

Un conflit « régional » qui est en train de devenir ouvertement un conflit Est-Ouest : le Liban.



LA SINCERITE POUR CONVAINCRE

Sincère, le président le fut l'autre soir à T.f.1 et également convaincant si l'on en croit les premières réactions des Français. A tel point que l'opposition est restée sans voix

PAR STEPHEN GERE

« M. Mitterrand n'a jamais été aussi franc, aussi peu démagogue, aussi à l'aise, aussi intimement convaincu de ce qu'il disait et finalement aussi convaincant. » Qui dit cela ? Le « Times » de samedi. Convaincu, aussi, le « Financial » qui l'autre jour accordait un satisfecit à Jacques Delors dont la politique a conduit depuis un an au redressement des indicateurs économiques le plus spectaculaire d'Europe. Et la presse française ? Accueil favorable de « Libération » et du « Matin », plus morose en province, mitigé à « l'Humanité » et au « Monde », grandement hostile au « Quotidien », au « Figaro » et à « France-Soir ». La presse, dit-on, est le meilleur indicateur de l'opinion. Sondage, maintenant. « Le Quotidien » : Indice opinion, 53 % des Français ont trouvé François Mitterrand « convaincant ». 64 % l'ont trouvé « intéressant », 52 % « plus compréhensible » que ses prédécesseurs, 46 % « sincère » et 44 % « rassurant ». Le sondage contredit le tendance majoritaire de la presse. Alors ?

Second constat, une majorité de Français ont trouvé François Mitterrand convaincant et une minorité rassurant. Convaincre ou rassurer ? Quel était le dessein du président de la République en se rendant ce soir-là à « l'Enjeu » ? C'est le « Times » qui a gagné. Sa prestation dans son ensemble l'atteste, François Mitterrand a voulu aborder franchement les problèmes de la France, évoquer sans faux-fuyant les remèdes drastiques qui lui sont apportés, dresser le bilan des premiers résultats. Tant mieux s'il a convaincu. Mais convaincre ou rassurer seulement, c'eût été de la démagogie. Les Français sont lassés qu'on évoque devant eux les délices d'une prochaine sortie de tunnel, le président le sait, la musique lénifiante n'est pas son style en politique.

Trois temps

C'est donc avec une sincérité qui a pris l'opposition au dépourvu que François Mitterrand a évoqué les problèmes de la France, économiques surtout, parce que ce sont d'abord eux qui motivent l'inquiétude des Français. Son allocution tient en trois temps. Certes, la politique engagée produit ses premiers effets qui nous encouragent à redoubler d'efforts. Le déficit du commerce extérieur (390 millions en août) est en nette amélioration, mais « je ne me satisfais pas d'un résultat partiel ». Plus forte baisse d'inflation depuis dix ans sur les quatre derniers mois : une bonne raison de poursuivre dans le même sens. La production contenue à un niveau stable : ce n'est pas assez. La progression du chômage enrayée : il faut trouver des solutions économiques.

Second temps, les moyens mis en œuvre. La politique engagée est dure à supporter pour les contribuables et pénible pour les entreprises. Certainement, puisqu'il s'agit d'une politique de rigueur. Mais qu'on sache seulement que cette politique est nécessaire, dictée par un environnement international qui l'impose. Elle est conjoncturelle et les mesures prises seront adoucies sitôt que la situation le permettra. Troisième temps, il s'agira de sortir de la rigueur, sitôt que les équilibres économiques seront assainis et que la restructuration industrielle permettra d'emboîter le pas à la reprise. Ce dernier terme à l'horizon 1985, selon Laurent Fabius, qui exige des entreprises nationales qu'elles sortent du rouge. Autre échéance, la taxe professionnelle, un « impôt imbécile » et anti-économique qui rapporte pourtant 50 milliards, sera remplacée ; les prélèvements obligatoires (44,7 % actuellement) seront réduits d'un point ; les charges des entreprises seront allégées de manière à les rendre plus compétitives et l'Etat lancera de grands programmes d'investissement (T.g.v. atlantique et filière électronique). Le feu vert donné à l'accord entre la C.g.e. et Thomson s'inscrit dans la même perspective.

Trois temps donc. Un, voici une « bonne » politique puisqu'elle marche. Deux, il faut la renforcer en dépit des sacrifices qu'elle impose parce qu'il n'y en a pas d'autre. Trois, il faut déjà envisager le relais par une politique de croissance qui suppose des changements structurels comme la décrue des prélèvements obligatoires.

Le président de la République est finalement resté strictement dans le cadre des prérogatives que lui donnent les institutions en traçant dans ses grandes lignes l'orientation de la politique française. Seulement, du fait de la sensibilité de l'opinion aux problèmes économiques actuels, il lui a fallu s'exposer davantage au créneau. François Mitterrand a montré qu'il savait où il allait et le « flou », grief principal fait au début du septennat à sa politique, embrûme maintenant l'opposition.

La moindre des réussites de la prestation télévisée du chef de l'Etat n'est pas d'avoir su tenir le langage de celui qui rassemble. Il est apparu comme le président qui rassemble les Français. Il s'est adressé — et a répondu — aux travailleurs, aux cadres, à sa majorité, au C.n.p.f. et à l'opposition. On ne retrouve nulle part dans la presse de l'opposition comme dans les réactions de ses responsables politiques les accusations habituelles et lancinantes d'une « soviétisation » de la société ou d'une incompétence des hommes au pouvoir.

Bien mieux, voici la droite contrainte de venir sur son propre terrain et de discuter les arguments. Bien sûr, à la franchise, elle ne choisit pas de répondre tout à fait sur le même ton, mais, et c'est presque imperceptible, elle parle du même objet. Signe des temps, on a laissé Poniatowski et son recueil de gros mots au vestiaire. Le tonitruant Jacques Chirac s'est contenté d'affirmer que le président n'aurait pas les moyens de réduire les prélèvements obligatoires comme il l'a annoncé. Raymond Barre est resté étrangement discret. Autre genre, celui de Jean-François Deniau, qui manie l'ironie — « Il a été bon parce qu'il a rejoint l'opposition » — pour ne pas avoir à reconnaître que la politique du président a son assentiment. Un Deniau en contradiction avec ses amis politiques, la cohorte des Lecanuet, Gaudin et autre Léotard qui, pour n'avoir pas à se prononcer sur le fond, ont recours aux adjectifs habituels, de « surréaliste » à « gâché », en passant par « truqué ».

Mais il était beaucoup plus important que les explications du président aient été entendues, ce qui semble être le cas dans l'ensemble, par les partenaires sociaux. Par les syndicats de travailleurs, à la veille de la négociation sur la progression salariale dans la fonction publique quand il est vraisemblable qu'ils devront participer à l'effort, contrairement à ce que d'aucuns prétendent. Par les cadres, dont le concours est également si précieux à l'économie française, et qui vont avoir désormais un interlocuteur en la personne de Jean Le Garrec, lui-même ancien cadre chez I.b.m. Par les organisations patronales rassurées par les propos que le président a tenus sur la « lutte des classes » pour leur rappeler clairement les règles du jeu. Yvon Gattaz a estimé en effet que François Mitterrand a « en un discours plein d'idées intéressantes », que « c'est très important », mais que « seuls les actes compteront ». Les actes suivent, comme les efforts budgétaires en faveur de l'industrie et de la recherche. Au C.n.p.f. de jouer, en relançant l'investissement et l'emploi. ●

EST-CE VRAIMENT UN MALHEUR D'ETRE PHARMACIEN ?

A entendre les revendications des pharmaciens ils n'y arrivent plus ! C'est vrai que toutes les officines ne font pas le même chiffre d'affaires et que les pharmaciens ne roulent pas tous sur l'or mais bon an mal an ils sont moins à plaindre... que leurs employés



Viva

PAR PHILIPPE MAQUAT

MERCREDI et jeudi derniers, les pharmaciens de province puis ceux de Paris ont fermé boutique et sont carrément descendus dans la rue. Deux décisions prises récemment par Pierre Bérégovoy, à savoir une réduction de 1,5 % de leur marge sur les médicaments remboursés par la Sécurité sociale, et le plafonnement à 3 % des remises accordées aux détaillants par les laboratoires, sont à l'origine d'un mécontentement qui a déjà entraîné la suppression provisoire des gardes.

La plupart des quelque 21 500 pharmaciens de France estiment, en effet, que ces mesures visent davantage à agir sur l'indice des prix que sur le déficit de la Sécurité sociale ; que leur outil de travail est de plus en plus menacé ; qu'ils sont des mal-aimés, des incompris ; bref, les boucs émissaires favoris des pouvoirs publics. Corporatisme pas mort, pourra-t-on penser.

Les apolitiques et les autres

En tout cas, une grève impopulaire et mal comprise, car une grève de nantis aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique. « Mais les gens n'ont pas tort : je ne veux surtout pas qu'on pleure sur mon sort, dit ce jeune patron de 33 ans, plutôt décontracté, aux antipodes du fameux M. Homais de Gustave Flaubert, et qui s'est installé à Sucy-en-Brie dans le Val-de-Marne il y a un peu plus de deux ans. J'imagine mal, en effet, le tourneur de chez Renault, nous filer 100 balles lorsque nous allons défiler dans la rue. D'un autre côté, je ne veux pas non plus que l'on ramène cette grève à un phénomène essentiellement politique. Il est vrai qu'aujourd'hui tout est politisé. Même un train qui déraille. »

Jean-François L., qui se veut absolument apolitique, explique donc que les pouvoirs publics donnent l'impression d'ignorer que la période dorée de la profession est bel et bien terminée, notamment pour le jeune pharmacien, obligé de s'endetter et de multiplier les heures supplémentaires pendant une dizaine d'années au moins. « Avant la dernière guerre, le pharmacien était un notable, explique-t-il. Il ouvrait boutique davantage pour s'occuper que pour vivre véritablement. C'est d'ailleurs pourquoi il a pu signer beaucoup de conventions (ayants droit pour séquelles de guerre, pupilles de la nation, etc.) qui, aujourd'hui, posent des problèmes de remboursement aux jeunes pharmaciens. Mais désormais cette époque est révolue, car la profession s'est démocratisée. »

Après ses cinq années d'études et deux autres années passées en officine, Jean-François L. a donc décidé de franchir le pas à son tour en créant sa propre pharmacie à partir d'un emprunt de 350 000 F contracté auprès d'une banque. Et cet emprunt, il continue de le rembourser, tout en rémunérant trois employées dont une assistante diplômée. « Mais, insiste-t-il, mon père qui était géomètre ne m'a pas filé 100 briques pour m'installer. J'ai pris des risques pour le plaisir de créer et de me faire une clientèle. »

Tracasseries et paperasseries

La quarantaine, Eugénie M. a ouvert boutique dans la proche banlieue parisienne, il y a cinq ans. Elle emploie une assistante à temps partiel et se trouve dans un cas voisin de celui de son confrère de Sucy-en-Brie. Propriétaire d'une petite pharmacie, elle aussi achève de rembourser un emprunt de 400 000 F, ce qui, pour l'heure, réduit son salaire mensuel à environ 6 000 F. Pestant contre les tracasseries administratives

et la paperasserie du « remboursé à 100 % » et du « tiers-payant » qui entraîne retards de paiement et allongement de la semaine de travail à près de 50 heures, elle ne rend pas pour autant la gauche responsable de ses difficultés. Et rappelle : « Le prélèvement de 4 % sur les bénéfices imposables, c'est à Jacques Barrot, le dernier ministre de la Santé de l'ancienne majorité que nous le devons. Mais, dans l'ensemble, je ne me plains pas, à cette nuance près que je ne veux pas que les gens croient que je gagne un fric fou. » Eugénie M. a donc fait grève par solidarité. Réalité complexe aux intérêts et surtout aux revenus diversifiés ; réalité mal commode à cerner : le monde de la pharmacie, très individualiste, est un peu tout cela. Et si le pharmacien de Sucy-en-Brie sort son revolver lorsqu'il entend le mot « politique », certains de ses collègues ont tendance à avoir le même réflexe en entendant le mot socialisme.

Patron très social

Question de génération, question de chiffres d'affaires aussi qui, de 500 000 F au niveau de l'officine de village, peut atteindre un milliard de centimes à Paris (1). En tout cas, un phénomène d'autant plus évident que monte la taille de l'affaire. Ainsi René N., 61 ans, propriétaire d'une grande pharmacie aux activités multiples (allopathie traditionnelle, homéopathie, parapharmacie), située près du quartier de l'Etoile à Paris, ne fait aucun mystère de son engagement à droite. Car s'il se dit — et nous avons toutes raisons de le croire — un patron très social à l'égard de ses 33 employés dont 11 pharmaciens diplômés, pour lui la vérité politico-économique ne peut néanmoins sortir que du capitalisme à la Milton Friedman.

René N. admet toutefois que sa profession n'a jamais reçu de cadeaux de la part des différentes majorités et que les mesures prises par Pierre Bérégovoy lui feront diminuer son bénéfice de 50 %. « Pourtant, je ne licencierai pas, explique-t-il, mais à la longue on va abîmer un système qui marche bien, et mettre en péril la qualité du service proposé à la clientèle. Pour preuve : j'ai avancé de 23 h à 21 h la fermeture de ma pharmacie chaque soir. » Pour les patrons, la profession de pharmacien qui confère un statut social de choix n'en reste pas moins très attrayante. C'est peut-être pourquoi un des leurs écrit dans un journal spécialisé « le Moniteur » : « Quant à espérer sensibiliser l'opinion (avec la journée de grève), c'est être bien naïf, car chacun a ses problèmes surtout en cette période d'austérité et de récession et se soucie fort peu de son voisin, fût-il pharmacien. »

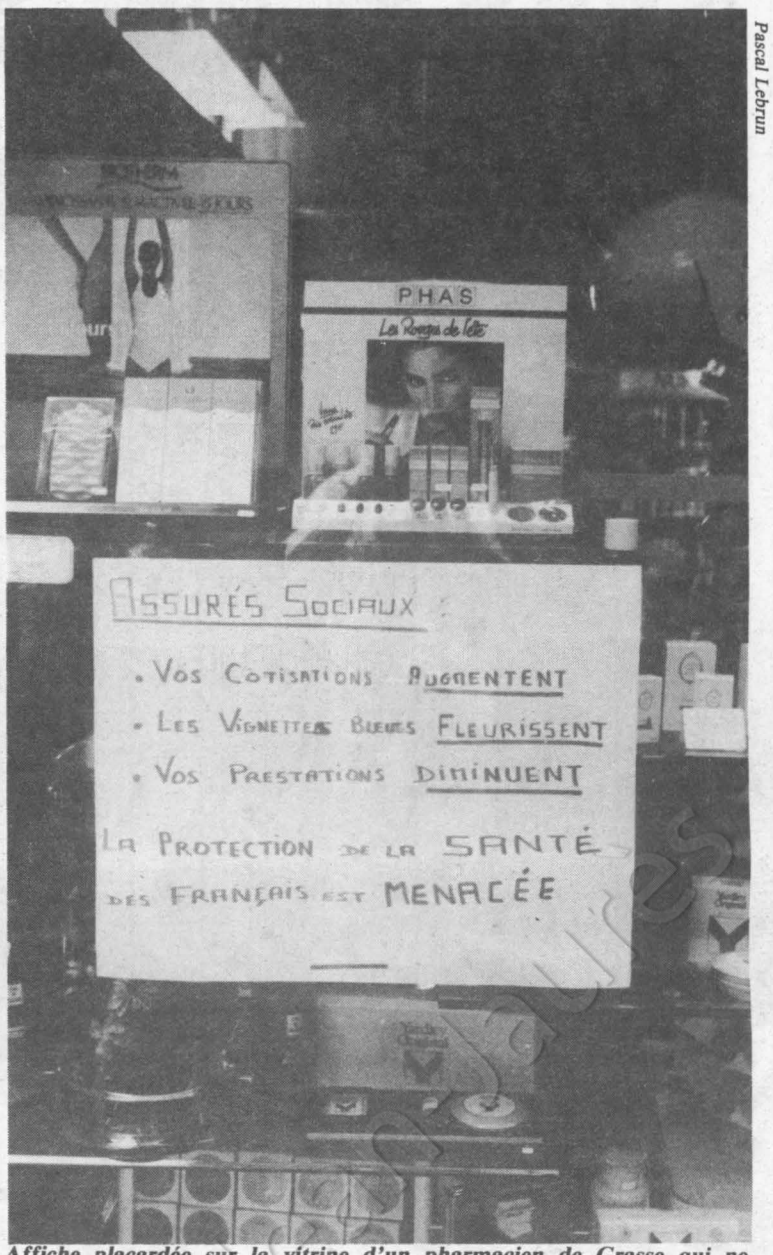
En outre, le sort des patrons de pharmacie demeure nettement plus enviable que celui de leurs employés, davantage touchés par la crise que nous traversons. « Mais nous ne pouvons pas les payer plus », disent en écho les patrons. « Peut-être, mais il n'empêche qu'après cinq ans d'études (six à partir de cette année) notre situation professionnelle n'est pas très reluisante, pense Josianne, 24 ans, mariée et employée comme pharmacienne-assistante depuis deux ans. Outre une promotion interne le plus souvent laissée à la discrétion du patron, je n'ai ni 13e mois (remplacé par une prime d'environ 500 F) ni tickets-restaurant, et je dispose d'un salaire de 6 700 F. » Sans compter des horaires peu avantageux qui ne favorisent pas les mères de famille, et l'absence de deux jours de repos consécutifs.

Un prolétariat en blouse blanche ? Peut-être pas au niveau des assistants qui, en moyenne, peuvent espérer gagner 10 000 F en fin de carrière, mais, en revanche, une profession féminisée à 80 % dans l'officine, et qui souffre de nombreux blocages. Travaillant dans de petites unités, le personnel pharmaceutique est très peu syndiqué et, avoue Josianne : « Provoquer un conflit avec le patron pour améliorer son sort est le plus souvent un défi individuel qui équivaut à aller chercher du travail dans une autre officine. »

Pour s'en sortir, apparaissent bien quelques solutions : devenir propriétaire (avec un apport personnel minimum d'environ 150 000 F et nous l'avons vu un endettement durable), faire biologie, ou travailler dans l'industrie pharmaceutique. Autant de voies annexes à celles de l'officine, mais le plus souvent empruntées par les hommes. « J'avais envisagé de tenter l'industrie, dit Josianne. Mais c'est une autre mentalité, qui repose largement sur la concurrence et la compétitivité. » Soit tout le contraire du travail en officine. Bref, de quoi vous donner des regrets de ne pas avoir choisi la banque juste après le baccalauréat. « Il est incontestable que je me sens un peu prise au piège », conclut Josianne.

Petit personnel pas consulté

Cependant, tout le personnel en blouse blanche de la pharmacie n'est pas assistant diplômé ; encore moins patron. Avec les étalagistes et les vendeurs non diplômés qui, en théorie, n'ont pas le droit de délivrer d'ordonnances, apparaissent les préparateurs dont la promotion est encore plus aléatoire que celle des assistants. En quelque sorte l'envers du décor. Agée de 22 ans, en instance de mariage, Agnès travaille en officine depuis cinq ans en tant qu'aide-préparatrice, titulaire d'un C.a.p. qu'elle a préparé en deux ans après le B.e.p.c. « En plus de mon travail en officine, j'ai suivi des cours à raison de douze heures par semaine », explique-t-elle.



Pascal Lebrun

Affiche placardée sur la vitrine d'un pharmacien de Grasse qui ne cache pas ses sentiments antisocialistes.

Actuellement, elle récidive afin de se présenter au Brevet professionnel qui, en cas de succès, lui vaudra de devenir préparatrice avec des tâches très peu éloignées de celle du pharmacien-assistant, si ce n'est une certaine responsabilité en moins. Quant à son salaire, il passera de 3 500 F actuellement à un peu plus de 4 000 F. Après 25 ans d'officine, un préparateur peut très bien ne gagner que 8 000 F, les salaires variant bien sûr sensiblement d'une officine à l'autre.

« Il existe certes des préparateurs chefs mieux rémunérés dans les hôpitaux, mais j'ai bien peur de devoir rester en officine jusqu'à la retraite, dit Agnès. Si tant est que j'aille jusque-là. »

En outre, si Agnès avait la chance de gagner au Loto elle ne pourrait pas acheter une officine pour autant dans la mesure où il n'existe aucune passerelle permettant avec l'expérience d'accéder au statut de pharmacien. Guère de chance en effet pour les préparateurs de voir la loi changer, car l'ouverture de nouvelles pharmacies a, par ailleurs, des limites.

Ce n'est pas pour rien si un barrage fixe actuellement à 2 800 le nombre des étudiants autorisés à poursuivre leurs études au-delà de la deuxième année. Un quota qui a aussi permis de réduire sensiblement le nombre des pharmaciens au chômage.

Reste que pour la grève de mercredi et jeudi derniers le « petit personnel » n'a pas été consulté. Parfois même il n'a pas été payé. Quand on vous le disait que le monde de la pharmacie était une réalité complexe et pas facile à cerner... ●

(1) C'est en fonction du chiffre d'affaires du dernier exercice (de 60 à 80 % de celui-ci) qu'est déterminé le prix de vente du fonds.



Les uns les autres.



Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.
Être au Crédit Mutuel, c'est en devenir sociétaire, si on le souhaite.
C'est élire en commun ses administrateurs, c'est participer pleinement
à l'orientation de sa banque. L'esprit du Crédit Mutuel :
s'unir pour aller plus loin.

Crédit Mutuel

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

Politique française

Un observatoire, pour les économies d'énergie

Qu'est-ce que l'observatoire de l'énergie ? Un observatoire justement, chargé, comme l'a rappelé Jean Auroux, secrétaire d'Etat à l'Energie, au cours d'une conférence de presse, de jouer un rôle incitateur auprès des ministères et des organismes pour une meilleure connaissance des consommations d'énergie, notamment par le biais des statistiques. En l'espace de 14 mois — l'observatoire a démarré en juillet 1982 — beaucoup de travail a déjà été fait : mise en place d'un système statistique cohérent de suivi des consommations d'énergie (dans l'industrie, les transports et le secteur tertiaire), progrès significatifs dans le domaine de la comptabilité de l'énergie (nouvelle présentation du bilan énergétique national), enfin contribution aux travaux de planification du groupe Long Terme sur l'énergie. Rôle important donc que celui de l'observatoire, qui concrétise la volonté du gouvernement de « rééquilibrer les différentes sources d'approvisionnement en énergie du pays et de suivre l'effort de maîtrise des consommations ».

M.D.

Opération vérité prix

Jusqu'à présent, les prix ne se sont pas envolés, si bien que le taux d'inflation reste raisonnable. Catherine Lalumière, lors d'une conférence de presse, s'en est félicitée. Seules ombres au tableau : les fruits et légumes et surtout les tarifs de certains services qui ont augmenté sans grande justification.

Les enquêtes sur les prix des articles scolaires laissent apparaître des disparités importantes ; toutefois le cartable de l'écolier ne s'est pas trop alourdi, financièrement parlant.

Par ailleurs, le Centre local d'information sur les prix (Clip) fonctionne de manière satisfaisante, et il est question de créer quatre Clip avant la fin de l'année. Le secrétaire d'Etat à la Consommation n'a toutefois pas révélé où ils seront installés.

P.-Y.P.

Quelle dynastie ou le feuilleton Leclerc !

Quand y en a plus, y en a encore. Le fonds Leclerc semble inépuisable : après Edouard, après Michel — le fils d'Edouard —, après Michel bis — le frère d'Edouard —, voici venir Guy. Il a 52 ans, et c'est le plus jeune frère du « croisé du discount ». Les autres Leclerc sont des épiciers, lui fait plutôt commerce de la spiritualité. Oh, en tout bien, tout honneur et tout désintéressement : membre de la congrégation des frères de Lammennais, Guy est directeur de l'école Saint-Louis de Châteaulin, dans le Finistère. Un directeur pas content du tout — l'administration refuse de lui payer la section informatique ouverte à la rentrée dans son établissement — qui, pour obtenir satisfaction, fait la grève de la faim. Le frère Leclerc ne s'alimente plus que de tilleul et d'eau, se dit prêt à « aller jusqu'au bout » et déclare : « Je ne suis pas le Christ ni le père Kolb, je n'ai pas leur courage. Mais ils ont bien fait le choix de leur mort... » Guy accepte de jouer les martyrs, et partisans du privé comme élus de l'opposition sont ravis d'en avoir un sous la main. Mais les martyrs sont parfois futés : Guy Leclerc a choisi de jeûner peu de temps avant qu'Alain Savary ne fasse connaître ses nouvelles propositions sur l'unification de l'enseignement. Et son geste pourrait bien, à un moment propice, rallumer la guerre scolaire. Trouble-fête, les Leclerc ? Oui, et trouble-gouvernement par la même occasion. Même si, à les en croire, ils ne font pas de politique...

M.D.



L'homme pressé

Qu'est-ce qui fait courir Jacques Chirac aux basques de Le Pen ? C'est vrai que le comportement du patron du premier parti de l'opposition laisse rêveur et perplexe. Enfin voilà un homme qui disposant d'une organisation structurée, de militants, d'élus et surtout d'un inestimable poste de commandement, la mairie de Paris, et qui se croit soudain forcé d'épouser les thèses idéologiques du gourou d'un groupuscule. Le résultat ne s'est pas fait attendre, Chirac et Le Pen sont désormais traités sur un pied d'égalité par la presse toujours avide de simplification.

Belle opération de marketing politique quand l'image d'un présidentiable va rejoindre celle d'un tribun d'extrême droite dans les pages intérieures des quotidiens.

Jacques Chirac était-il tellement à court d'arguments qu'il lui fallait puiser en désespoir de cause dans l'arsenal nauséabond du racisme et de la xénophobie et faire alliance avec le diable pour assurer à l'opposition la mairie de la sous-préfecture d'Eure-et-Loire ? Piètre résultat. Il est vrai que le maire de Paris se laisse souvent entraîner plus à droite qu'il ne le voudrait. Pendant un de ses derniers meetings à Paris, ne l'a-t-on pas entendu stigmatiser l'abolition de la peine de mort devant un parterre déchaîné... passant sous silence qu'il l'avait lui-même votée ?

L'impatience croissante d'un certain nombre de dirigeants de l'opposition les pousse ainsi à dire et à faire n'importe quoi. Faute sans doute de sérieux arguments économiques à opposer à la politique suivie aujourd'hui. Cette attitude tranche dangereusement pour eux avec la dignité d'une Simone Veil ou d'un Bernard Stasi ou encore avec la révolte d'un ancien ministre de Giscard d'Estaing, Hélène Dorlhac, écœurée par la bassesse des attaques portées par ses amis politiques contre Robert Badinter.

En matière de courage politique, on ne peut pas en dire autant de Raymond Aron qui a attendu « sagement » que les élections de Dreux soient terminées pour trouver la justification des « contraintes du métier du politique » à l'alliance avec l'extrême droite.

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose, ne serait-ce qu'un peu de boue. Reste à savoir qui en sera le plus éclaboussé.

N.C.

Chapelle-Darblay : avis aux industriels

Les ouvriers cégétistes de la papeterie La Chapelle-Darblay continuent l'occupation active des deux unités de Saint-Etienne, du Rouvray et de Grand-Couronne en Seine-Maritime. Lundi dernier, point de départ de la semaine du « papier français » imposée aux journaux nationaux par la C.g.t., 300 tonnes de papier sont d'abord parties de la banlieue de Rouen en direction des imprimeries parisiennes. Puis mardi et mercredi, M. Gallois recevait au ministère de l'Industrie et de la Recherche les représentants C.g.t. et C.f.d.t. de La Chapelle-Darblay.

On sait que l'opérateur néerlandais Parenco, choisi par Laurent Fabius pour mener à bien le sauvetage de l'entreprise, n'accepte de jouer le jeu que pour le seul papier journal et que, de son côté, le ministère ne veut en aucun cas remettre en question son plan. En conséquence, un compromis sera-t-il trouvé sur le sort des autres spécialités de papier sorties par l'entreprise rouennaise ? Pas facile, car ces autres spécialités, à priori peu porteuses d'avenir, n'ont jusqu'ici pas trouvé preneur en France. C'est pourtant l'une des clés d'un conflit qui devra, de toute façon, connaître son épilogue avant le 1er janvier 1984. En tout cas, avis est lancé aux industriels français intéressés par un marché... forcément restreint.

P.M.

Femmes suédoises et françaises, même combat

Rencontre amicale France-Suède à Paris. Non, il ne s'agit pas d'un match de foot, mais du récent colloque sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, organisé conjointement par Yvette Roudy, ministre française des Droits de la femme, et Anita Gradin, son homologue suédoise. On a beau ne plus en parler depuis quelque temps — tiens, c'est curieux — le fameux modèle suédois existe toujours bel et bien. Un vrai modèle en matière de progrès social et d'égalité des chances entre hommes et femmes. Bien sûr, il n'est pas question de tout copier : les deux pays ne se ressemblent pas. La Suède compte 8 millions d'habitants, est de tradition protestante et a connu des gouvernements sociaux-démocrates pendant près de 50 ans. Rien à voir avec une France catholique de 55 millions d'habitants, qui n'a vu la gauche arriver au pouvoir qu'après 23 ans d'opposition. Il n'empêche. Echange d'expériences et confrontation d'idées sont toujours fructueuses. Au cours du colloque, les discussions ont surtout porté sur la législation, le travail à temps partiel et le temps de travail, l'éducation et la formation, la politique familiale. En Suède, huit femmes sur dix travaillent (la moitié à temps partiel) et les Suédoises disposent à la fois d'une loi sur l'imposition séparée (depuis 1970) et d'une loi sur l'égalité des chances entre hommes et femmes (depuis 1979). Un texte du même type que celui voté cette année en France, où cinq femmes sur dix travaillent à l'extérieur (mais 17 % seulement à temps partiel). Une inquiétude commune aux deux ministres : la crise, dont on risque de trop se servir pour renvoyer les femmes à leurs fourneaux. Et une volonté affirmée des deux côtés : tout faire pour conserver les avantages acquis.

M. D.

Prix Nobel à Paris

A l'initiative conjointe de l'Université de Paris et de la Fnac (dont le p.-d.g. André Essel, âgé de 65 ans, laisse la place cette semaine à Roger Kerinec, qui a fait toute sa carrière dans le mouvement coopératif), vingt-cinq prix Nobel (parmi lesquels des Américains et des Soviétiques) se retrouveront à la fin octobre à la Sorbonne pour « colloquer » sur l'avenir des sciences et de l'humanité.



Pascal Lebrun

Ce graffiti haineux relevé sur un mur de Boulogne-Billancourt dit tout haut ce qu'une droite piaffante de récupérer un pouvoir « usurpé » par la gauche pense tout bas. Là encore l'extrême droite traduit en termes brutaux les fantasmes inavoués des messieurs bon chic bon genre de la droite traditionnelle. Les supplétifs idéologiques continuent de faire leur besogne. Dans un autre ordre d'idée, peut-on rappeler aux scriptographes anonymes que la fin d'Allende si elle fut tragique fut aussi la plus courageuse et la plus noble qui soit. Il n'en fut pas de même pour les héros des nazillons dont l'un finit pendu par les pieds à un croc de boucher et l'autre calciné comme un rat dans son bunker !...

AMERIQUE CENTRALE: UNE PAIX PLUS QUE JAMAIS ARMEE

Le Nicaragua restant leur bête noire les Américains poursuivent l'escalade militaire en Amérique centrale en dépit des efforts diplomatiques pour obtenir une paix régionale

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

«POUR les Etats-Unis, toute négociation doit être précédée d'une campagne d'intimidation, et si la négociation ne marche pas tout de suite ils reviennent à l'intimidation. » Ainsi parlait — au mois de mars de 1983 — un diplomate d'un petit pays de l'Amérique centrale. Hélas, l'évolution de la situation lui donne raison. L'été 1983 aura été celui de l'engagement américain dans la région des Caraïbes. Les trésors de rhétorique employés par les membres de l'administration Reagan ne peuvent plus cacher cette évidence : petit à petit, la machine de guerre américaine se met en place pour protéger la « quatrième frontière » de l'empire.

Adeptes de la manière forte

Depuis le mois de juillet, les initiatives militaires et diplomatiques ont montré une certaine fébrilité dans les rangs des républicains de la Maison-Blanche. La crise centre-américaine est devenue un enjeu interne pour les Etats-Unis, et les élections approchent obligeant Reagan et ses partisans à trouver une issue honorable à une situation qu'eux-mêmes ont contribué à dramatiser au maximum. Les derniers changements dans l'équipe chargée de la politique latino-américaine se sont soldés en faveur des adeptes de la manière forte et des fanatiques de la « lutte contre le communisme ». Récemment, une publication inspirée par les durs de la Maison-Blanche adressée aux membres du congrès et intitulée « La présence soviétique est déjà à nos portes » était aussi dans les valises de plusieurs hauts fonctionnaires qui sillonnent l'isthme centre-américain pour répandre la bonne parole. Cette brochure expliquait d'une manière succincte les raisons du déploiement des forces auquel se livraient les militaires américains.

Les observateurs politiques dans la région ont pu vérifier que cette véritable offensive diplomatique et militaire se déroulait au moment même où les pays du groupe de Contadora (le Panama, la Colombie, le Venezuela et le Mexique) redoublaient leurs efforts pour dégager la voie d'une paix régionale.

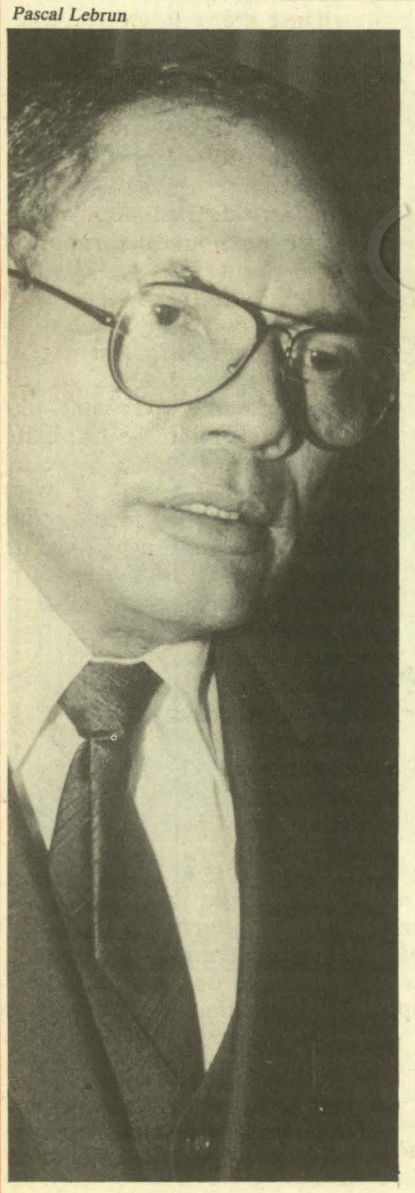
En faveur de la paix

Ainsi le 17 juillet, les ministres des Affaires étrangères de quatre pays de Contadora rendaient public — à Cancun, Mexico — un appel adressé aux Etats-Unis et à Cuba pour que ces deux pays utilisent leur influence en faveur de la paix. Peu après,

"NOUS SOMMES UN MODELE DE NON-ALIGNEMENT"

Ministre de l'Intérieur du Nicaragua, le commandant Tomas Borge Martinez, poète et écrivain, est aussi le seul survivant des membres fondateurs du Front sandiniste de libération nationale De passage à Paris, il a accordé un entretien à notre collaborateur Carlos Ferrari-Lopez

Pascal Lebrun



« L'UNITE » : Il n'est pas très fréquent de voir le commandant Tomas Borge quitter son pays pendant plusieurs semaines, il doit y avoir un motif très important ?

TOMAS BORGE : Nous avons eu le besoin de sortir du Nicaragua pour faire face aux agences transnationales de presse. Il est vrai que la France n'est plus influencée — on ne peut pas dire la même chose de tous les pays — par la pauvre littérature du « Reader's Digest », néanmoins les grandes transnationales de l'information exercent une influence sur les opinions publiques en France et en Europe en général. Nous n'avons pas tous les moyens nécessaires pour affronter la propagande réactionnaire partout dans le monde. Nous sommes donc venus ici pour apporter directement une petite lumière qui pourra éclairer les Européens intéressés par l'Amérique centrale et ses problèmes.

— En France, vous avez rencontré le Premier ministre, Pierre Mauroy, et aussi plusieurs autres membres du gouvernement, MM. Defferre, Cheysson, Nucci et Lang... Avez-vous parlé avec eux de l'actuelle situation en Amérique centrale ?

— Les dirigeants français connaissent très bien la réalité de notre Amérique centrale, nous avons pu toutefois donner quelques informations sur les évolutions récentes. Nous avons surtout répondu aux questions qui intéressent le gouvernement français.

— La France vient de remettre au Nicaragua deux vedettes qui font partie de l'accord pour l'achat de matériel militaire signé en 1982. Etes-vous satisfait de cette coopération militaire ?

— Cette aide militaire, qui n'était pas très grande, a été pour nous satisfaisante, le Nicaragua n'a pas besoin de grands recours militaires pour se défendre.

— Par ailleurs un nouveau protocole financier vient d'être signé.

— En effet, il y a eu même une petite augmentation par rapport à l'année dernière. Notre visite pourrait servir aussi à obtenir l'ouverture de nouvelles lignes de crédit, et nous avons parlé de certaines donations qui seront définies ultérieurement par les autorités françaises. Je voudrais ajouter que d'un point de vue politique la position du gouvernement socialiste est largement connue et appréciée en ce qui concerne l'appui au groupe de Contadora et à toutes les démarches vers la paix en Amérique centrale.

— Il y a deux sujets qui intéressent l'opinion publique quand on parle du Nicaragua : la question des élections démocratiques et la présence de conseillers militaires étrangers dans votre pays.

— Il n'y a pas de rapport entre ces deux sujets, je ne vois pas pouquoi il faut lier les élections et les conseillers militaires. Le processus électoral se déroule normalement et doit aboutir en 1985, nous élaborons maintenant l'appareil juridique et administratif nécessaire.

— Pensez-vous que les agressions militaires peuvent dévier le gouvernement sandiniste et l'éloigner des principes de la révolution : le non-alignement, l'économie mixte et le pluralisme politique ?

— Nous avons des centaines de motifs qui pourraient nous servir de prétexte pour faire la révolution la plus radicalisée du monde... mais notre projet politique, celui de la révolution sandiniste, nous le maintenons intact. Nous sommes agressés, mais les pressions conjoncturelles ne nous feront pas changer de voie.

— Le non-alignement du Nicaragua n'est donc pas en danger ?

— Non ! Nous sommes un modèle de non-alignement !

— L'opposition au gouvernement semble se durcir dans votre pays.

— Au Nicaragua il y a un peuple qui appuie sa révolution. La majorité des Nicaraguayens sont avec le gouvernement, bien sûr qu'il y a des contradictions.

— Récemment, l'Eglise et les partis d'opposition ont critiqué plusieurs mesures gouvernementales, par exemple la loi de service militaire.

— Il y a évidemment des secteurs qui ont des contradictions avec la révolution, et ils manifestent donc une opposition plus ou moins voyante. Parfois certains sortent du cadre légal, mais nous agissons avec prudence. Par rapport à la loi mentionnée, je peux dire que nous avons fait beaucoup d'efforts pour bien expliquer ses buts et son sens... Il est nécessaire de défendre la révolution, il faut donc se donner les moyens.

— L'Eglise a pris une position très critique par rapport à cette loi.

— L'évêque de Managua rédigea une instruction pastorale qui faisait référence à la loi du service militaire patriotique, nous avons répondu une fois encore avec prudence. Une véritable avalanche de lettres écrites par des chrétiens de notre peuple ont répondu rapidement au message épiscopal.

le gouvernement sandiniste faisait une concession de taille en acceptant le principe des négociations multilatérales à l'échelon régional. Jusqu'à ce jour, Managua était favorable à des discussions bilatérales avec les Etats-Unis et le Honduras. Le 19 juillet, les dirigeants sandinistes faisaient connaître leur proposition de paix dans laquelle certains points étaient tout de suite considérés par l'administration Reagan comme le résultat direct des pressions militaires exercées par les canonnières américaines déployées face aux côtes nicaraguayennes. Dans un cadre d'appui total à Contadora, le gouvernement sandiniste propose la discussion de « la suspension de tout envoi d'armes de la part de n'importe quel pays aux forces en conflit au Salvador, pour que ce peuple puisse résoudre ses problèmes sans ingérence extérieure ».

Commandement unifié

Quelques jours plus tard, Fidel Castro déclarait que Cuba était disposé à arriver à un accord global, et il précisa : « Cela peut comprendre le retrait des instructeurs militaires cubains au Nicaragua et même un arrêt des envois d'armes. » Certains se mirent à croire alors à l'arrivée d'une rapide accalmie dans les turbulences centre-américaines. Ils déchantèrent vite. Les pays alliés des Etats-Unis dans la région et la Maison-Blanche continuèrent leur politique offensive et une grande activité militaire répondit aux propositions de paix qui avaient reçu entre-temps l'appui de la France et d'autres pays européens. Lors de son voyage en Amérique latine, Claude Cheysson affirma à de multiples reprises l'accord de la France avec l'appel lancé à Cancun par les pays de Contadora. (•)

L'intervention militaire américaine se déroule sur plusieurs fronts. En réalité, il s'agit de doter le Honduras de toutes les infrastructures militaires modernes nécessaires à différentes missions ; notamment l'entraînement des troupes étrangères, la préparation des terrains d'aviation et des routes pouvant satisfaire les besoins de ravitaillement des forces somozistes engagées dans la lutte armée avec le gouvernement de Managua, et la mise en condition d'installations sophistiquées pouvant surveiller électroniquement ou avec des moyens traditionnels toute la région des Caraïbes. Pour le chef des troupes américaines qui participent aux manœuvres conjointes avec l'armée hondurienne, ces opérations doivent « préparer des troupes qui pourront se rendre dans n'importe quel pays qui en fera la demande »...

Certains indices prouvent que plusieurs chefs militaires des armées locales seraient favorables à la création d'une force centre-américaine avec un commandement unifié ; la visite du chef du Pentagone et les réunions réalisées sur les bateaux américains qui croisent au large du Nicaragua ont servi pour remettre à l'ordre du jour cette vieille idée des Etats-Unis. Le nouveau gouvernement du Guatemala vient constituer — après le coup d'Etat qui a promu opportunément le général Mejia — la pièce qui manquait dans le dispositif américain.

Reagan peut compter actuellement avec un autre instrument politique pour faire peser la puissance américaine dans un éventuel règlement négocié, il s'agit de la commission nationale de réflexion sur l'Amérique centrale avec Henry Kissinger à sa tête. Dans ce cas précis, on considère que les buts visés par la Maison-Blanche se trouvent plutôt au sein même de l'establishment nord-américain, cette initiative devrait permettre de créer un début de consensus autour de la politique du président. On voudrait arrêter les obstructions du Congrès et, pour y arriver, Reagan s'emploie à obtenir l'appui des parlementaires républicains mais aussi des démocrates qui feront partie de cette commission.

Mais cette multiplication — voulue par les Etats-Unis — d'initiatives diplomatiques n'arrive pas à cacher la menace permanente que leurs navires et leurs opérations « secrètes » font peser sur tous les pays de la région, depuis le Mexique jusqu'à la Colombie. Le 10 septembre dernier les quatre pays de Contadora ont proposé à la signature des gouvernements du Costa Rica, du Nicaragua, du Honduras, du Salvador, du Guatemala une « déclaration de principe pour la solution pacifique des problèmes d'Amérique centrale ». Les gouvernements doivent dans les semaines qui viennent faire part de leurs observations mais, d'ores et déjà, et en supposant qu'un maximum de pays signent l'accord, des problèmes se posent. Comment faire respecter les accords concernant le retrait de conseillers militaires ? Comment surveiller les zones démilitarisées ? Et enfin, comment passer de ces compromis ponctuels et forcément limités, qui servent à désamorcer le conflit dans l'immédiat, à la résolution des causes structurelles qui nourrissent l'ensemble des tensions régionales. Voilà la principale faiblesse de cette étroite et indispensable voie pacifique que les Etats-Unis refusent d'emprunter. ●

(•) *Le 3 août à Bogota, le ministre des Relations extérieures déclara notamment : « Nous approuvons la déclaration de Cancun et (on se demande) ce que viennent faire des porte-avions par rapport à cette déclaration. (...) Nous ne pensons donc pas que l'envoi de bateaux plus ou moins nombreux, des forces militaires plus ou moins nombreuses au large des côtes de l'Amérique centrale soit de la moindre manière un progrès vers la paix en Amérique centrale. »*

LE CAS NEGRI: UNE AFFAIRE DREYFUS A L'ITALIENNE

Surpeuplées de détenus politiques en attente de jugement souvent depuis des années, les prisons italiennes sont devenues des poudrières. D'autant que Tony Negri, présumé coupable, vrai martyr et nouveau député s'est fait leur porte-parole

PAR MICHEL MATHIEU

(de notre correspondant à Rome)


Gamma

DANS les prisons italiennes on se marie, on fait des enfants, on se tue et parfois on en sort le temps de devenir député, comme vient de le montrer Tony Negri élu sur une liste radicale. Tout cela le plus souvent en attente de jugement.

A l'extérieur, on s'empêtre dans l'interprétation du Code pénal sans pouvoir se mettre d'accord sur ce qui relève de la justice ordinaire ou des procédures exceptionnelles, celles-ci ayant tendance à étouffer celle-là. Les ambiguïtés de la juridiction italienne sont telles que le débat sur l'opportunité de l'emprisonnement ou du réemprisonnement de Tony Negri couvre ces jours-ci l'essentiel de l'actualité politique dans la presse.

Au-delà des clivages politiques, les avis sont partagés et les réflexions que l'on se permet parfois en privé sont souvent divergentes de celles que l'on se croit obligé de tenir en public. Au fur et à mesure que l'on se rapproche du jour J qui verra le Parlement se prononcer, la rumeur s'enfle à l'intérieur des partis et fait voler en éclats des positions tranchées que l'on retenait pour définitives il y a encore quelques jours. La Démocratie chrétienne n'est plus sûre du tout de vouloir voter pour la réincarcération, comme en témoigne l'intervention du sénateur d'Olofrio, proche de De Mita, qui a fait savoir qu'il était hostile au réemprisonnement de l'ex-leader d'Autonomie ouvrière.

Du centre à la gauche, on n'a pas les idées bien claires non plus et l'on adopte un profil bas qui consiste à argumenter sur la brève période qui sépare Tony Negri de la date de son jugement et sur les longues années de détention préventive qu'il a déjà subies. Le Parti socialiste italien est résolument contre l'emprisonnement, alors que chez les communistes on s'oriente vers une solution de liberté provisoire jusqu'au moment du verdict. Autant dire repasser provisoirement le bébé à la justice. Dans tous les cas le débat est vif, aussi dans le doute s'oriente-t-on vers un vote à bulletin secret qui, s'il a lieu, ne pourrait être perçu que comme une dérobade politique.

Ce jeu de cache-cache entre politiciens, détenus et magistrature ne pourra cependant pas s'éterniser sous peine de créer une situation explosive à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons. Surpeuplées de détenus politiques capables de s'organiser et de créer des actions au niveau national, les prisons sont devenues de véritables poudrières. Depuis plusieurs jours déjà, des grèves de la faim suivies par des milliers de détenus ont été commencées dans divers établissements pénitentiaires. Par ailleurs, de la prison de San Victor sont partis des mots d'ordre appelant à une journée nationale de protestation pour les 20, 21 et 22 septembre, qui ont été largement suivis dans tout le pays.

Le motif principal de ces mouvements de détenus concerne l'abrogation des lois d'exception qui permettent à la justice de maintenir en prison, pendant des années, des prévenus en attente de jugement. L'engorgement des prisons est en grande partie la conséquence des lois dites Cossiga, approuvées en janvier 1980, qui ont permis des coups de filet de grande envergure sans trop s'arrêter sur les détails. Résultat, plusieurs milliers de jeunes auront passé plusieurs années en prison et auront participé à leurs dépens à la saturation de la machine judiciaire avant d'être relâchés, dans la plupart des cas. Des années qui pèseront encore longtemps sur la société italienne tout entière et qui ont laminé des pans entiers de la génération des « années de plomb. » A travers les épreuves du terroriste noir puis rouge et malgré la violence de la Mafia, la société italienne, pourtant, a jusqu'ici fait preuve d'une capacité exceptionnelle d'absorption de tous ces bubons qui se greffent sur le corps de la nation.

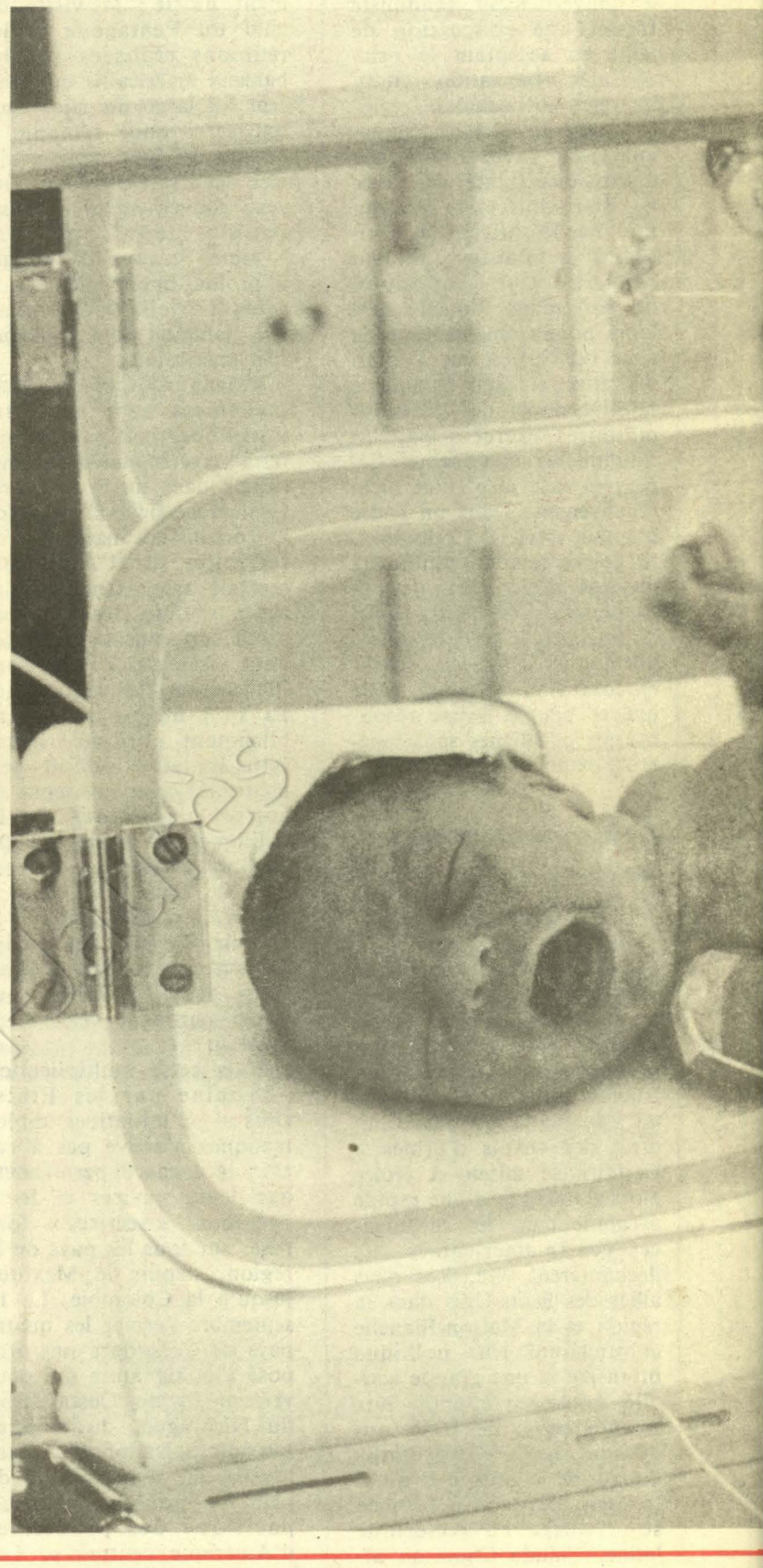
Battus sur le terrain, désormais convaincus que la lutte armée n'a aucune chance d'être le moteur d'un changement radical de la société, les ex-terroristes font peut-être leur entrée par la grande porte dans l'arène politique par l'intermédiaire de Tony Negri qui sert de lien pour introduire de nouveaux rapports avec l'Etat. Une des qualités sans doute parmi tous les défauts que peut représenter le système de représentation proportionnel italien est de tenir compte avec une extrême sensibilité de la réalité de la société italienne. Pourtant, quel que soit le jugement rendu par la cour qui devra donner son verdict sur les prévenus du 7 avril, l'aventure judiciaire personnelle de Tony Negri ne s'arrêtera pas là. D'abord poursuivi pour l'enlèvement du président de la D.c., Aldo Moro, la justice s'est ensuite repliée sur l'inculpation d'insurrection contre l'Etat.

Quel que soit le verdict, Tony Negri est déjà un martyr pour la justice italienne, et comme le souligne Roberto Villetti dans un article dans « l'Avanti ! » il se pourrait que l'Italie soit en présence de son affaire Dreyfus auquel cas il n'y aurait plus d'importance à ce que Tony Negri soit réellement coupable ou innocent.

CLINIQUES PRIVEES:

ATTENTION DANGER !

N'ayez que très rarement besoin de soins d'urgence à Paris et surtout choisissez de ne pas y naître... telles pourraient être les recommandations des médecins des Samu qui en voient de toutes les couleurs, notamment en provenance de maternités privées



Viva

PAR PIERRE-YVES POINDRON

MIEUX vaut, malheur pour malheur, déraper sur le pavé de Sens ou d'Auxerre que sur celui de Paris. Oh ! certes, il y a dans les hôpitaux parisiens des services de pointe, des équipes remarquables, mais justement ces services de pointe sont saturés et ces équipes remarquables occupées à de non moins remarquables cas. On vient de très loin pour bénéficier de ce « luxe scientifique », et les opérations sont généralement programmées de longue date.

Alors, pour l'urgence, il n'y a pas de place. Et il arrive qu'un blessé attende une ou deux heures dans l'ambulance avant de gagner le service enfin prêt à l'accueillir. Il y a pourtant à Paris 25 hôpitaux de l'Assistance publique. Hélas ! dans l'un on opère, dans l'autre on stérilise la salle d'op., dans le troisième, il n'y a plus de lit disponible... tant et si bien que les équipes de secours se livrent à une « pêche » à la place qui immobilise une ambulance, qui risque d'être utile ailleurs.

Certes, il y a urgence et urgence. Le bras cassé et le crâne fracassé. Passe encore pour le tout-venant de la traumato : on trouvera toujours un lit dans une clinique privée. Mais pour le polytraumatisé, la choix se réduit considérablement. Seuls, une demi-douzaine d'hôpitaux parisiens répondent habituellement présent lorsqu'il s'agit de ce que les spécialistes appellent « une détresse ». Sur le papier, il existe bien des places disponibles ailleurs. Mais, dans la réalité, le personnel est en nombre insuffisant pour subvenir aux besoins : le gros goulet d'étranglement, si on peut s'exprimer ainsi, se trouve au niveau des équipes de garde.

« Le laitier »

Les choses se compliquent encore s'il s'agit d'un « beau » polytraumatisé, tête, thorax, membres inférieurs. Pour la tête, tout va bien ; les six hôpitaux qui ont un service de neurochirurgie ont monté une garde. L'ennui pour le polytraumatisé qui « tombe » à Sainte-Anne ou Lariboisière, c'est que ces hôpitaux n'ont pas ou pas encore de service d'orthopédie. On y soignera la tête, pas le thorax. Pour le thorax, on transportera le blessé ailleurs. Et avec un peu de malchance, ailleurs encore pour les jambes. Les gens du Samu, affrétés pour la circonstance, appellent ça « faire le laitier ».

Ce n'est pas le moindre paradoxe d'avoir à Paris des services de pointe où l'on case difficilement celui qui en aurait le plus immédiatement besoin. Et cela, faute de personnel. Un des plus grands hôpitaux parisiens,

LA REFORME HOSPITALIERE: UNE MESURE REALISTE

PAR LOUIS LARENG

député de la Haute-Garonne, conseiller municipal de Toulouse

LE rôle sans cesse accru des centres hospitaliers dans les soins aux malades entraîne une adaptation progressive des hôpitaux à cette situation. La nécessité d'une actualisation juridique devient urgente. L'on comprend qu'une loi hospitalière portant réforme de la loi du 31 décembre 1979 sur l'organisation du service public hospitalier devait être élaborée.

Cela devrait se faire en deux temps : si la planification sanitaire, les alternatives à l'hospitalisation seront envisagées plus tard, dès maintenant doit être soumise au Parlement la loi facilitant l'application du budget global et portant meilleure adaptation des moyens hospitaliers au service du malade.

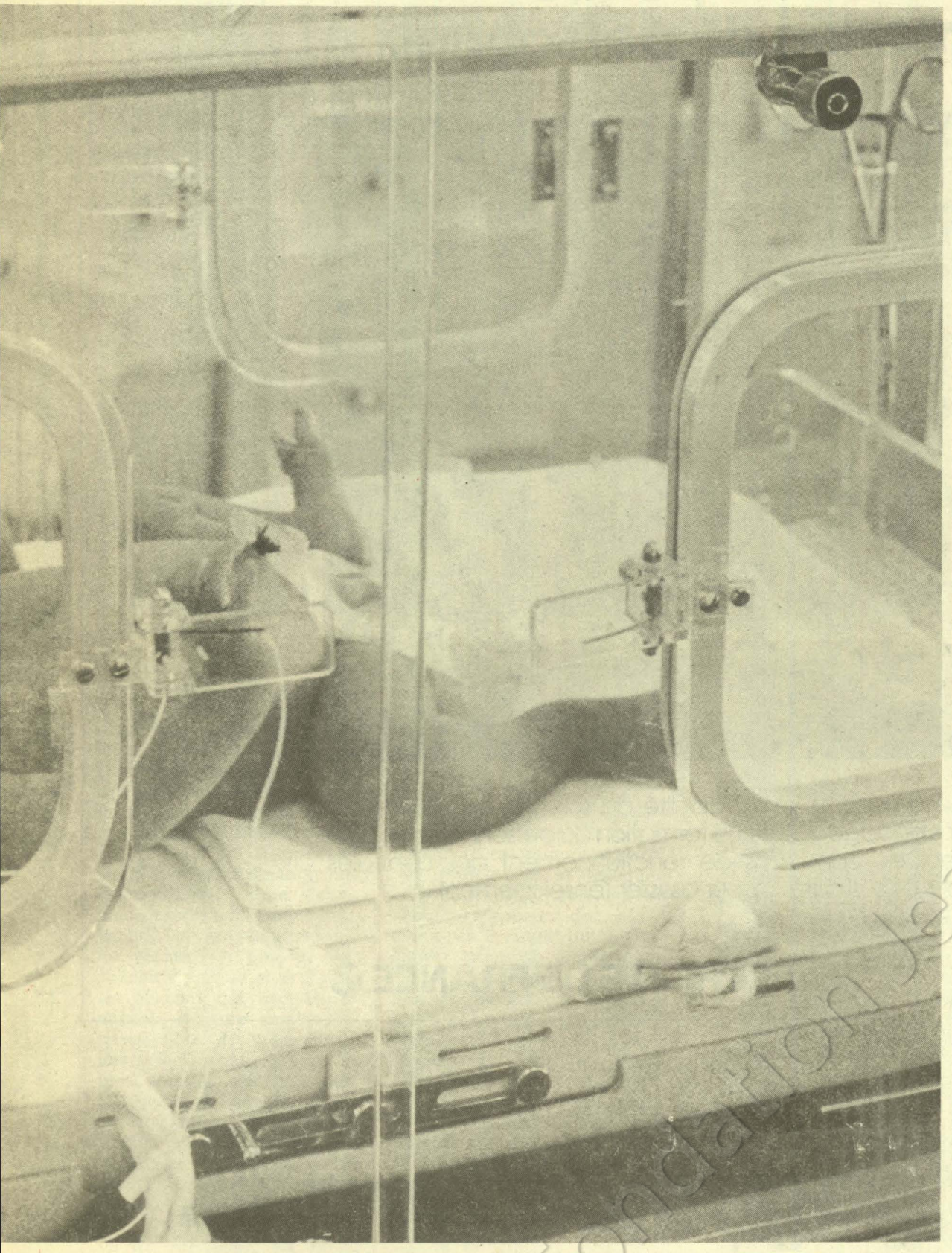
Il s'agit de mesures réalistes qui entraînent une prise de position à la suite de discussions datant de plusieurs années (en particulier le regroupement des services en départements et le recours au budget global en lieu et place du prix de journée). Il est évident que si de telles mesures sont, du fait des circonstances, taxées de mesures de rigueur, elles auraient été prises, en tout état de cause, en période d'expansion. Il s'agit d'une nouvelle organisation hospitalière en rapport avec la place qu'a prise le système de soins publics dans le service sanitaire français.

Cela m'amène à commenter plus directement certains points :

***1°) L'organisation en départements :** elle devrait permettre de recentrer davantage l'activité autour du malade. L'esprit en est déjà accepté, car les médecins n'ont pas attendu la loi pour mieux organiser leurs soins ; l'anesthésiologie, par exemple, a constitué l'un des premiers départements hospitaliers (1963) ; je sais combien il est difficile — sur le plan pratique — d'aboutir à une telle organisation, compte tenu des habitudes. Les départements grouperont ceux des membres du personnel de l'établissement qui concourent à l'accomplissement d'une même tâche caractérisée par la nature des affections prises en charge ou des techniques de diagnostic et de traitement mises en œuvre.*

Le médecin, chef du département, sera élu par l'ensemble des médecins du département ; il sera assisté d'un conseil de département au sein duquel sera représenté l'ensemble du personnel ; les membres du conseil de département seront élus par trois collèges formés respectivement du personnel médical (médecins, pharmaciens, odontologistes), du personnel soignant non médical, du personnel non soignant.

***2°) L'autorité du directeur :** l'application des lois dépend d'un état d'esprit et, durant ma carrière hospitalo-universitaire, j'ai été témoin de très peu de problèmes entre les médecins et les directeurs des hôpitaux, quelle que fût l'appréciation de ces derniers sur leur rôle. Il est vrai que, il y a quelques années, les soins étant assurés dans les hôpitaux par des médecins à temps partiel, donnant bénévolement de leur temps, ces derniers auraient mal supporté des directives trop contraignantes. Les rapports se modifient dès lors que la médecine est pratiquée dans les hôpitaux par des médecins à temps plein. La gestion a pris une nouvelle et grande dimension. Il paraît normal qu'une coordination soit pratiquée par le directeur et que cette fonction soit clairement explicitée.*



voire d'Europe, possède une magnifique salle de réanimation qui peut accueillir les urgences. Magnifique. Seul détail, mais d'importance : il faut courir après le chirurgien qui, bien souvent, est en train d'opérer. Comme le dit un médecin : « L'urgence, ça gêne. » Dès que quelque chose arrive de l'extérieur, ça perturbe la maison.

C'est pourquoi, dans certains hôpitaux, il existe ce qu'on appelle « le service porte », ouvert, comme son nom le suggère, aux urgences qui y restent le temps de trouver une place dans le service ad hoc enfin prêt. Ce système fonctionne plus ou moins bien. Ainsi, dans un grand hôpital parisien, le « service porte » de médecine remplit parfaitement son office, tandis que les lits de celui d'orthopédie sont encombrés. C'est qu'en aval, le service de réanimation chirurgical, nécessairement pluridisciplinaire, s'embolise plus facilement, faute d'équipes complètes pour prendre en charge le malade.

Courir au créneau

Bref, on ne court pas après l'urgence. Même l'hôpital, service public. Avant de trouver le havre où déposer un blessé, il arrive au Samu d'égrener plusieurs fois la litanie des hôpitaux avant que l'un d'eux se décide enfin à l'accepter.

Devant une telle situation, certains se prennent à rêver : « Il faudrait, disent-ils, des plateaux techniques polyvalents de garde et assurer une double garde : l'un pour opérer, l'autre pour accueillir les urgences. » Entendez par plateau technique, non tant les locaux que le personnel qualifié, capable d'intervenir à tout moment. Hélas ! ils se comptent sur les doigts d'une main les hôpitaux qui sont organisés de la sorte. Quant aux cliniques privées, le polytraumatisme, ce n'est pas vraiment leur créneau. Du moins, à Paris. Le maintien d'une équipe de garde pour une hypothétique intervention coûte trop cher... Elles ont pourtant de bons chirurgiens ; certaines mauvaises langues prétendent même qu'on y retrouve des pleins temps hospitaliers (médecins ou infirmières ou personnel soignant).

Indéniablement, les cliniques privées médicales ou chirurgicales occupent une place importante dans le système de soins français. A un certain moment, elles ont occupé le terrain délaissé par le secteur public. C'est particulièrement vrai en rythmologie cardiaque où le secteur privé a le quasi-monopole et assure les urgences. « L'A.p. n'a pas compris que c'était un domaine d'avenir et lucratif », déplore un médecin. C'est aussi vrai pour la dialyse rénale, domaine qu'ont occupé le secteur privé et les établissements à but non lucratif. « En revanche, le rein aigu ira à l'hôpital, car c'est là qu'il y a du personnel de garde pour l'accueillir. »

Si le secteur privé offre généralement des établissements à taille humaine, l'activité y est souvent insuffisante pour permettre d'investir dans des structures de réanimation à la hauteur des ambitions. Résultat : sauf dans les grands centres, si une opération se passe moins bien que prévu, on appellera le Samu afin de faire transporter le malade en réanimation à l'hôpital. Pour les mêmes raisons, le privé prendra rarement la détresse vraie, car il ne possède pas toujours un plateau technique suffisamment fonctionnel, 24 heures sur 24.

Il y a donc, de fait, une certaine répartition des tâches et puisque, après tout, l'hôpital assure le service public, il n'y aurait rien à y redire, si les règles du jeu étaient précisées et... respectées. A cet égard, l'exemple des cliniques est intéressant.

Sûr de soi ?

Près de la moitié des accouchements à Paris ont lieu dans dix-huit maternités privées. Faites le compte : mille accouchements en moyenne par an et par clinique. Certaines moins, d'autres plus. Or, mille accouchements, c'est un peu juste pour s'équiper en matériel et surtout en personnel pour parer à des situations délicates. Très généralement, mais hélas ! pas toujours, les gynécologues obstétriciens ont la prudence d'orienter les grossesses à haut risque vers les services hautement qualifiés de l'Assistance publique. Toutefois, en ce domaine, tout n'est pas prévisible. Or, le nombre modeste d'accouchements ne prépare pas le personnel à l'urgence quand elle arrive sans prévenir. C'est pourquoi, bien qu'il y

(suite en page 19)

Il n'est cependant pas possible, à une époque où l'on évolue vers la responsabilité plus directe des personnels, que le chef de service ou le chef d'un département médical puisse voir ses moyens d'autorité diminuer pour faire fonctionner son service ou son département. Sa subordination complète au chef d'établissement peut le gêner dans la prise d'une décision dans le respect de la déontologie et de la responsabilité qui en dépend vis-à-vis du malade — responsabilité qu'il conservera d'ailleurs, quelle que soit la loi, aux yeux de celui qu'il soigne —, les médecins, à juste titre, se sont émus du premier projet de loi qui semblait donner toute autorité aux directeurs d'hôpitaux.

L'on ne peut donc que se réjouir que, dans l'actuel projet de loi portant organisation hospitalière, le Gouvernement ait inclus dans le texte les limites — qui allaient certes de soi — mais que dans cette période assez exceptionnelle, il était tout de même bon de préciser. Cette précision allie le renforcement nécessaire de l'autorité des directeurs sans aliéner celle des médecins pour assumer leur fonction en toute liberté.

*3°) **Le budget global** entraîne un certain nombre d'exigences législatives. Ainsi, c'est dans cet état d'esprit que sont donnés les moyens au conseil d'administration de s'adapter et d'avoir une meilleure connaissance de la répartition des crédits et du fonctionnement hospitalier.*

Le rôle du représentant de l'Etat est d'exercer la tutelle. Il peut supprimer ou diminuer des prévisions de dépenses s'il estime celles-ci injustifiées ou excessives, compte tenu, d'une part, des possibilités de soins qui sont à la disposition de la population, d'autre part, d'un taux d'évolution des dépenses hospitalières qui est arrêté par les ministres chargés respectivement de l'Economie, du Budget, de la Santé et de la Sécurité sociale. Mais il peut également augmenter les prévisions de dépenses qui lui paraissent insuffisantes. La gestion hospitalière s'identifie de ce fait à une gestion de caractère national au même titre que d'autres budgets, par exemple, celui de l'Education nationale.

Beaucoup d'encre coule depuis plusieurs années entre les tenants du budget global et les tenants du prix de journée. Chaque solution a ses avantages et ses inconvénients. Le budget global est théoriquement plus adapté au fonctionnement de l'établissement, et ce n'est qu'avec l'expérience que nous jugerons de son efficacité. Signalons cependant que certaines expériences concluantes ont déjà été pratiquées.

Au cours de la consultation sur le budget, l'avis de la commission médicale consultative est obligatoire ; il est dommage, pour le moment, qu'il n'ait pas été précisé si le comité technique paritaire serait également consulté sur le budget. La structure hospitalière en place n'ayant pas encore été actualisée par une plus grande participation des personnels, il serait bon — du moins en attendant cette réforme — que le comité technique paritaire puisse participer davantage à la gestion.

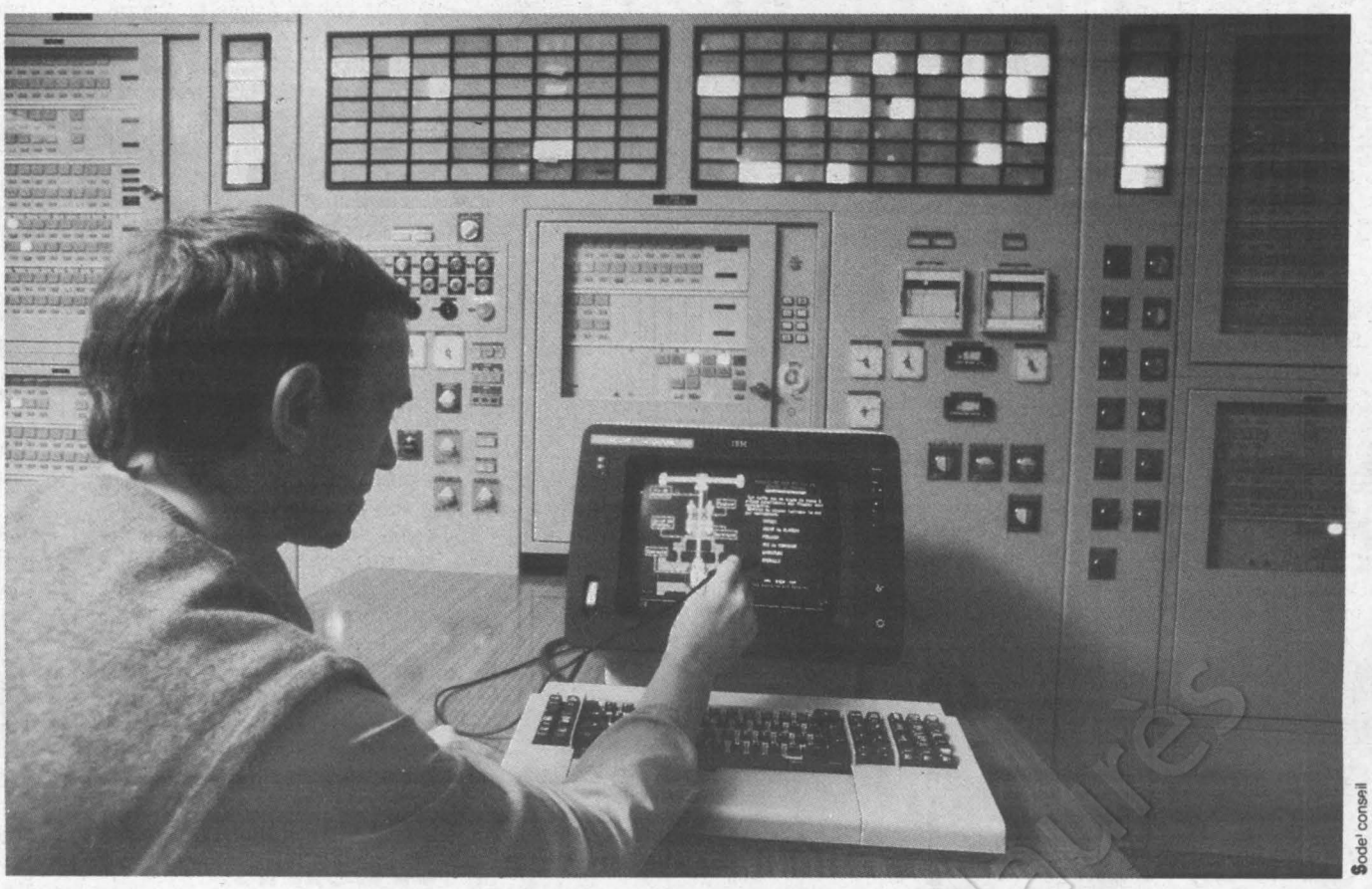
*4°) **Les dispositions transitoires** seront adoptées par décret en conseil d'Etat et cela est très important : rappelons les ennuis créés par la loi portant réforme du troisième cycle des études médicales et pharmaceutiques par l'oubli de ces dispositions.*

Il est prévu une durée de cinq ans pour l'entrée en vigueur complète de cette loi. Ici l'on peut également discuter à perte de vue, car il n'y a pas de raison que ce qui peut être réalisé en cinq ans ne puisse pas l'être en trois ans. Cette réorganisation tient compte, en effet, d'une situation à laquelle les hôpitaux ont réfléchi et l'application de ce projet de loi ne devrait pas entraîner de rejet.

*5°) **Les syndicats inter-hospitaliers** seront mis en place de façon à permettre une meilleure utilisation des différents moyens sur un territoire défini. De tels syndicats sont des établissements publics ; une telle disposition devrait, au moindre coût, assurer une meilleure gestion et une plus grande efficacité des soins médicaux mis en œuvre.*

Il est nécessaire d'aboutir ; on obtiendra un meilleur fonctionnement correspondant à l'ensemble de ce système parce que la nécessité s'en est fait sentir et que la réalité des faits sous-tend une telle organisation. Bien entendu, il est dommage qu'une telle réforme évolue dans un contexte de crise internationale, car pour les esprits « trop critiques », l'amalgame des deux peut être exploité. Ce serait navrant pour notre service public en général et pour chacun de nos malades en particulier. Sa mise en œuvre, en toute situation, devrait se faire progressivement et devrait faciliter de plus la nécessaire collaboration entre le secteur public et le secteur privé, selon les orientations du président de la République.

Techniques de pointe pour la formation du personnel.



Sodel conseil

L'ampleur du programme nucléaire français et la rapidité de sa mise en œuvre ont entraîné d'importantes innovations pédagogiques. La formation du personnel spécialisé utilise des techniques qui simulent les conditions de fonctionnement des centrales nucléaires et fait largement appel à l'ordinateur pour assister l'enseignement.

ELECTRICITE DE FRANCE

Le bon sens gagne du terrain.

Le bon sens près de chez vous

CRÉDIT AGRICOLE

(suite de la page 17)

ait moins de « hauts risques » pris en charge dans les cliniques que dans les maternités publiques, les services d'urgence pédiatrique de l'Assistance publique sont appelés deux fois plus souvent en renfort dans le secteur privé pour prêter main-forte aux équipes en place, parfois dépassées, souvent incomplètes, se couvrant toujours. Et ce, avant la naissance... Preuve qu'on n'est pas tout à fait sûr de soi... Preuve aussi que si un obstétricien ou une sage-femme de la clinique est là, le pédiatre, lui, est absent... ou maîtrise assez mal les techniques de réanimation néo-natale. On aurait pourtant besoin de lui. Mais, le jour, il consulte en ville ; la nuit, il est Dieu sait où. On cite le cas d'un pédiatre d'une maternité du XVIIe arrondissement qui se promenait à 180 km de Paris le jour de sa garde. Bip bip en poche !

Oui, le pédiatre, on peut avoir besoin de lui, non seulement pour peser un bébé vigoureux, mais aussi pour faire un diagnostic de malformation éventuelle ou encore intuber, perfuser, ventiler un bébé moins gaillard. Mais le diagnostic précoce de malformation est rarement posé, faute d'examen approfondi. Quant aux techniques de réanimation, un pédiatre se doit de les connaître, même si ces gestes ne sont pas nécessaires dans la majeure partie des naissances. Et pourtant, lorsqu'ils le sont, ils sont le plus souvent effectués par les équipes de secours, appelés en renfort. Comme le montre une étude sur les urgences néo-natales, la mise en condition des nouveau-nés en détresse, avant d'être transportés vers un service spécialisé, est rarement réalisée par l'équipe médicale de la clinique, ce qui ferait pourtant gagner du temps et serait bénéfique pour l'enfant.

Elle l'est davantage dans les maternités publiques ou parapubliques. Preuve que, dans les premières, le pédiatre est soit absent, soit... peu au courant des techniques de réanimation. Mais pourquoi s'inquiéteraient-elles, ces cliniques, puisqu'elles peuvent faire appel au service public ? Comme l'a dit avec candeur un obstétricien d'une maternité du XIIIe : « Tout s'est très bien passé, le Samu était là. »

Le « public » à la rescousse

On peut toutefois s'interroger : est-ce bien au Samu de faire le travail que tout pédiatre de clinique devrait savoir faire ? Et si celui-ci l'ignore, on comprend difficilement pourquoi certaines cliniques s'obstinent à garder dans leur clientèle des cas à risque... ou qui risquent de le devenir. Une étude récente enfonce le clou : la réanimation néonatale, selon ses auteurs, devrait être enseignée à un membre de l'équipe obstétrico-pédiatrique. Apparemment, certains, faute de temps, faute de motivations, sont passés au travers de cet enseignement. Alors, on appelle à la rescousse une équipe spécialisée (venant du public) soit avant l'accouchement en remplacement du pédiatre de la clinique « introuvable », soit après pour transporter des nouveau-nés à risque qui n'auraient jamais dû voir le jour en clinique. Dans le premier cas, le transport de l'enfant en bonne santé mais prématuré vers un service d'élevage coûte sept fois plus cher que si, une fois convenablement préparé, on l'avait convoyé dans une banale ambulance avec une puéricultrice. Dans le second cas, le transport aurait dû être évité puisqu'il y avait présomption de risques qu'on ne pouvait assumer. Entre les deux extrêmes, soyons justes, il y a l'imprévisible : or, seules cinq ou six cliniques sont capables, en cas de nécessité de joindre un pédiatre disponible et compétent.



Sygma

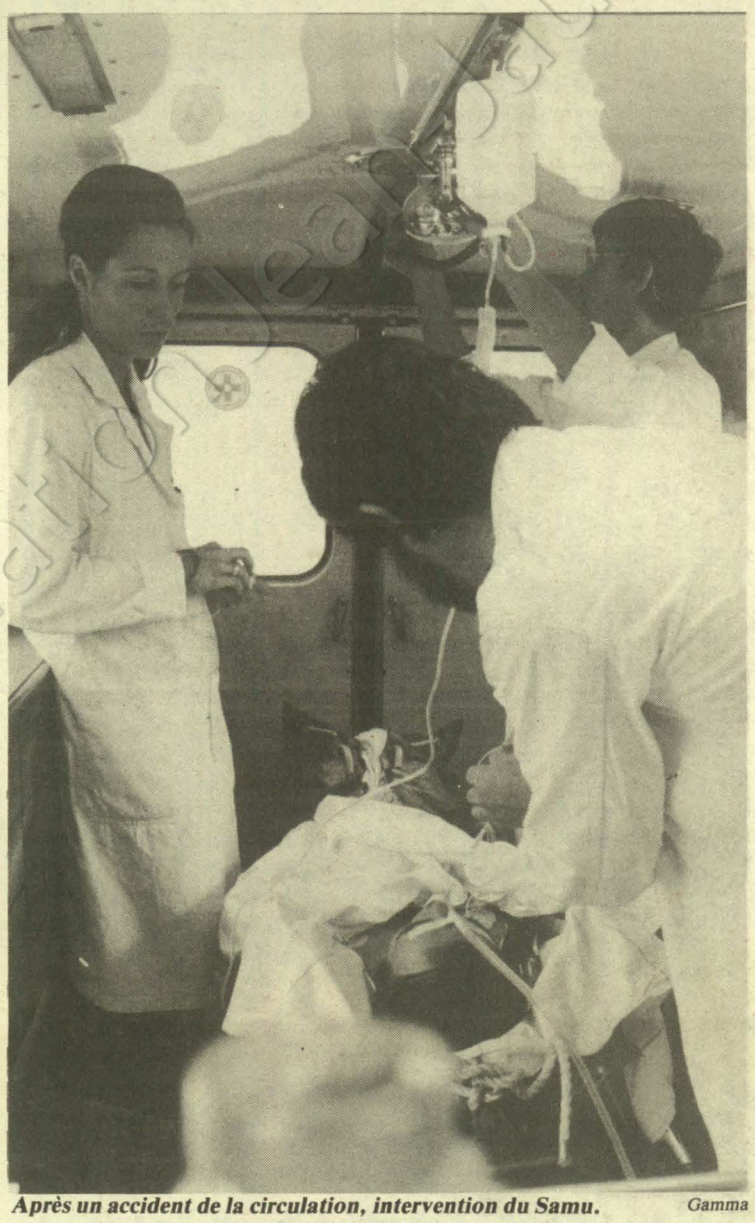
Des locaux à réanimer

Les locaux, le matériel ? Dans trop d'établissements, c'est le sous-équipement, la pénurie. Des exemples ? Il n'en manque pas. C'est par exemple la salle de réanimation d'une clinique du XVIIe qui couvre six mètres carrés. Encore a-t-elle le mérite d'exister et puis, bébé n'est pas si gros, même s'il faut au moins deux personnes pour le « techniquer » avant son transport. Mais lorsque, au rez-de-chaussée de la même clinique, la salle de réanimation qui jouxte la salle d'opération fait également office de vestiaire et débouche sur les poubelles, c'est beaucoup moins admissible.

Même chose dans une clinique du XIIIe, où la salle d'accouchement est au second, tandis que le bloc opératoire est au sous-sol, si bien qu'il faut descendre la table de réanimation lorsqu'on y conduit la mère pour une césarienne. Itou dans une clinique du IXe où la salle de réanimation est aussi l'office des sages-femmes. Enfin, il existe encore en plein Paris une clinique équipée en 110 et 220 volts, ce qui, à l'usage, donne lieu à quelques quiproquos, pour employer un doux euphémisme.

Salle de réanimation étroite ou exiguë, inadaptée ou symbolique, c'est le lot de trop de cliniques. Pas de toutes. Mais ce sont également celles où le matériel n'est pas du tout dernier cri : incubateurs hors d'âge, table de réanimation qui chauffe à peine, absence de matériel de réanimation, petit matériel qui est réemployé, pas de matériel de perfusion. Bref, on en est resté à la boîte métallique contenant du petit matériel ! Si encore l'agencement des locaux facilitait l'arrivée des « renforts ».

Ici, dans une clinique du XIIIe, il faut gravir un escalier de six marches. Avec un module pédiatrique de 125 kg pour transporter l'enfant, c'est pratique ! Là, c'est un ascenseur où on case à grand-peine un brancard. Ailleurs, dans le XVIIe, une fois arrivé à l'étage, l'ascenseur débouche soit sur la salle de travail, soit sur un palier où il faudra abandonner le chariot. Ceux qui devront transporter l'enfant en détresse à l'hôpital devront renoncer à faire pénétrer leur brancard à l'intérieur de telle clinique du IXe. Dans un établissement du VIIIe, il faudra déplacer un bureau et une armoire avant de faire rouler le module de réanimation auprès de l'enfant,



Après un accident de la circulation, intervention du Samu. Gamma

Et s'il fallait une preuve

Ici ou là, de jeunes pédiatres commencent à réagir, à commander du matériel. Il serait également injuste de jeter le discrédit sur les établissements valables où les locaux sont corrects et où les pédiatres sont formés et compétents. La légèreté n'est pas l'apanage du secteur privé. Il y a des maternités publiques sous-équipées en matériel et en hommes. Néanmoins, une étude qui porte sur les pathologies observées en 1982 dans les différents secteurs donne des indications, parfois édifiantes. Il est normal que certaines pathologies se rencontrent deux fois plus souvent dans les hôpitaux, puisque la plupart des « hauts risques » y sont dirigés. Ainsi des incompatibilités rhésus. Ce qui est beaucoup moins normal, c'est de trouver environ sept fois plus de souffrances neurologiques périnatales avec convulsions dans le privé que dans le public. Car, ces chiffres et ce type de pathologie traduisent une insuffisance de surveillance des femmes qui ne sont pas « monitorées », une réanimation de l'enfant incorrectement menée. Ce qui fait tiquer, c'est de rencontrer des déshydratations dans le privé et aucune dans le public : manque de personnel ? Admettons. Et les états de choc sévères ? On en voit rarement dans le public et « parfois » dans le privé. Les souffrances aiguës fœtales ? Certaines sont prévisibles, d'autres pas ; il n'empêche qu'on en rencontre en même proportion dans les deux secteurs, alors que l'hôpital accueille davantage de hauts risques. Itou pour les inhalations méconiales. Les pneumothorax ? Le privé vient largement en tête. Pour les hypoglycémies ou les hypocalcémies aussi, et l'on peut penser qu'il y en aurait moins si la surveillance était plus vigilante.

Certes, il s'agit de cas peu nombreux, mais qu'on découvre, comme par hasard, dans les établissements qui se signalent pas leurs locaux vétustes ou leur matériel inexistant. Les autres, tout comme les hôpitaux publics ou privés, n'ont guère — ou rarement — ce genre de pépins.

Alors, faut-il fermer les portes des cliniques ? Certes pas. Mais l'on peut souhaiter, en revanche, qu'elles améliorent leurs locaux. Cela ne résoudra pas leurs problèmes de garde en pédiatrie. Mais pourquoi ne se regrouperaient-elles pas pour s'assurer les services d'un pédiatre à plein temps qui suppléerait, le cas échéant, les pédiatres absents et se déplacerait ici ou là en cas de coup dur ? Tout le monde y gagnerait. A commencer par les cliniques elles-mêmes. ●

JEUX VIDEO: ON RECHERCHE PETITS GENIES

Face à la concurrence internationale, mettre en place une stratégie industrielle n'est pas un jeu d'enfants et la chasse aux auteurs de jeux vidéo est ouverte

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

UNE chenille se balade sur des champignons et descend vers vous ; sa morsure est mortelle, comme celle de l'araignée sauteuse. A vous de les décimer avant qu'elles ne vous touchent. Sur ce scénario simple mais enjolivé de multiples subtilités, les joueurs marquent des points. Et certains atteignent des scores impressionnants : un bonhomme de quatorze ans a fait plus de cent cinquante mille points au cours de la finale française des jeux vidéo, organisée récemment par Atari, numéro un ici comme ailleurs en matière de jeux électroniques.

Des fantômes qui vous cernent pour vous manger, un gorille qui retient prisonnière votre fiancée, des tanks et des avions à abattre à coups de missiles... Il y a de tout dans les jeux vidéo. De l'accident nucléaire aux histoires de sorcières en passant par la science-fiction, les batailles navales et autres « war games » — en France, on hésite à traduire les termes aux consonances trop guerrières —, les traditionnels échecs et même, récemment, les cassettes « X » où le héros heureux se voit attribuer des récompenses « spéciales ». Soit tout un éventail de thèmes, qui s'élargit de jour en jour pour attiser la curiosité d'un public de plus en plus vaste et gourmand.

Car les fans de jeux vidéo sont légion. A commencer par ceux qui s'énervent et s'usent les yeux sur les petits jeux à cristaux liquides pour finir avec les adeptes de la micro-informatique, eux qui en viennent pratiquement toujours à inventer et programmer leurs propres jeux.

Cet engouement a atteint la France relativement récemment, retard sans doute dû aux réflexes de méfiance des Latins devant les jeux. Mais se répand comme une traînée de poudre. En tout cas, si on en croit les chiffres de vente des consoles type Atari, pour lesquelles le marché est passé de 150 000 ventes en 1981 à un parc de 400 000 au début de l'année, ou ceux des ordinateurs domestiques : 103 500 exemplaires vendus en 1982, soit une progression de 215 % par rapport à l'année précédente. Et la fin de l'année 1983 promet de battre tous les records, d'autant plus que les constructeurs vont se livrer à une guerre des prix sans pitié dans les trois mois à venir.



Pascal Lebrun

Encore ces chiffres ne permettent-ils pas vraiment de se faire une idée sur l'ampleur du boom. Il faudrait aussi comptabiliser les centaines de clubs qui voient le jour dans tout le pays, visiter les boutiques où des jeunes passent leurs mercredis après-midi à jouer, voir ceux qui n'ont pas la chance d'avoir des parents ou des copains équipés, fouiner dans les revues qui « en » parlent : certaines ont des tirages étonnants, comme « Jeux et Stratégie », la plus ancienne et la plus sophistiquée, avec 150 000 exemplaires vendus tous les deux mois, ou comme « l'Ordinateur individuel », 55 000 exemplaires...

La fascination pour les jeux vidéo frappe partout. Les enfants surtout, mais aussi leurs parents, les garçons au premier chef, mais les filles avant l'adolescence ne sont pas en reste. Aux championnats organisés par Atari, il y avait des lycéens en pagaille, mais aussi des apprentis, un futur camionneur, un ouvrier spécialisé. Pas de doute, il s'agit d'un phénomène de société. Dont on peut attendre qu'il continue à se développer. Ne serait-ce que parce qu'il reste l'application la plus évidente de l'informatique dans la vie quotidienne.

Hélas ! pour notre balance des paiements, le marché des jeux vidéo se fonde sur des matériels importés, dans leur quasi-totalité. Il a coûté 650 millions de francs à notre déficit commercial en 1982. Un chiffre suffisamment inquiétant pour convaincre de la nécessité de réagir. Mais, comme le dit Jack Lang dans un éditorial d'« Education et Informatique » : « L'enjeu n'est pas seulement technologique et économique, il est aussi culturel. »

Il est évident que les jeux importés des Etats-Unis, axés essentiellement sur l'adresse, la rapidité, véhiculent des modèles culturels fondés sur la compétition plutôt que sur la communication collective, sur la destruction et l'analyse plutôt que sur la construction et l'imagination, sur l'immédiateté plutôt que sur la logique. Pourquoi ne pas imaginer autre chose ? Car, n'en déplaise aux esprits bien de chez nous, peut enclins à considérer les activités ludiques avec bienveillance, le jeu reste une extraordinaire aventure de l'esprit. « C'est une sorte de Far West, dit Pierre Berloquin, inventeur de jeux, où on peut se libérer des contraintes qui vous pèsent en mathématiques ou dans la recherche fondamentale. »

Timides percées françaises

Apprendre en s'amusant : le jeu vidéo, sans en avoir l'air, vous initie à la logique. « Il offre au plus grand nombre l'occasion d'un contact avec de belles structures mathématiques », dit encore Pierre Berloquin. Et il permet un apprentissage de la programmation car, pour gagner, il faut décomposer le programme, souvent beaucoup plus complexe qu'il n'en a l'air.

Le jeu vidéo ne peut se définir comme un simple flipper amélioré. Il est un nouveau moyen de communication. Communication entre le concepteur et le joueur, à partir d'images, de sons, de données qui circulent. Communication aussi entre plusieurs joueurs, surtout lorsque la part d'adresse diminue au profit de la déduction ou de l'invention.

Impossible, donc, de rester hors du champ de ce phénomène qui est en train de révolutionner notre culture. D'autant qu'il s'agit d'un secteur où on peut espérer de gros profits. Pourtant, malgré seulement une dizaine d'années d'existence, la concurrence internationale y est déjà déjà vive, pour ne pas dire forcenée. Et mettre en place une stratégie industrielle n'est pas jeu d'enfants.

Pour l'instant, les Français n'ont fait ici que des percées timides, se contentant souvent de traduire des cartouches importées ou d'imiter des produits qui avaient déjà fait leurs preuves. Mais ils n'ont pas l'intention d'en rester là.

Leurs choix, tant du côté des éditeurs que du ministère de la Culture, consistent d'abord à se placer sur les secteurs d'avenir. Les consoles électroniques dans lesquelles s'insèrent des cartouches de jeux vont, en effet, rapidement laisser la place à la micro-informatique. Pour l'instant, les petits ordinateurs avalent des disquettes, mais on les nourrira bientôt de vidéodisques qui regrouperont des milliers d'informations et permettront de jouer avec de véritables images, des films ; on organisera des aventures dans les galeries du château de Versailles ; on partira à la découverte du mont Saint-Michel. Ou comment une nouvelle technologie peut espérer révolutionner le jeu éducatif.

Seconde voie d'exploration : la télématique. Ici, ce sont les fibres optiques qui permettront de véhiculer rapidement des milliers d'informations et, à tous les abonnés dont le terminal sera relié à un ordinateur central, de communiquer entre eux. Dans cette direction, la France a même pris de l'avance avec des expériences comme Télétel.

L'enjeu pour la filière électronique ne se limite pas à vendre du matériel. Elle a cruellement besoin de programmes à proposer en même temps. Daniel Populus, chargé de mission pour les nouvelles technologies, cite ainsi l'exemple du vendeur de pétrole qui a pris soin de faire cadeau des lampes à pétrole : « L'électronique est une industrie de programme. En soi, c'est le contenu qui rapporte. » Ainsi, Atari perd de l'argent sur ses consoles, mais en gagne beaucoup sur ses cartouches.

Le problème, au demeurant, c'est que le marché français n'est pas encore assez développé, que le parc de micro-ordinateurs reste insuffisant pour rentabiliser l'investissement important que représente l'édition d'un logiciel. Pour l'instant, seulement 0,3 % de la population possède un ordinateur, et près de 40 % du parc de micro-ordinateurs sont concentrés dans les entreprises. Une proportion dont on espère l'inversion dans les quatre prochaines années : les prévisions annoncent que les ordinateurs familiaux représenteront 70 % d'un parc de 420 000 micro-ordinateurs en 1986. D'autres, encore plus optimistes, escomptent que 80 % des ménages français ayant la télévision et des enfants en âge scolaire seront, toujours avant cinq ans, équipés d'ordinateurs ou de terminaux.

Un marché difficile

Sur cette base, l'édition de logiciel, bien que, « à la limite de la rentabilité », selon Marc Lénot, de Matra-Hachette, intéresse aujourd'hui beaucoup de monde. Matra-Hachette, bien sûr, qui a déjà sorti quatorze disquettes en six mois et en annonce vingt pour la fin de l'année. Mais aussi le groupe « l'Expansion », Nathan ; qui travaille en collaboration avec Thomson, constructeur de l'unique micro « made in France » ; Hatier, branché avec Atari : deux éditeurs de livres scolaires, ce n'est pas un hasard, car c'est dans le domaine du jeu éducatif que les Français comptent jouer leurs meilleures cartes.

Sans se cacher que le marché est difficile. « Le succès d'un logiciel n'est pas totalement irrationnel, explique Marc Lénot. Il y a aujourd'hui des revues qui les analysent, il est possible de comparer. La concurrence s'est renforcée et elle s'exerce soit sur l'aspect promotion et publicité, soit sur la qualité graphique, inventive des produits. »

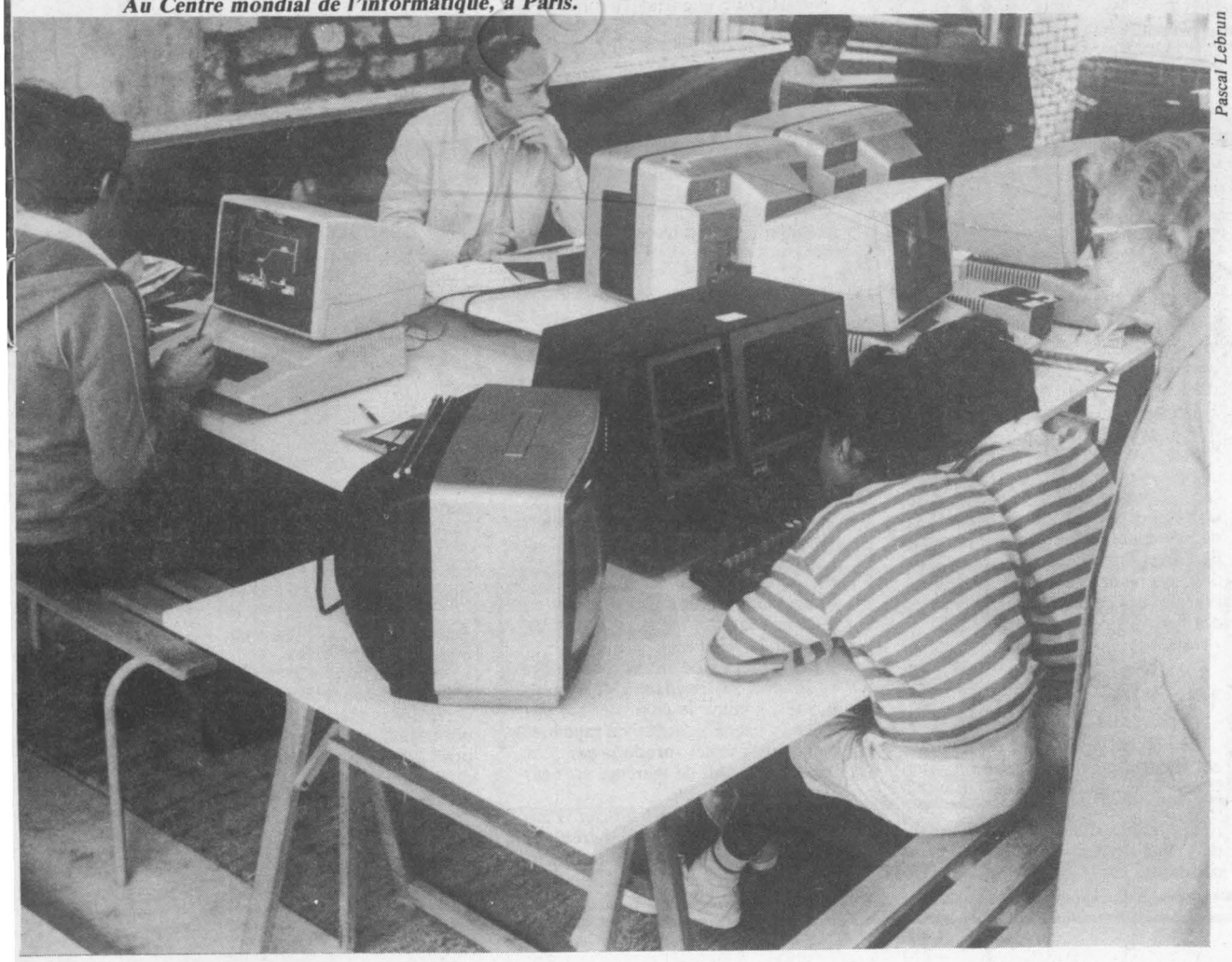
La chasse aux auteurs est donc ouverte. Qui par une lettre ouverte aux créateurs parue dans « le Monde », qui par un concours dans un magazine spécialisé. Car les bons auteurs ne sont pas faciles à trouver et les bons jeux pas faciles à faire. « C'est un travail long et délicat, raconte Pierre Berloquin. On dit qu'à une heure de programmation correspondent trois heures de recherche d'erreurs et c'est vrai. » La difficulté : trouver de bons pédagogues, lorsqu'on veut faire des jeux éducatifs, qui soient suffisamment au courant des possibilités d'un ordinateur pour imaginer des astuces de programme.

De toutes parts, on demande des auteurs. Jamais sans doute cela ne s'est produit, avec une telle ouverture. Michel Brassinne, spécialiste des jeux vidéo à « Jeux et Stratégie », raconte par exemple qu'une nouvelle profession est née, de gens qui collectent des fonds auprès de particuliers prêts à investir dans les nouvelles technologies, capitaux à haut risque mais à fort profit ; ils ont déjà réussi à drainer une importante partie du marché de l'épargne, mais ils manquent de projets dans lesquels investir !

Le ministère de la Culture n'est pas en reste. Par l'intermédiaire d'une de ses agences, Octet, il organise à la fin du mois un séminaire d'architecture de jeux. L'idée d'Octet, que dirige Daniel Populus, est de favoriser la création de petites équipes de créateurs, regroupant des inventeurs, des graphistes, des musiciens, etc. Trois coopératives vont ainsi être créées dans les mois qui viennent. Et elles proposeront leurs idées aux éditeurs, aux grosses boîtes qui reconnaissent que leur rôle est dans la commercialisation.

Cette idée est une des pièces maîtresses d'un édifice dans lequel l'Etat jouera un rôle moteur, pour cette phase de démarrage un peu délicate où l'industrie doit anticiper un marché. A charge ensuite pour lui de se désengager tout en continuant à assurer la protection des auteurs. Mais, cela, ce sera une autre histoire. ●

Au Centre mondial de l'informatique, à Paris.



Pascal Lebrun

DIPAPACÉQUOI

par Piem



L'état de Grâce

ALORS que le journal télévisé égrenait ses catastrophes, un petit rayon de soleil vint miraculeusement éclairer la nuit qui enveloppait l'univers.

On demandait la béatification de Grâce de Monaco.

Le voilà enfin le grand projet que le peuple semblait attendre en vain.

Monte-Carlo : lieu saint! La Jérusalem de la Côte d'Azur, le rocher béni, la divine roulette, le casino des béatitudes, les croupiers du Seigneur, l'impair passe et manque du royaume de Dieu.

L'enfant en apprenant cette nouvelle tomba à genoux sur une pile de « France-Dimanche » qui amortit le choc.

— Merci, Grâce divine, consolation des affligés.

La modeste chambrette où s'était agenouillé l'enfant fut soudain éclairé d'une violente lumière, et le petit garçon aperçut la silhouette du directeur de l'office de tourisme de la Principauté.

— N'aie pas peur jeune berger, dit-il.

— Je ne suis pas berger, dit l'enfant.

— Respecte la tradition, je suis une apparition et je ne peux apparaître qu'aux modestes bergers des deux sexes, c'est la règle du jeu. Je veux que soit érigée sur le rocher de Monaco une basilique d'actions de grâce et qu'un pélerinage soit organisé chaque année en accord avec les hôteliers.

Monaco sera jumelé avec Lourdes et Deauville.

La violente lumière s'estompa et l'apparition disparut.

L'enfant, saisi d'une grande frayeur, sortit de la modeste chambrette, précédé de quelques moutons. Il se précipita dans les bras de son père pour lui annoncer la nouvelle. Mais le père était déjà au courant, car « l'Observatore Romano » avait sorti d'urgence une édition spéciale qui précisait qu'une visite papale était prévue à Monaco pour la pose de la première pierre et la défense de l'Occident.

Sainte Grâce devint la patronne des joueurs, baccara, roulette, chemin de fer, poker et, par dérogation spéciale du Saint-Siège, patronne du loto, tiercé et des jeux de vingt heures.

Les choses allaient bon train à la satisfaction générale. La princesse Caroline prit le voile sur la couverture de « Paris-Match », la spéculation foncière reprit de plus belle et le tripot fit le plein tous les soirs.

Léon Zitrone fut sacré archevêque de la basilique et Serge Moati chargé de la transmission de la cérémonie à la télévision, ainsi qu'il le fit en son temps au Panthéon.

Alors le bonheur, enfin, envahit notre terre et l'enfant, premier témoin des projets de Dieu, se répétait cette comptine :

« Un pape est appelé à Rainier, A Rainier ! quel drôle de nom pour un pape ; pourquoi pas libellule ou papillon. »

communiqué

Le traitement des eaux de surface destinées à la consommation humaine

I. Généralités

L'origine de l'eau, la connaissance de ses caractéristiques physiques, chimiques et bactériologiques, ainsi que de son éventuelle micropollution, permettent de définir les principes généraux du traitement à mettre en œuvre.

Ce traitement peut s'effectuer de façon plus ou moins complète suivant la nature et la variété des défauts. Plusieurs procédés peuvent être nécessaires et l'on doit rechercher leur combinaison la plus judicieuse, tant au point de vue de l'élimination de ces défauts que des conditions locales d'installation.

Cette recherche a pour but également d'aboutir à la réalisation d'une installation la plus économique possible, tant en investissement qu'en frais d'exploitation, sans négliger les possibilités qu'offre actuellement l'automatisme, tout en conservant comme impératif la sécurité de fonctionnement; l'usine doit pouvoir délivrer à la distribution, en toute occasion, une eau non seulement de la meilleure qualité en général, mais encore sans risque de détérioration passagère.

II. Objectifs du traitement — Normes

Le traitement à adopter pour assurer la potabilisation d'une eau destinée à la consommation est non seulement fonction de la qualité de l'eau brute disponible, mais dépend également des objectifs de qualité à atteindre — ce qui implique nécessairement:

— *de bien connaître l'eau à traiter:* étude des variations de ses caractéristiques à l'aide d'analyses complètes sur des échantillons représentatifs; éventuellement prévision d'une dégradation éventuelle de la qualité des eaux — par exemple: barrage exposé à des pollutions organiques ou à la décomposition de la végétation qui n'aurait pas été totalement enlevée avant mise en eau;

— *de définir les objectifs exacts du traitement,* que l'on peut répartir en 3 groupes et qui sont:

- *d'ordre sanitaire,* l'eau distribuée ne doit apporter aux consommateurs ni substances toxiques (organiques ou minérales), ni organismes parasites ou pathogènes,
- *d'ordre esthétique ou organoleptique,* les qualités perçues par le consommateur: turbidité (ou son inverse, la limpidité), couleur, goût, odeur, température, etc.,
- *d'ordre technologique,* protection du réseau et des installations de l'usager (robinets, chauffe-eau, chaudière, etc.) contre la corrosion et/ou l'entartrage.

Dans de nombreux pays, ces objectifs découlent d'une réglementation officielle. Même s'il existe quelques différences dans la législation des différents pays auxquels on peut se référer, les normes auxquelles une eau de consommation doit répondre sont bien définies. Lorsqu'il n'existe pas de normes nationales, on adopte en général celles de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Mais celles-ci sont relativement tolérantes pour certains critères — comme la turbidité — pour tenir compte des moyens limités des pays en voie de développement, dans lesquels les consommateurs sont par ailleurs habitués à une eau de moins bonne qualité.

En France, les textes législatifs relatifs à la potabilité des eaux sont:
— le Code de la Santé publique (décret du 5.10.1953),
— divers textes officiels apportant des compléments ou modifications édictés par le ministère de la Santé publique après avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique de France (décret n° 61-859 du 1.8.61, arrêté du 10.8.61, circulaire du 15.3.62, loi du 16 février 1964).

Les normes résultant de ces règlements sont résumées dans le tableau n° 1. Elles sont toujours en vigueur, mais il faut signaler qu'un projet de normes pour l'eau potable a paru le 18.9.75 au *Journal Officiel des Communautés Européennes* et que la France, comme les autres pays d'Europe, sera amenée à l'adopter prochainement. Les facteurs organoleptiques, physico-chimiques, biologiques, indésirables ou toxiques, et de même les facteurs microbiologiques sont plus nombreux et leur concentration maximale est inférieure à celle en vigueur actuellement dans la plupart des pays; on y trouve en outre la particularité de distinguer un «niveau-guide» ou NG (limites à adopter toutes les fois que ce sera possible) et une «concentration maximale admissible» ou CMA (limites impératives à observer dans tous les cas).

L'application de ces normes amènera une réduction des tolérances pour certains critères (ex.: turbidité, magnésium, aluminium, cuivre, manganèse, plomb, zinc) et en introduira de nouveaux (ex.: ammoniaque: NG = 0,05 et CMA = 0,5 mgNH_4 + /l; 0_2 dissous; NG = 5 mg/l; oxydabilité au $KMnO_4$: NG = 1 et CMA = 5 mgO_2/l; phosphore: NG = 0,3 et CMA = 2 mg/l).

Il en résultera de nouveaux impératifs de traitement négligés jusqu'ici par certains utilisateurs (par exemple, élimination de l'ammoniaque, aération systématique des eaux issues du sol ou des couches inférieures d'un lac ou d'un barrage, emploi plus fréquent du charbon actif pour une élimination plus poussée des matières organiques, etc.) ou certaines restrictions de dosage pour des produits particuliers, (par exemple les polyphosphates de zinc utilisés dans la lutte contre la corrosion).

Il faut aussi souligner le fait que toutes les normes actuellement en vigueur ne concernent en général que la potabilité proprement dite, qui répond aux 2 premiers objectifs cités plus haut: Santé publique et agrément du consommateur; le troisième aspect (protection contre l'entartrage et la corrosion) n'est guère pris en considération dans ces différentes réglementations et il appartient alors à l'utilisateur de les compléter de lui-même par un certain nombre de critères complémentaires (par exemple: pH final ajusté à la valeur correspondant à l'équilibre calco-carbonique; dureté carbonatée calcique comprise entre un minimum d'environ 7 °F et un maximum qui dépend de l'utilisation de l'eau; relation entre le TAC et le TCa minimaux et les teneurs en chlorures et sulfates); c'est pourquoi les techniques de neutralisation, décarbonatation et adoucissement ne doivent pas être oubliées dans la panoplie des procédés de traitement des eaux de consommation.

III. Paramètres entraînant la nécessité d'un traitement

Ces paramètres sont fort différents suivant que l'origine de l'eau brute sera superficielle (rivière, lac, étang, retenue artificielle) ou souterraine (source, nappe alluviale, nappe phréatique, nappe profonde): le tableau n° 2 récapitule les principales différences qui existent entre ces deux types d'eaux; on conçoit qu'il en découle une très grande diversité dans les chaînes de traitement à prévoir dans chaque cas, ainsi que nous le verrons dans les chapitres ultérieurs.

D'ores et déjà, on peut souligner que les eaux de surface sont plus ou moins chargées en matières en suspension, en matières colloïdales (turbidité), en plancton animal et végétal; leurs caractéristiques bactériologiques sont très variables; les paramètres qui devront retenir l'attention pour choisir le traitement seront surtout: la couleur, la turbidité, la nature et le poids des matières en suspension, le nombre de coliformes totaux, de streptocoques fécaux, d'Escherichia Coli et la présence ou l'absence de Salmonella.

Il faut y ajouter les variations saisonnières du phytoplancton (algues) les indices chimiques de pollution (en particulier l'ammoniaque, dont l'élimination à fortes doses pose de sérieux problèmes), la détection et le dosage des micropolluants minéraux (métaux lourds) et organiques (pesticides, phénols, détergents, hydrocarbures), l'estimation qualitative, quantitative et temporelle des goûts et des odeurs, etc.

Quant aux eaux souterraines qui sont, bien souvent à tort, considérées comme des eaux «naturellement pures» elles ont en fait souvent des teneurs élevées en fer, manganèse, ammoniaque et matières organiques. Ce sont plus spécialement ces paramètres dont on devra tenir compte, même si la turbidité et la concentration en germes sont faibles; il pourra s'y ajouter d'autres caractéristiques défavorables imposant également un traitement: présence d'H_2S, teneurs excessives en fluor ou en nitrate, présence de CO_2 agressif, dureté trop élevée, absence d'oxygène dissous, présence de goûts et/ou odeurs.

Presque chaque paramètre réclame un traitement spécifique, comme nous le montre le tableau n° 3 qui récapitule les procédés à mettre en œuvre en fonction des éléments (au sens large) qui doivent être éliminés ou corrigés pour qu'une eau naturelle devienne apte à la distribution et à la consommation humaine.

Nous nous limiterons dans ce qui suit, à l'étude des eaux superficielles.

S'il y a du sable en quantité notable, il doit être éliminé au préalable — car le premier décanteur, pour être efficace, ne doit pas être considéré comme un organe de dessablage (mauvais fonctionnement ou dégradation du système de râclage).

L'injection des réactifs est répartie entre les deux stades et ne conduit pas à un surdosage, le second décanteur reçoit une eau de qualité variant dans des limites acceptables.

Par ailleurs, lorsque les caractéristiques de l'eau réclament de fortes doses de coagulant sans que le floc puisse être alourdi par des matières initialement en suspension (par exemple eaux de lacs ou de barrages relativement claires, mais colorées ou riches en algues) *la flottation* peut être une alternative intéressante à la décantation.

Les floculateurs-décanteurs

L'efficacité des différents réactifs demande pour être optimale que la floculation s'effectue en milieu concentré en flocs: c'est ce qui fait la valeur des décanteurs-floculateurs où la concentration en boues floculées (et non en matières en suspension) est la plus élevée, tels:

— pour les petites installations, *le Circulator* de conception très simple: la recirculation des boues est assurée par une tuyère placée sur le tuyau d'arrivée. Quand il est nécessaire de pouvoir faire varier le taux de recirculation, la tuyère est remplacée par une hélice commandée par un variateur de vitesse: c'est le *Turbo-Circulator*. Ces appareils peuvent être équipés de râcleurs;

— et surtout les appareils à lit de boues, maintenus en suspension par pulsations, tels; *le Pulsator* (voir fig. n° 3), dans lequel l'eau à clarifier traverse de bas en haut le lit de boue qui joue un rôle de filtre fluidisé très efficace. A surface de décantation égale, la charge hydraulique est souvent 2 à 3 fois supérieure à celle d'un appareil statique (soit 3 à 5 $m^3/h/m^2$). Cet appareil, mondialement apprécié, a fait l'objet de plus de 1 400 applications à travers le monde.

Le fonctionnement du *Pulsator,* appareil déjà très performant, est encore amélioré si, au-dessus du lit de boues, on lui adjoint des tubes, plaques ou modules, selon le principe de la décantation lamellaire.

Enfin, équipé de plaques inclinées munies de déflecteurs, placées au sein du lit de boues: c'est le *Superpulsator* qui permet d'atteindre des vitesses ascensionnelles deux fois supérieures à celles d'un *Pulsator* standard (soit 6 à 10 $m^3/h/m^2$).

Un appareil combine le principe de la recirculation des boues, la forme rectangulaire (installation compacte) et le principe de la décantation lamellaire: c'est le RPS dont le domaine d'application sera plutôt la décarbonatation et qui sera particulièrement indiqué pour le traitement des eaux où des périodes de clarification simples risquent d'alterner avec des périodes de décarbonatation.

VI. Filtration

Le rôle de la filtration est d'éliminer les matières en suspension, que l'eau soit coagulée ou non, décantée ou non, afin d'obtenir une eau de limpidité sensiblement constante.

Les principaux paramètres intervenant dans le choix d'un filtre sont:
— le matériau: sable, anthracite, charbon actif,
— la granulométrie du matériau,
— la hauteur de couche,
— la vitesse de filtration.

Le choix se fait en fonction des propriétés de l'eau et de la qualité que l'on veut obtenir. Un filtre bien conçu doit fournir de l'eau de qualité relativement constante, pendant toute sa durée de fonctionnement, c'est-à-dire, pendant le temps compris entre la mise en route après lavage et l'arrêt au moment où la perte de charge maximale prévue par construction est atteinte.

Il existe différents types de filtres, classés selon:
— la composition du lit filtrant: sable homogène, bi-couche (ex. sable et anthracite) etc. et sa hauteur de couche;
— la conception générale du filtre: vertical sous pression, horizontal sous pression, horizontal ouvert en béton, etc., son sens de filtration: de haut en bas (classique) et son mode de régulation (par encrassement: débit fixe et niveau variable, compensation du colmatage par régulation automatique: débit et niveau pratiquement fixes, par débit décroissant et niveau variable ou sensiblement constant, etc.);
— le mode de lavage du filtre: contre-courant d'eau seule, air puis eau, air + eau puis eau de rinçage (qui est le mode de lavage utilisé en Europe sur les filtres à sable homogènes).

Les filtres

Nous nous limiterons ici aux filtres lavables par air et eau.

Quel que soit le type de filtre utilisé, la pratique de grandes vitesses de filtration n'est possible, dans de bonnes conditions, que si l'on obtient un encrassement en profondeur du milieu filtrant. L'encrassement en profondeur est parfaitement possible, à condition que le lit filtrant soit d'une taille effective et d'un coefficient d'uniformité sensiblement identique en surface et au fond, donc d'une granulométrie homogène, non seulement lors de son chargement initial, mais apès chaque lavage.

L'obtention d'une telle homogénéité implique nécessairement que le lavage s'effectue *sans mise en expansion du lit filtrant,* afin d'éviter son classement granulométrique.

Ainsi, à partir d'une technique de départ éprouvée, basée sur le lavage «air et eau» du médium filtrant, des améliorations sensibles et des conditions de mise en œuvre plus vastes ont été développées.

En particulier, les filtres Aquazur type V, à couche unique homogène, grâce à leur système de double lavage avec apport d'eau décantée, permettent d'importantes économies d'eau et peuvent être construits pour de grandes dimensions. Il est issu de la même technique que les filtres Aquazur T ou N, eux à faible hauteur d'eau et de sable.

Equipés de dispositifs originaux de régulation hydraulique ou électronique, ils peuvent être aisément adaptés aux différents modes de régulation sélectionnés sur les batteries filtrantes.

VII. Désinfection

La désinfection a pour but d'éliminer les organismes parasites ou pathogènes pour l'organisme humain. Elle doit également protéger le réseau de distribution contre le développement de bactéries, animalcules, etc.

Le traitement de désinfection ne doit intervenir que sur une eau limpide car les impuretés pourraient en effet protéger les bactéries, virus, de l'action du stérilisant.

Les produits de désinfection sont en général les oxydants, déjà mentionnés, comme le chlore et ses dérivés et l'ozone. L'action du rayonnement ultra-violet produit par des lampes à vapeur de mercure est également envisageable.

Le chlore est le plus utilisé. Il est doué d'un pouvoir oxydant très important et participe à la destruction des matières organiques — son action microbicide, même à faible dose, s'explique par la destruction des diastases indispensables à la vie des germes. Sa stabilité dans le temps est très grande. Il est appliqué sous forme de composés (hypochlorite de calcium ou de sodium) pour les installations de faible importance, ou bien sous forme de solution d'eau chlorée préparée en dissolvant dans l'eau du chlore pur dosé à l'état gazeux. Le dioxyde de chlore est un composé instable et doit être préparé sur place, au moment de l'emploi.

Une teneur résiduelle de 0,3 mg de chlore par litre, à la sortie de l'usine, permet en général de retrouver des traces de chlore, libre ou combiné, aux points les plus éloignés du réseau, et d'avoir ainsi une sécurité vis-à-vis du développement éventuel de bactéries.

L'ozone est le désinfectant le plus puissant que l'on connaisse — mais son action est limitée dans le temps; l'ozone disparaît rapidement de l'eau par décomposition spontanée: il n'a donc pas de pouvoir désinfectant rémanent. Après ozonation, il est indispensable de compléter la désinfection par une petite dose d'un stérilisant résiduel. Le chlore, ou mieux le dioxyde de chlore, peuvent être employés sans risquer de créer de nouveaux goûts (l'ozone ayant oxydé au préalable les matières organiques qui pourraient en être la cause).

Les ultra-violets: ce procédé ne peut être appliqué que sur une eau limpide, sans turbidité ni couleur, dépourvue de fer, de colloïdes organiques ou de micro-organismes planctoniques susceptibles de former sur les tubes des dépôts réduisant considérablement la pénétration du rayonnement. Bien contrôlée et entretenue, l'installation permet d'obtenir une bonne désinfection et même une action virulicide poussée.

Contrairement aux autres procédés examinés ci-dessus, le seul moyen de contrôle de l'action désinfectante dont on dispose reste l'analyse bactériologique — ce qui limite encore le domaine d'application du procédé.

Que la désinfection soit réalisée par le chlore, ses dérivés ou l'ozone, elle peut développer parfois de mauvaises saveurs. Ceci nous conduit à examiner rapidement l'influence de l'augmentation de la pollution des eaux à traiter et des méthodes d'affinage actuellement disponibles, après avoir dit quelques mots sur les traitements de correction finale, liés à l'équilibre calco-carbonique.

IV. Traitements généraux

Traitements effectués à la prise d'eau ou au pompage

Le point de départ du traitement réside dans la bonne conception de la:
— *prise d'eau,* qui doit être adaptée aux différents matériaux grossiers que cette eau peut contenir.

Cas d'un lac à niveau sensiblement constant

D'une façon générale, la cote du point de prélèvement doit être choisie de telle façon que tout au long de l'année, les teneurs de l'eau en matières en suspension, matières colloïdales, teneurs en fer ou en manganèse, en plancton, soient les plus faibles possibles.

Si le lac est d'assez grande profondeur, on a en général intérêt à prélever l'eau à 30/35 m de la surface, l'influence de l'éclairement devient alors assez faible pour donner l'assurance d'une teneur limitée en plancton, surtout lors des périodes de grande prolifération — mais pas trop près du fond pour ne pas être influencée par le mouvement des particules déposées et des courants de fond.

Cas d'un barrage, retenue à plan d'eau variable

Le point de prélèvement doit tenir compte des mêmes phénomènes, ce qui conduit à concevoir des tours de prise permettant des prélèvements à différentes hauteurs, suivant les saisons.

Cas d'une rivière

Il n'existe pas de modèle de prise

d'eau idéale — mais des types de prise, adaptés non seulement au charriage de la rivière mais aussi à son régime, à ses possibilités de navigation ou d'accès aux rives. Elle doit être conçue pour se prémunir contre l'introduction de: terre, sable, feuilles, joncs, herbes, débris d'emballage (en particulier en plastique), corps flottants, nappe de mousse (détergents) ou d'hydrocarbures, etc.

Cela peut conduire à des prises par le fond, des prises latérales, des prises par siphon, etc. Chaque cas demande un examen particulier.

Dans le but d'éliminer la plupart des matières susceptibles de gêner la mise en œuvre des traitements ultérieurs, l'eau subit un premier dégrossissage.

Traitement physique de dégrossissage, qui est une simple séparation mécanique solide-liquide, sans introduction de réactifs. Le dégrossissage peut comporter:
— un dégrillage grossier, espacement des barreaux 8 à 10 cm,
— un dégrillage fin, espacement des barreaux 25 à 40 mm.

Ces deux opérations peuvent se réduire à une seule si les corps en suspension de grande taille, peu abondants, ne sont pas susceptibles de détériorer la grille fine ni son éventuel dispositif de nettoyage automatique (nécessaire, si les produits de dégrillage sont abondants).

A compléter éventuellement par un:
— tamisage (vide de maille 1 mm ou plus),
— désablage/déshuilage,
— débourbage,
— microtamisage.

Ce dernier procédé, par exemple microtamisage d'une eau ne contenant que du plancton de grande taille, peut ne représenter que l'unique étape de clarification, mais dans ce cas, une post-désinfection énergique est indispensable pour éviter les développements ultérieurs à partir des formes de reproduction ou de résistance (œufs, kystes, spores, etc.) qui auraient traversé l'appareil.

Enfin une *aération* de l'eau peut être nécessaire:
— si l'eau contient des gaz en excès — ainsi, on peut, par phénomène de «stripping», chasser hors de l'eau des gaz dissous ou des substances volatiles indésirables. C'est le cas du sulfure d'hydrogène (H_2S) contenu dans les eaux prélevées dans l'hypolimnion d'une retenue eutrophisée.
— Si l'eau présente un défaut d'oxygène — l'aération permet alors d'introduire de l'oxygène dans les eaux par exemple pour:
- oxyder les éléments qui se trouvent à l'état réduit: fer, manganèse, etc.,
- laisser dans l'eau une teneur résiduelle en oxygène dissous capable de maintenir des qualités organoleptiques et pour protéger de la corrosion les conduites (cas d'un pompage).

Traitement physico-chimique: action des oxydants.

Le chlore

La préchloration, légèrement supérieure au point critique effectuée avant le stade de clarification, est la plupart du temps recommandable quand elle ne conduit pas à des doses de chlore trop importantes; elle procure les avantages suivants:
— elle assure une déstabilisation colloïdale qui se traduit par une économie de coagulant minéral;
— elle assure un traitement algicide (dans les décanteurs et les filtres), en particulier, elle est indispensable pour l'élimination complète des chlorophycées (algues vertes) de nombreuses cyanophycées (responsables de goûts et d'odeurs désagréables) et du zooplancton;
— elle assure un premier traitement bactéricide qui soulagera la désinfection finale; ce qui permet de stopper le développement bactérien ou algal dans certaines zones tranquilles des ouvrages de traitement comme sur leurs parois, etc.;
— elle élimine enfin l'azote ammoniacal (mais n'abaisse pas systématiquement la couleur — sauf celle due à des matières humiques).

Mais à ce sujet, les réactions du chlore avec les matières organiques, ne sont pas toujours très bénéfiques: dans la zone inférieure au point critique (zone de chloramines), on risque d'accentuer les goûts de vase lorsqu'ils préexistent, ou de former des chlorophénols au goût pharmaceutique.

Par contre, au-delà du point critique, l'action du chlore sur certains «précurseurs» organiques entraîne la formation d'haloformes dont les plus dangereux pour la santé sont les trihalométhanes et le chloroforme. En fait,
il existe actuellement une controverse sur les dangers réels que pourraient présenter les haloformes, dont la teneur dans l'eau serait pour certains encore très inférieure au seuil critique.

Le dioxyde de chlore

Le ClO_2 ne donne pas d'halométhanes et décompose les acides humiques; il réagit avec les phénols en donnant des composés quinoniques sans saveur, mais dont on connaît mal la toxicité. Par ailleurs, le ClO_2 fait disparaître par oxydation certains composés organiques, là où le chlore peut en augmenter le nombre... mais le dioxyde de chlore n'a que peu d'action sur une partie des substances génératrices de goûts et d'odeurs, et surtout, il est sans action sur l'ammoniaque.

L'ozone

L'emploi de l'ozone sur les eaux brutes, comme le dioxyde de chlore, évite la formation d'haloformes et d'autres dérivés chlorés, mais ne résoud pas non plus l'élimination de l'ammoniaque, et pose aussi certains problèmes en formant d'autres produits éventuellement toxiques.

C'est pourquoi les tendances actuelles de l'ozone en pré-traitement des eaux de surface limitent son emploi à de faibles doses (moins de 1 mg/l en général) avant clarification: on peut assister à certains effets bénéfiques (dose de coagulant, réduction des matières organiques, préparation à une biodégradation ultérieure de l'ammoniaque et des matières organiques, etc.).

Traitement biologique: élimination de l'ammoniaque par la nitrification biologique. C'est une technique déjà éprouvée et destinée à une utilisation croissante du fait des restrictions évoquées plus haut pour les autres procédés, et que la teneur en ammoniaque, véritable témoin de contamination des eaux superficielles, est en constante augmentation.

V. Clarification

La clarification est l'élimination des matières en suspension et des matières colloïdales susceptibles de communiquer à l'eau une *turbidité* ou une *couleur* indésirables; il s'agit aussi bien de matières organiques que minérales, et les organismes vivants du phytoplancton (algues) et du zooplancton entrent également dans cette catégorie.

Pour y parvenir, il est nécessaire de mettre en œuvre une: *coagulation — floculation* — et *séparation* des phases solides et liquides par: *décantation* ou *flottation*.

La difficulté de séparation des colloïdes présents dans une eau par simple décantation ou filtration, provient du fait que ces produits se trouvent dans l'eau à l'état de particules chargées électriquement — toujours négativement dans les eaux naturelles. Les colloïdes sont d'origine minérale (argiles), végétale (acides humiques ou fulviques, algues), animale (zooplancton, suspensions graisseuses), ou industrielle (substances résiduaires diverses).

La répulsion mutuelle exercée par ces particules les empêche de s'agglutiner et ainsi d'acquérir une dimension suffisante pour devenir décantables ou filtrables.

Il faut donc transformer la suspension par des moyens artificiels. Cette transformation est la résultante de deux actions différentes:
— une déstabilisation, en ajoutant à l'eau un électrolyte permettant de neutraliser les charges négatives — c'est la *coagulation;*
— une agglomération des colloïdes «déchargés» jusqu'à l'obtention, par agitation mécanique extérieure, de flocons de taille suffisante — c'est la *«floculation».*

On utilise les sels d'un métal trivalent Fe^{3+} ou Al^{3+}, le chlorure ferrique ou le sulfate d'aluminium. Les charges positives de l'ion métallique neutralisant les charges négatives du colloïde, il se produit une précipitation sous forme d'un gel d'hydroxyde de fer ou d'aluminium qui absorbe le colloïde naturel coagulé. La coagulation est optimale pour une introduction de charges électriques positives correspondant à l'annulation du «potentiel zêta».

On se contente généralement, pour une eau naturelle, d'utiliser une dose de coagulant qui permette d'obtenir un potentiel zêta voisin de — 5 mV; par contre, pour des eaux plus difficiles — riches en acides humiques ou en plancton, il est nécessaire de pratiquer une coagulation totale — soit l'utilisation d'une dose de coagulant permettant l'annulation du potentiel zêta.

Des essais de laboratoire (jar test) permettent de déterminer les conditions optimales de coagulation et en ajoutant éventuellement des doses d'un réactif alcalin (soude ou chaux) trouver une plage de pH optimal pour laquelle la dose de coagulant résiduelle restant en solution dans l'eau, est la plus faible.

Il est fréquent d'observer que la dose optimale de coagulant ne permet pas d'obtenir une dose résiduelle suffisamment faible — on est alors conduit à compléter le traitement de coagulation par l'utilisation d'un adjuvant de floculation, ou *«floculant»,* qui permet une précipitation plus complète du coagulant en assurant une meilleure agglutination des flocons et un alourdissement supplémentaire, qui favorise la décantation plus rapide de ces derniers.

Les *«floculants»,* ou *«adjuvants de coagulation»* ou de *«floculation»* peuvent intervenir aussi bien au niveau de la floculation-décantation (vitesse de floculation, grossissement du floc = meilleure décantabilité, cohésion accrue dans les appareils à contact de boues), qu'à celui de la filtration (vis-à-vis de l'avancement du front de colmatage, reculant ainsi les phénomènes de «crevaison» du filtre).

Ils sont soit d'origine minérale (silice activée), soit d'origine organique *naturelle* (alginates de sodium) ou *organique synthétique* (polyélectrolytes — souvent très efficaces mais pas encore autorisés en France pour le traitement des eaux de consommation).

Fonction des qualités de l'eau brute, la clarification peut donc être plus ou moins poussée. Elle s'effectue:
— *soit par coagulation partielle, floculation et filtration.*

Lorsque l'eau est peu chargée en permanence (moins de 20 à 40 g/m³) avec une faible couleur (inférieure à 30 unités) et une faible teneur en matières organiques, en fer et en manganèse.

Quand une eau peu polluée est notablement colorée ou contient une certaine teneur en fer et manganèse, on peut utiliser la coagulation partielle directement sur filtre en la faisant précéder d'une ozonation; dans ce cas, l'ozone travaille comme agent oxydant et non comme coagulant,
— *soit par coagulation totale, floculation, décantation et filtration.*

C'est le cas général pour les eaux moyennement turbides (20 à 2 000-3 000 g/m³).

Lorsque l'on doit craindre des teneurs en suspension dépassant 2 000 à 3 000 g/m³ pendant un temps prolongé, il faut envisager:
— soit une décantation en un stade dans un décanteur-floculateur, si la teneur maximale n'est pas trop importante et ne conduit pas à un volume de boues excessif — vitesses ascensionnelles admises de 1 à 1,5 m³/h/m²,
— soit une décantation en 2 stades: décanteur-dégrossisseur (débourbeur) suivi d'un décanteur finisseur (voir photo n° 1).

VIII. Corrections diverses

C'est la famille des traitements dont le but est la lutte contre les phénomènes de corrosion ou d'entartrage des réseaux de distribution.

Le tableau ci-dessous résume les corrections principales suivant la nature du problème.

Phénomènes constatés ou prévus	Causes	Traitement à pratiquer
Corrosions	eau agressive ($pH < pH_s$)	neutralisation
	eau trop douce (TAC et /ou TCa < 7 °F)	reminéralisation
Entartrages	eau trop dure (TH et TAC)	décarbonatation
	excès de (TH)	adoucissement

La neutralisation — correction du pH — est la correction la plus courante; on utilise soit la soude, la chaux ou le carbonate de sodium. C'est la chaux, de par son prix, qui est le réactif le plus fréquemment employé; il y a intérêt à utiliser un saturateur de chaux, qui retient les incuits et fournit une eau de chaux limpide.

IX. Affinage des eaux

L'augmentation de la pollution (matières organiques et ammoniaque) conduit à une augmentation considérable des taux de traitement (en chlore, avec les inconvénients que l'on a vus, et en coagulants).

D'autre part, l'élimination des micropolluants, surtout organiques (détergents, pesticides et produits phytosanitaires) n'est pas suffisante dans de nombreux cas par l'application, même optimale, des moyens de clarification et de désinfection dont nous venons de parler. Les procédés d'affinage font appel essentiellement à *l'ozone* et au *charbon actif.*

L'action oxydante de l'ozone est remarquable sur les substances génératrices de goût, odeurs et couleur — elle permet d'obtenir une élimination satisfaisante des phénols et des détergents. Pour l'élimination des pesticides (organophosphorés) il est nécessaire de prévoir, après ozonation, une filtration sur charbon actif en grain — en ce qui concerne les composés organochlorés, seul le charbon actif présente l'efficacité souhaitée.

L'adsorption sur charbon actif pour l'élimination des micropolluants, des goûts et des odeurs, est de plus en plus fréquemment employée — il est introduit sous forme de poudre avant clarification. Mais ce n'est pas la meilleure solution pour utiliser son pouvoir d'absorption: la filtration sur charbon actif en grains donne des résultats supérieurs et permet sa réutilisation après régénération. Dans ce cas, on a le choix entre deux solutions:
— filtration sur charbon au lieu du sable,
— filtration sur sable, suivie d'une filtration sur charbon en grains de granulométrie inférieure.

L'utilisation du charbon actif en second étage de filtration avec ozonation entre les deux, représente actuellement le moyen d'affinage le mieux élaboré: le charbon actif, outre son rôle d'adsorbant, joue un rôle de support de germes pour un traitement biologique des micropolluants — l'ozone permet une révivisscence des germes utiles par leur métabolisme sur le charbon.

X. Position dans la chaîne et choix des moyens de traitement

A partir des considérations précédentes, on voit que l'élaboration d'une chaîne de traitement pose des problèmes complexes, fonction:
— de la nature des substances à éliminer,
— des diver traitements utilisables pour réaliser leur élimination,
— de leur position dans la chaîne de traitement qui influe sur les caractéristiques des eaux à traiter à chaque étape avec interactions physico-chimiques et biologiques qu'ils peuvent avoir les uns sur les autres.

Le choix final d'un schéma de traitement dépendra enfin des conditions économiques de réalisation.

A titre d'exemple, nous donnons ci-dessous la description succincte de la chaîne de traitement d'une réalisation récente, la station de Morsang-sur-Seine.

Enfin, dès que l'usine atteint une certaine importance, et sous l'influence de l'opinion publique et de l'incitation fiscale du système de redevances mis en place par *les Agences de Bassin,* on est amené à s'occuper également de la disposition finale des boues issues du traitement. De nombreuses techniques existent et si elles renchérissent le coût du traitement, elles luttent efficacement contre la dégradation de l'environnement.

XI. Le contrôle et la surveillance de la qualité des eaux

Les eaux superficielles sont très directement sujettes à la pollution provenant des rejets du monde moderne.

De nombreux facteurs interviennent dans la variation de cette pollution: le contrôle de la qualité des eaux brutes nécessite la mesure de paramètres tels que: pH, résistivité, oxygène dissous, température, turbidité et teneur en ammoniaque.

Une station d'analyse automatique assure la mesure en continu de ces différents valeurs, que l'on peut suivre à l'aide d'indicateurs et d'enregistreurs multi-voies. A chacun de ces paramètres est associé un seuil haut ou bas qui, lors d'un dépassement, déclenche une alarme.

Ce contrôle analytique effectué à la prise d'eau, peut être associé à des stations d'alerte situées en amont — qui permettent, par un test physiologique effectué sur des truites, de donner une alarme. Dès que l'une d'elle est fatiguée (malade) ou meurt par suite de l'arrivée massive d'une pollution, une alerte à la pollution est déclenchée et des échantillons d'eau sont immédiatement prélevés à des fins d'analyse.

Enfin, il va sans dire que l'efficacité du traitement lui-même est suivie en permanence par des contrôleurs divers: turbidimètres, pHmètres, analyseurs de chlore, d'ozone, etc. Chaque usine dispose d'un laboratoire équipé de l'appareillage nécessaire à la détermination des taux de réactifs et au contrôle de leur action. Les qualités physico-chimiques et bactériologiques sont par ailleurs analysées journellement par des laboratoires centraux de surveillance ou de contrôle.

La station de Morsang-sur-Seine

La station de Morsang, située sur la Seine à quelques 35 km en amont de Paris, a été conçue pour renforcer le dispositif de la Société Lyonnaise des Eaux, dans la banlieue sud de Paris, et assurer, entre autres, l'approvisionnement en eau de la Ville Nouvelle d'Evry:
— une première étape, mise en route en 1970, est capable d'un débit de 75 000 m³/j d'eau brute prélevée dans
la Seine. Le traitement comprend:
- une prise d'eau, sous la surface du fleuve, équipée d'une grille à fonctionnement automatique,
- un tamisage, à la maille de 1,5 mm,
- une préchloration au chlore gazeux, à une dose légèrement supérieure au point critique,
- un pompage d'exhaure, qui ménage un temps de contact du chlore avec l'eau brute de 20 minutes,
- une coagulation-floculation-décantation dans un Pulsator avec addition de sulfate d'alumine, avec correction du pH par de la chaux, d'un adjuvant de floculation, la silice activée, et de charbon actif en poudre,
- une filtration sur sable,
- une ozonation,
- une correction du pH par de la soude,
- et enfin, une désinfection finale au chlore.

Dans ce schéma, l'ozone assure un affinage de l'eau vis-à-vis de sa teneur en oxygène, en détergents, en matières organiques, de sa couleur, de son seuil de goût, et d'une désinfection poussée au niveau virulicide:
— une deuxième étape, mise en service en 1975, capable également d'un débit de 75 000 m³/jour, a vu son traitement adapté à l'élévation de la pollution de l'eau de Seine.

Après la préchloration au point critique, une addition des mêmes réactifs (mais sans charbon actif en poudre — qui n'est utilisé qu'en cas de pollution massive afin d'éviter de saturer le charbon actif en grains placé en 2e étage de filtration), une clarification dans un décanteur à lit de boues pulsé, du type Superpulsator, l'eau est d'abord filtrée sur sable, comme en première étape, sur des filtres Aquazur (type V) (V = 9 m/h), puis subit un traitement à l'ozone (résiduel de 0,4 mg/l à la sortie) et enfin, une filtration sur charbon actif en grains de faible granulométrie, avant la désinfection finale au chlore.

Aux actions de l'ozone déjà citées, s'ajoute celle d'un allongement de la durée de vie du charbon actif en grains — qui, outre son rôle d'adsorbant, sert de support de germes pour un traitement biologique des micropolluants. Le couple ozone + charbon actif en grains est actuellement le moyen d'affinage le mieux élaboré.

LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.



Des réductions de 25 à 75 % sont offertes aux familles, sous certaines conditions : carte Couple/Famille, carte Famille Nombreuse, billet Congé Annuel, billet Séjour. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur ces tarifs et sur l'utilisation du calendrier voyageurs.



LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

SUR PLACE POUR COMPRENDRE.

LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.

groupe cic

Nées dans leur région, les banques du Groupe CIC sont bien placées pour innover. Elles en ont le désir et la capacité. Proches de leurs clients, elles sont à même de les comprendre et de chercher sans cesse les nouvelles solutions qui font avancer le service bancaire.

BIEN PLACÉ POUR FINANCER.

LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.

groupe cic

CIC 2.022

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cédex 15 - Tél. : 538-52-27

Coll. Fondation Jean Jaurès

La chronique littéraire de Claude Glayman



HEROS ET PARRAIN

Un dissident cubain et un exilé chilien nous démontrent une fois encore l'extrême vitalité de la littérature latino-américaine

• Heberto Padilla : « Dans mon jardin paissent les héros », les Presses de la Renaissance, traduit de l'espagnol par Bernard Ferry et « Héritages » (Pierre Belfond), poèmes traduits de l'espagnol par Albert Bensoussan.

• Carlos Droguett : « El Compadre », Denoël, traduit de l'espagnol par Jean-Marc Pelorson (en librairie au mois d'octobre).

ADMIRABLE littérature latino-américaine qui sait nous réserver des surprises. Chacun le sait, les écrivains d'Amérique du Sud comptent parmi les plus talentueux de notre époque, mais ce que l'on ignore plus volontiers c'est leur capacité de renouvellement. Renouvellement par les thèmes, renouvellement dans l'extrême approfondissement de l'art littéraire. Deux noms de cet automne illustrent ce constat : Heberto Padilla, auteur cubain « dissident », et Carlos Droguett, exilé chilien. Tous deux sont assez méconnus du public français et expriment le sort tragiquement complexe d'un continent où les espérances semblent toujours bafouées.

Poète, Padilla participe à la presse cubaine dans les premières années de la révolution castriste. Il conteste ensuite l'évolution de cette dernière et l'exprime dans des œuvres, ce qui lui vaut d'être incarcéré au début de la décennie soixante-dix. Le monde occidental des pétitionnaires s'inquiète de son sort ; Padilla s'est livré à une autocritique. Dès lors, commence une longue période de silence forcé qui s'achève par l'expulsion en 1980. Padilla émigre aux Etats-Unis, et c'est la description à peine transposée de sa « dissidence » progressive qui constitue la trame du roman, « Dans mon jardin paissent les héros ». Son éditeur français annonce la parution des mémoires de Padilla pour 1984.

Confions-le d'emblée, la fiction du Cubain ne nous a pas paru du grand art. Déséquilibre de la construction, comportement parfois stéréotypé des personnages, notamment dans les scènes d'amour, maladresse et bavardage, etc., Padilla est plus poète que romancier. En revanche, nous avons là un document vivant et explicite sur le régime castriste dont nous entrevoyons l'évolution décrite à l'intérieur, très simplement, et l'on pourrait presque dire imperceptiblement. Rien que nous ne sachions déjà de l'éternel conflit entre le communisme et l'intellectuel, ici dépeint aux couleurs cubaines. La libération l'an dernier d'un autre poète cubain, Armando Valladares (grâce au gouvernement français), avait un instant placé au premier plan de l'actualité le cas cubain. Grâce à Padilla et à son personnage central Julio, nous en saisissons le processus.

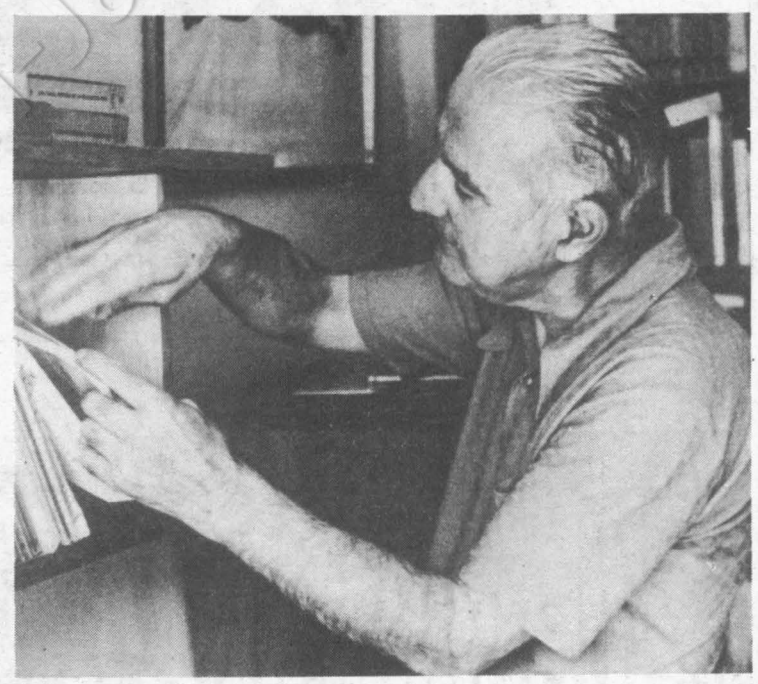
Julio vit avec Luisa. Ils ont tous deux milité aux temps héroïques de la révolution et tous deux, en fonction de tempéraments psychologiques et sensuels différents, sont amenés à prendre leur distance avec le régime. L'évolution est insensible mais profonde, définitive. Padilla excelle à nous montrer la défiance, la peur, le système de délation policier et du coup nous retrouvons en Julio le frère de tant d'artistes devenus étrangers dans leur propre pays, par le bâillon qui n'est pas toujours du goulag sanglant. Fidel, en rêve, lui dit : « ... Avant il y avait des lois et une Constitution. A quoi nous servaient-elles ? » Réponse de Julio : « Ça ne veut pas dire qu'elles ne soient pas nécessaires. » Fidel : « Mais ça justifie que nous ayons repoussé sa promulgation, non ? » Débat permanent sur les libertés formelles vécues concrètement par un intellectuel concerné, tandis qu'en Europe au même moment les intellectuels soutenaient abstraitement le point de vue contraire à celui de Julio « ... Ils ne se rendaient pas compte que l'absence de Parlement ne signifie pas gouverner dans la rue ni mettre fin à l'action coercitive d'un Etat qui, en définitive, continue à exister de la même façon, toutes ces fonctions masquées sous les ordres d'une seule tête autoritaire. »

Un processus de dissolution de l'individu, de destruction des consciences est à l'œuvre : « ... Ils commencent à traquer les opinions. Ils veulent les transformer en délits. » Et Luisa d'ajouter : « ... J'ai une sensation d'asphyxie interminable. » Padilla décrit avec beaucoup d'acuité ce que l'on pourrait appeler la psychologie totalitaire : « La violente altération des choses... La totalité comme éloignement aristocratique... » Et cette sorte de triste quotidienneté de la révolution qui est l'envers des lendemains qui chantent. Inévitable nécessité comme on disait naguère immolée sur l'autel de l'absolu et de l'avenir ? Malaise strictement limité à une élite, le peuple dans sa pureté et sa santé se retrouvant à l'aise dès lors qu'on le nourrit et l'alphabétise ! Il est vrai que le peuple est plutôt absent de l'univers de Padilla. Ira-t-on le lui reprocher, alors que l'auteur n'a d'autre objectif que de crier son désespoir individuel ? En tout cas, le témoignage ne permet pas de savoir ce que pense un peuple qui ne s'est pas enflammé par un quelconque Solidarité des Caraïbes. Pourtant que penser de l'une des scènes finales du livre où nous voyons Julio et Gregorio (le narrateur) complètement saouls et nus se baigner dans la mer, mer de la dérision et de l'amertume, sans doute pour oublier, et obligés de se sauver devant les risques d'un lynchage ? vous pensez, on aurait pu les confondre avec un couple d'homosexuels et à La Havane on ne badine pas avec le rigorisme moral ! Rigorisme qui ne concerne pas que les « intellos », et Padilla de conclure magnifiquement : « Il y a un moment où les peuples ne veulent plus commander ni obéir mais fuir. »

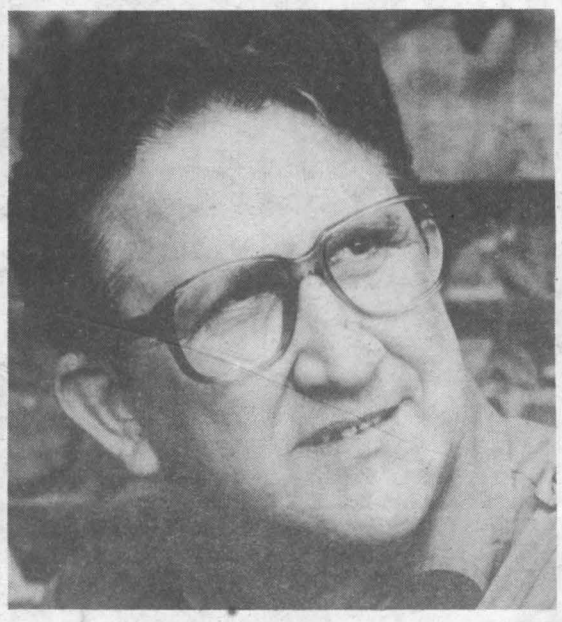
Du peuple, le Chilien Carlos Droguett possède un sens aigu. « El Compadre » (plus qu'un parrain, note le traducteur) est un pauvre compère, charpentier (comme Joseph), souvent ivre et toujours à deux doigts de tomber de l'échafaudage où il travaille. Il y a si longtemps qu'un homme du peuple n'a pas été au cœur d'un roman, et Droguett a un tel talent (d'accès difficile) que son livre constitue un événement. Oh ! Droguett n'a pas écrit un roman politique, il est beaucoup plus fort et visionnaire. Le pauvre l'intéresse tout simplement comme personnage, sans mystère un flonflon, sans idéologie ni morale : un pauvre élevé à la dignité de héros littéraire : « Les pauvres c'est du toujours solitaire et costaud, c'est pour ça que personne n'a pu en venir à bout, que personne n'a réussi à les supprimer tout à fait... Toujours à enterrer nos petits au cimetière et en faire sortir d'autres du ventre de nos femelles. »

L'enterrement occupe une place importante dans ce roman ; celui du père de Ramon « Pepe », mais aussi celui du président Cerda élu en 1938 par le Front populaire et mort de tuberculose en 1941, et dont Salvador Allende fut ministre de la Santé (Allende qui mourut les armes à la main et qui était socialiste, ne l'oublions pas !). Dans l'espèce d'admirables brumes et d'enchevêtrements fraternels qui caractérisent ce livre, plane cette présidence quasi fondatrice. Climat général qui baigne tout un peuple de petites gens. Ramon est l'un de ceux-ci et le livre, sa chronique en forme de spirale. Et toujours l'on revient sur les mêmes éléments, les mêmes sensations, sur les deux ou trois sentiments qui tissent la comédie humaine : l'amour (amour pour Yolanda, courtisée, mère, envolée et disparue et qui suscite un érotisme à fleur de peau si je puis dire), la mère (celle que l'on vouvoie, qui hait la police et pousse tant au baptême du fils, le petit Pedro), la naïveté de la foi religieuse (foi essentielle : Pierre, Jésus, les saints sont invoqués, évoqués en permanence), le vin (« Le vin est mon pote, c'est grâce à lui que je suis en vie, je crois bien que c'est grâce à lui que je ne suis pas tombé de l'échafaudage jusqu'à maintenant »), l'échafaudage, justement tout un symbole (« Les riches ne tombent jamais de l'échafaudage, le monde est un échafaudage, et les riches n'en tombent pas et enfoncent tranquillement leur clou »), les amis, les voisins, les rivaux (Rosario Sanchez, Hortensia, l'Astudilio, etc.). Simplicité vitale et non pas épopée fantastique, comme c'est souvent le cas avec les auteurs latino-américains, Droguett nous la distille de l'intérieur, en de longues phrases, en un style souvent parlé qui semble un monologue permanent, en une construction compliquée qui fait plus d'une fois songer au grand William Faulkner (l'on revoit sans cesse les mêmes scènes et les mêmes individus, mais sous des éclairages différents qui permettent de mieux distinguer et les évolutions et les facettes).

En ces semaines de commémoration du dixième anniversaire du coup d'Etat de Santiago, retenez le nom de Carlos Droguett (traduit, et avec quelle poésie, pour la seconde fois en français) ; « El Compadre », roman picaresque d'un humble, est celui d'un authentique écrivain. Compliqué d'accès, il récompose le lecteur patient qui perçoit alors la vitalité et l'humour généreux d'un peuple, d'un continent dont Isabel et Angel Para chantent (actuellement à Bobino) les rythmes imaginaires et réels. Tandis que, différent de cette imagination fraternelle, Padilla rend compte des cheminements contradictoires et sanglants d'une histoire qui est loin d'être linéaire. Le mal semble partout qui inspire les écrivains authentiques, hommes de courage et d'art.



Carlos Droguett.



Heberto Padilla.

LISEZ AUSSI...

• Vargas Llosa : « la Guerre de la fin du monde », roman, Gallimard.

• Jorge Amado : « Suor », roman, Temps Actuels.

• Mario Benedetti : « l'Etincelle », roman, Belfond.

• Augusto Roa Bastos : « Fils d'homme », roman, Belfond.

• Joao Guimares Rosa : « Premières histoires », nouvelles, A.M. Métaillé.

• Daniel Moyano : « la Trille du diable », roman, Robert Lafont.

• José Lezama Lima : « Introduction aux vases orphiques », essais littéraires, Flammarion.

• Alain Rouquié : « L'Etat militaire en Amérique latine », Seuil.

• René Dumont : « Finis les lendemains qui chantent », Seuil, (pour le chapitre consacré au Nicaragua).

• Revue Herodote : « Méditerranée américaine », publié par Maspero.

Carte Y

entrez, roulez, sortez
et payez plus tard...
un nouveau service
offert par la S.A.P.R.R.
Société des Autoroutes
Paris-Rhin-Rhône



Pour améliorer le service rendu à certains usagers de l'autoroute, en particulier aux usagers professionnels, la S.A.P.R.R. lance, sur son réseau, un nouveau système de paiement permettant aux conducteurs de véhicules légers de régler leur péage au moyen d'une carte à paiement différé : la carte Y.

Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé (ou carte Y).
Les cartes Y (ou badges) sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.
Chaque carte Y (ou badge) est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.
Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni a un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire :
l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE,
l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 (Ex. A 37) entre BEAUNE et DIJON.
La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.
10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes (ou badges).

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Demander le contrat à :

S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service carte Y
36, rue du Dr Schmitt
SAINT-APPOLINAIRE
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60
TELEX : 610579

RENAULT G 260T. L'EUROPE L'A ELU CAMION DE L'ANNEE.



Treize journalistes européens réunis en un jury ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".
Ce trophée, chez Renault, nous en sommes fiers. Mais ce qui nous satisfait le plus c'est d'avoir conçu et créé de toutes pièces, une gamme de camions faite pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

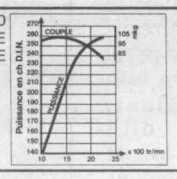
G 260 T. Un niveau d'économie et de fiabilité sans précédent. Tous les éléments du Renault G 260 ont été testés en réel. Moteur turbo à air refroidi, boîte 9 vitesses, système de freinage, conception générale..., tout est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique. Tout a été mis en œuvre pour offrir à un chef d'entreprise un camion qui lui permette d'optimiser sa gestion.

G 260. Moins de 6 t de poids mort. La conception générale du G 260 a été dominée par le soucis prioritaire de la rentabilité d'exploitation. La réduction de son poids mort a permis de porter sa charge utile à un niveau jamais atteint.

G 260. Un réseau associé à votre rentabilité. Comme tous les Renault, bénéficie de l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.
Chacun d'entre eux a le même souci que vous : assurer la maintenance de votre outil de travail, élément indispensable de la rentabilité de votre entreprise.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année. Choisissez-le, cette année, comme votre camion.

G 260
COURBE DE
PUISSANCE



Objectif économie : La preuve par les chiffres.
- Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l).
- Charge utile : 32 t.
- Motorisation performante (couple de 105 mKg pour 260 ch DIN) associée à une boîte de vitesses très ouverte : 14.8.
- Consommation : le test comparatif réalisé par la presse professionnelle en décembre 1982 sur parcours étalonné, a donné le résultat record de 34,46 l au 100 km.

G 260 : Economie d'exploitation et performances routières.

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

petites annonces

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 323. Issoudun (Indre) : 15 166 habitants, lycée collège, lycée d'enseignement professionnel, recrute un adjoint technique spécialisé en espaces verts (connaissances en V.r.d. souhaitées). Poste à pourvoir à compter du 1er décembre 1983.

Adresser candidature et curriculum vitae à Monsieur le Maire, 36100 Issoudun.

Réf. 324. Ville de Saint-Egrève recrute par concours sur épreuves un adjoint enseignement musical, option guitare, ayant au minimum un diplôme de fin d'études d'une école nationale de musique et d'un conservatoire national de région.

Les candidatures sont à adresser à Monsieur le Maire, mairie de Saint-Egrève 38120, avant le 7 octobre.

Réf. 325. Le député-maire de Berck-sur-Mer (62600) recherche de toute urgence un(e) collaborateur(trice) ayant une bonne formation juridique, qui serait chargé(e) de la préparation des dossiers économiques et du suivi des actions au niveau national.

Adresser candidature avec C.v. détaillé à Monsieur le Député-Maire de Berck-sur-Mer, 62600, mairie de Berck-sur-Mer.

DIVERS

Réf. 326. Urgent, militant socialiste cherche location studio ou petit deux pièces à Paris pour ses deux filles étudiantes début octobre. Prix modérés.

S'adresser au journal qui transmettra.

MERCEDES: LES NOUVEAUX 407 D ET 409 D A ROUES JUMELEES.



Mercedes-Benz

La rentabilité par la perfection technique et les prestations de service.

MERCEDES-BENZ FRANCE
Parc de Rocquencourt
BP 100 - 78153 LE CHESNAY CEDEX

Samedi 24 septembre 1983

FETE DE LA ROSE

organisée par la section Chapelle-Goutte d'Or
2, rue Doudeauville
Paris XVIIIe
de 11 h à 24 h

Forum, stands, buvette, spectacles, bal en soirée.

Intervention de Lionel Jospin à 16 heures

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

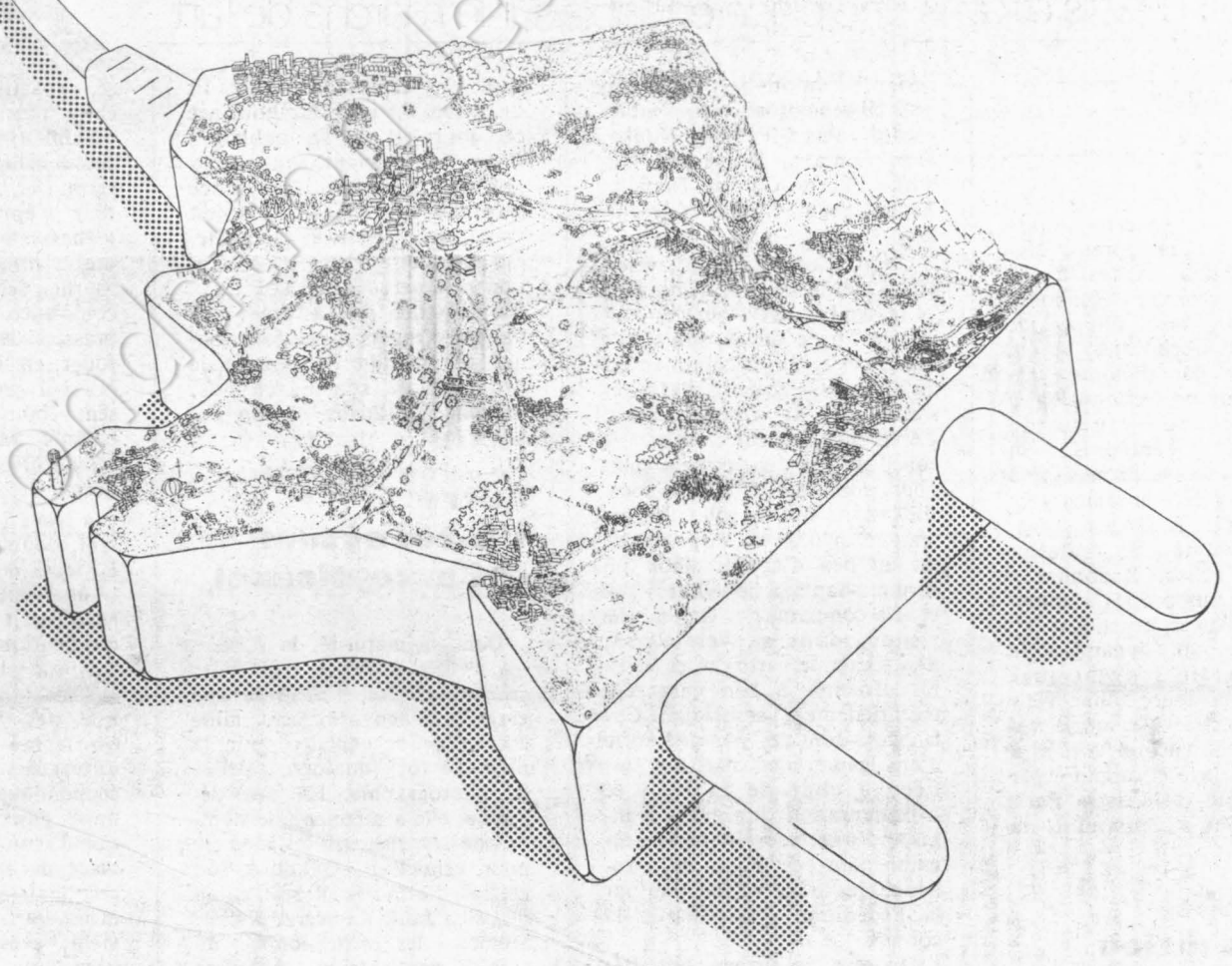
LES BANQUES SUR PLACE. DES BANQUES BIEN PLACÉES.

B.R.A. Banque Régionale de l'Ain.
B.R.O. Banque Régionale de l'Ouest.
B.S.D. Banque Scalbert Dupont.
C.I.A.L. Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine.
C.I.C. Crédit Industriel et Commercial.
C.I.N. Crédit Industriel de Normandie.
C.I.O. Crédit Industriel de l'Ouest.
S.B. Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial.
S.L.B. Société Lyonnaise de Banque.
S.N.V.B. Société Nancéienne de Crédit Industriel et Varin- Bernier.

groupe cic **LE GROUPE DES BANQUES RÉGIONALES. GROUPE CIC.**

CIC 2.023

ENERGIE : LA FRANCE EN PRISE SUR LA FRANCE



Sodel conseil Illustration Olivier Gauzit

Cent cinquante milliards de francs, c'est ce que coûtent annuellement à la France ses importations d'énergie, c'est le prix de sa dépendance énergétique. Dépendance qui nous impose un double effort : consommer moins d'énergie importée, trouver des ressources nationales.

Cet effort serait plus rude encore si des mutations importantes n'étaient pas en cours dans la production et les usages de l'électricité.

UNE ENERGIE RAPATRIEE

Depuis 1973, 25 unités nucléaires sont entrées en service; le charbon a repris le chemin des centrales thermiques ; des sites hydrauliques jusque-là inexploitables se sont prêtés à l'aménagement de centrales de pompage dont la production en heures de pointe est complémentaire de celle des centrales nucléaires.

Bref, ce sont des sources purement françaises qui fournissent déjà 80% de notre électricité. Elles en fourniront la quasi-totalité en 1990.

UNE ENERGIE "FRANC" A LA PLACE DES ENERGIES "DOLLAR"

L'électricité devenant une énergie nationale, notre indépendance énergétique sera à la mesure de l'utilisation qui en sera faite.

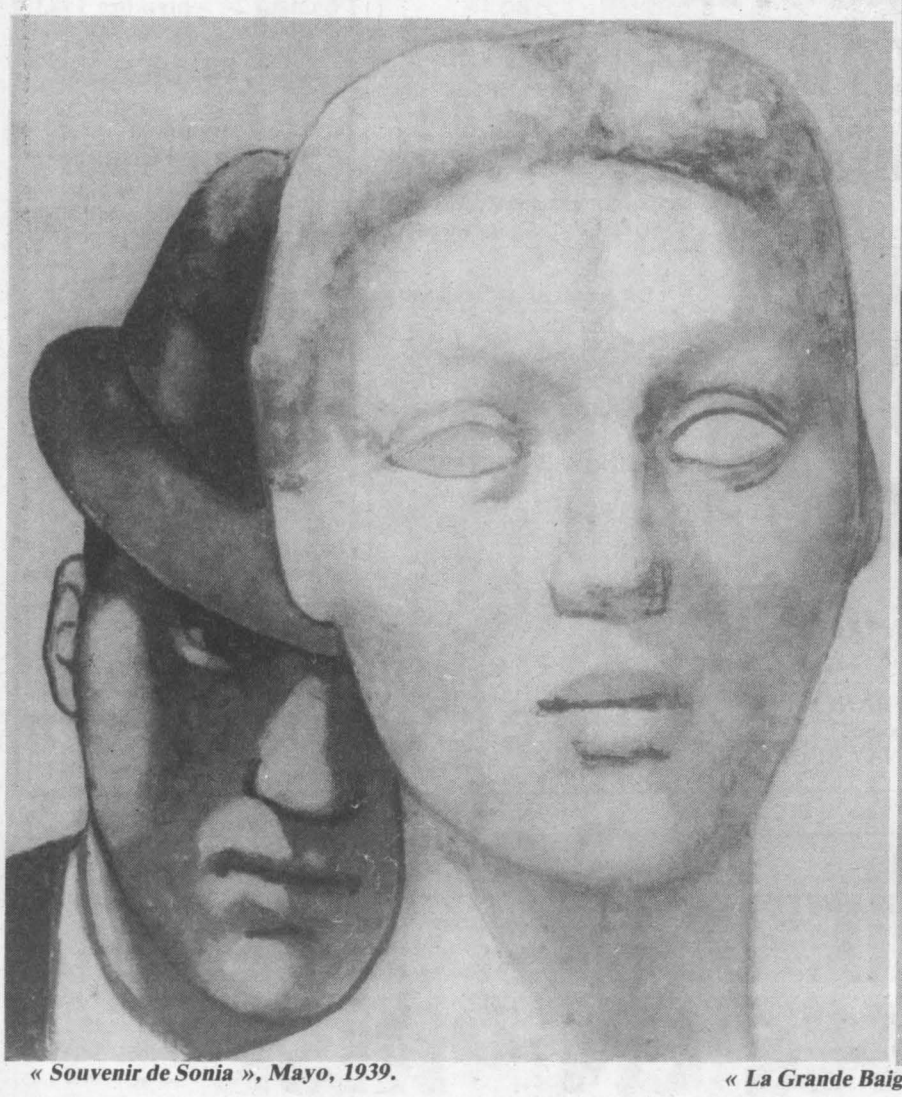
Elle sera d'autant plus largement utilisée qu'elle est un facteur de liberté et de bien-être et que le progrès des techniques tend à la substituer aux énergies importées.

Il n'y a pas si longtemps, on craignait la pénurie. Aujourd'hui l'électricité est largement disponible, et le parc de production a 50 milliards de kWh à offrir aux nouveaux utilisateurs au cours des prochaines années.

Ces 50 milliards de kWh peuvent remplacer le pétrole actuellement consommé dans les foyers, les usines, les entreprises commerciales et les services publics. Dès lors, nous aurions 11 milliards de francs "en moins" à payer en devises étrangères.

En rapatriant les sources de son énergie au fil de l'électricité, la France gagnera sur tous les plans : sécurité de son approvisionnement en énergie, équilibre de son commerce extérieur, rajeunissement et compétitivité accrue de ses industries.

ELECTRICITE DE FRANCE

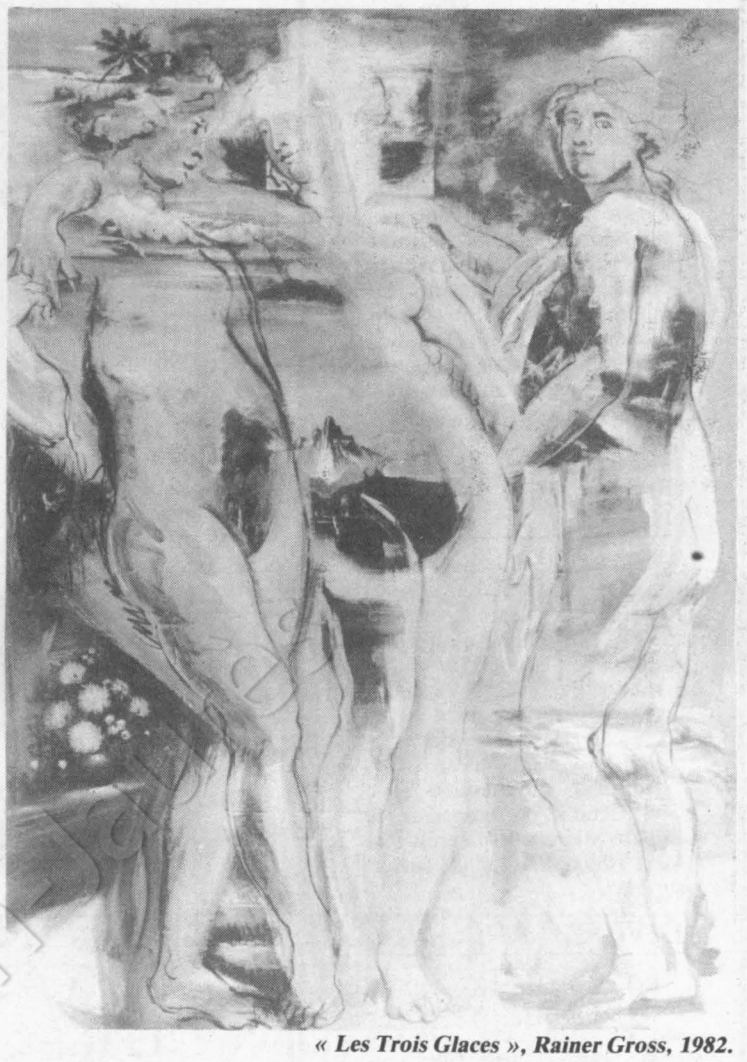


« Souvenir de Sonia », Mayo, 1939.



« La Grande Baigneuse », Alfred Courmes, 1926.

DIX BOUGIES POUR LA F.I.A.C.



« Les Trois Glaces », Rainer Gross, 1982.

Ouverte, abondante, diverse, populeuse, musée et galerie d'essai à la fois, la Foire internationale d'art contemporain s'est creusée depuis dix ans une place enviable sur le marché de l'art

PAR LUCIEN CURZI

LA Foire internationale d'art contemporain, lancée il y a dix ans, à une époque de croissance économique, se vend bien. Elle est de plus en plus recherchée, ce qui ne manque pas d'étonner encore certains professionnels, au départ peu convaincus du bien-fondé de l'entreprise. En février 1974, installée presque à la sauvette dans l'ancienne gare de la Bastille, la F.i.a.c. apparaissait comme une tentative vouée à l'échec. Redonner à Paris du tonus propre à stimuler les échanges artistiques et, par contrecoup, dynamiser la création était souvent jugé pareil à une douce lubie. New York orchestrait le monde et damait (dame encore) le pion à l'Europe, relayé et amplifié par Venise, Bâle et Kassel. Paris « c'est fichu », entendait-on partout.

Un public, maître du jeu

Le temps, allié à la ténacité, et au cran d'une poignée de marchands parisiens entraînés par Daniel Gervis, a su modifier la situation. Maintenant, avec ses quinze mille mètres carrés, ses 179 exposants, dont 73 galeries étrangères, la F.i.a.c. s'est creusé une place enviable au soleil des événements, alors que ses consœurs ont perdu un rien de leur ressort. Eclectique, c'est-à-dire ouverte, abondante, diverse, populeuse, bien organisée, à la fois musée, support des valeurs consacrées et galerie d'essai, elle attire le collectionneur de fond aussi bien que le conservateur édifié, l'amateur éclairé que le visiteur qui, comme vous et moi, est enchanté, pour un prix modique (30 F, étudiants 20 F, groupes 10 F), de voir une forêt d'œuvres. La promenade ne manque pas de surprises, pimentée qu'elle est, à l'occasion, d'émotions. Cette année, de remarquables ensembles sont dévolus à Picasso, Kupka, Arp, Fontana, Schneider, Dubuffet, Torres-Garcia, Tamayo, Tapies, Segui, Miotte et Degottex.

Coup d'envoi de la saison artistique, la F.i.a.c. démarre le 24 septembre avec, sur les millésimes précédents, un mois d'avance. La justification en est qu'un certain nombre d'affaires s'amorcent au Grand Palais, s'ébauchent ensuite, mais se concluent, en récompense, plusieurs mois après. En ce sens, elle est dans son rôle d'informatrice quand, au surplus, elle est un lieu d'appât, sinon un forum adapté à la controverse et à la comparaison. Certes, elle risque, dans sa version 83, d'inquiéter les artisans et artistes attachés à son caractère essentiellement artistique. Car la haute couture, par une sorte d'amalgame bien parisien, est liée au char de la F.i.a.c. L'inauguration donnera l'avantage d'une présentation, sur mannequins de bois, de « robes-tableaux », concoctée par la Fédération française de la couture.

Dix-sept couturiers ont fait équipe avec des peintres et des sculpteurs, rarement, au reste, avec les meilleurs. De tous ces mariages d'un jour, on retiendra les tandems constitués par Angelo Tarlezzi et Jean-Pierre Pincemin, Anne-Marie Beretta et Marta Pan, Hanae Mori et Zao Wou-Ki. Comme quoi, tout semble devenu bon pour promouvoir moins la F.i.a.c. que certaines « griffes » picturales pour le moins contestables. Est-il prétentieux d'estimer incompatibles certaines accointances ? La haute couture ne perd rien au change — le spectacle vaudra sans doute le coup d'œil — mais l'art vivant ne risque-t-il pas ainsi d'être catalogué comme un « produit » semblable aux autres ?

Ce danger de banalisation est perçu par plusieurs responsables, qui souhaitent équilibrer les choses. L'aspect d'épate, disent-ils, peut à la rigueur passer, à condition que la Foire garde son cachet de qualité. Et de « fête », idée tambourinée ces jours-ci par la publicité. C'est là, pourtant, un slogan gratuit, même si l'ambiance générale, feutrée comme il est voulu entre vélum et moquette, est loin d'être triste. La coloration et la nervosité de la F.i.a.c. ne sont-elles pas assurées par l'agencement clair et fonctionnel des stands, la courtoisie prudente de ses marchands, l'intelligence lucide de son public ?

Entre l'intéressant et l'exceptionnel

Dans sa maturité, la F.i.a.c. est à même de se renouveler sans se perdre. En 1982, elle enregistrait environ cent mille entrées et accueillait, pour la première fois, quatorze galeries de photographie. En une décennie, elle a augmenté le nombre de ses visiteurs de 15 à 20 pour cent l'an. Quant à son chiffre d'affaires, il relève, ou peu s'en faut, du secret d'Etat. Même si les professionnels du comité des galeries renâclent encore après le doublement de la taxe forfaitaire sur la plus-value (de 3 à 6 %), l'exonération des œuvres d'art de l'impôt sur la fortune a sûrement encouragé les achats, en d'autres termes certains placements de haut niveau, sinon insufflé quelque audace aux acquéreurs moyens. En ultime instance, le négoce bénéficie de la lucidité des pouvoirs publics. Moins il y aura de barrières autour du marché de l'art, mieux s'en porteront, au bout du compte, les collections publiques enrichies et complétées par les donations, legs, et par la dation. Ce cycle est sauvegardé, qui n'en décèle encore les avantages réels ?

«La F.i.a.c., déclare Daniel Gervis, est un endroit privilégié qui, à travers ses circuits, agit comme un révélateur : marchands chevronnés et jeunes galeristes s'épaulent puisque la curiosité publique et les achats se répartissent peu ou prou entre tous. Imaginez le choix possible parmi 125 expositions personnelles. Situé entre l'intéressant et l'exceptionnel, le visiteur s'éprouve tant soi peu « chasseur ». Il flaire, découvre, s'enthousiasme ou se détourne, selon son goût ou sa conscience. Si les nations sont brassées, la surprise peut mieux jouer en faveur des artistes. N'est-il pas préférable de se sentir bousculés, plutôt que de baigner dans une atmosphère rassurante propre à nous endormir ?

« Nous pourrions, dès à présent, doubler la superficie de la F.i.a.c., dont le succès est le résultat d'un travail d'équipe. Mais serait-ce raisonnable ? Les candidatures affluent et, cette fois, la présence massive des Italiens, qui nous avaient quelque peu boudés jusque-là, confirme nos engagements antérieurs. Malgré les aléas économiques et monétaires de notre pays, le marché international considère Paris comme place de passage obligé et de reconnaissance nécessaire. Eh bien, Paris se relève et redevient, avec des forces réactivées, une indispensable référence, sinon un excellent baromètre des transactions et des évolutions générales à court terme. »

Jeunes lunes et vieux soleils

Avec un prix dégressif au mètre carré de 500 à 800 F (moins cher qu'à Bâle), la F.i.a.c. est guignée d'abord par les galeries françaises. Elles se retrouveront au nombre de 68, au milieu de ce qu'il faut bien appeler un carrefour de dix-huit pays. En une sorte de point d'appui, un éventail de vingt-cinq revues spécialisées et, afin d'illustrer ce qui pourrait advenir d'une collaboration de l'art avec l'industrie, un hélicoptère de l'Aérospatiale, métamorphosé en sculpture par le plasticien Miguel Gueranger.

Ce genre de prestation acquiert au plus haut degré l'adhésion des jeunes artistes. En un temps où beaucoup d'entre eux redoublent d'efforts pour s'affranchir du cadre du tableau de chevalet, les stratagèmes imaginés font florès. La réussite artistique, au sens mercantile du terme, n'ignore rien des ingrédients de la ruse. Mais, pour un artiste sans concession, combien de tâcherons aimables portés au pinacle, l'espace d'un matin, par telle galerie « dans le vent » ? Cette contradiction, la F.i.a.c. ne peut, à elle seule, la surmonter, car c'est là un problème de société.

Après tout, estiment ceux auxquels suffit le système actuel, à chacun d'ouvrir les yeux, d'activer sa réflexion et de faire preuve d'exigence. La Foire y concourt à sa mesure, mais il n'est pas encore dans ses buts de désigner l'éphémère et de timbrer le durable. Sur ce sujet, chacun est maître de dresser le portrait de ses engouements, quitte plus tard à soumettre à révision quelques-unes de ses plus solides admirations.

En revanche, si la F.i.a.c., où ni à priori ni art officiel abruptement déclarés et défendus comme tels dominent (le marché se révèle être un juge plus capricieux qu'un jury), demeure un bon test des expériences du moment et d'une philosophie esthétique, elle s'impose aussi, désormais, comme formule plus jeune et féconde que les salons hérités de naguère. Quel est le marchand, à fortiori, l'artiste qui, dès lors, refuseraient de s'y montrer derrière un stand ou accroché au ciel des cimaises ? ●

F.i.a.c. — Grand Palais des Champs-Elysées. De 12 h à 20 h ; samedi et dimanche, de 10 h à 20 h ; nocturne jeudi 29 septembre de 12 h à 23 h (métro : Champs-Elysées ; bus lignes 28-72-73-83 ; parkings Rond-Point des Ch.-Elysées, Invalides et Concorde). Catalogue : 90 F. Du 24 septembre au 2 octobre (renseignements : pendant le Salon : 296.38.90.).

NI GODILLOT, NI INTELLO SOCIALISTE MAIS PAS SUIVISTE

l'unité



FAITES FAIRE UN BOND EN AVANT AU SEUL ORGANE D'EXPRESSION NATIONALE DU P.S.

CE numéro 526 marque une nouvelle date dans l'histoire déjà longue de « l'Unité ». C'est, en effet, cette semaine que démarre notre nouvelle campagne dont l'objectif est de faire faire un sérieux bond en avant à la diffusion de notre hebdomadaire.

Cette campagne, qui vise à la fois à recruter de nouveaux abonnés, à élargir la vente en kiosque et en librairie et à accroître la diffusion militante, coïncide avec la phase finale de la préparation du Congrès de Bourg-en-Bresse. Elle part de l'idée que si ce journal a besoin de votre concours pour se développer, vous avez aussi besoin de lui pour mieux suivre, comprendre et apprécier l'action de la gauche au pouvoir et du Parti socialiste lui-même.

A l'heure où la presse de droite se radicalise, où de nouveaux hebdomadaires se lancent avec des moyens impressionnants pour nous combattre, les socialistes se doivent d'unir tous leurs efforts pour donner plus de force au seul journal qui, depuis douze ans, contre vents et marées, a réussi à être leur organe d'expression d'audience nationale et internationale.

Pour ce nouveau bond en avant lisez et faites lire « l'Unité ».

Abonnez-vous et faites de nouveaux abonnés (d'ici au Congrès de Bourg au tarif spécial de 230 F pour un an).

P.S. : Un certain nombre d'anciens abonnés reçoivent ce numéro de « l'Unité ». C'est évidemment une invitation à renouveler leur abonnement. Nous les remercions à l'avance d'y répondre sans délai.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an***

(tarif spécial- Congrès : 230 F) ☐

**** abonnement de six mois (160 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

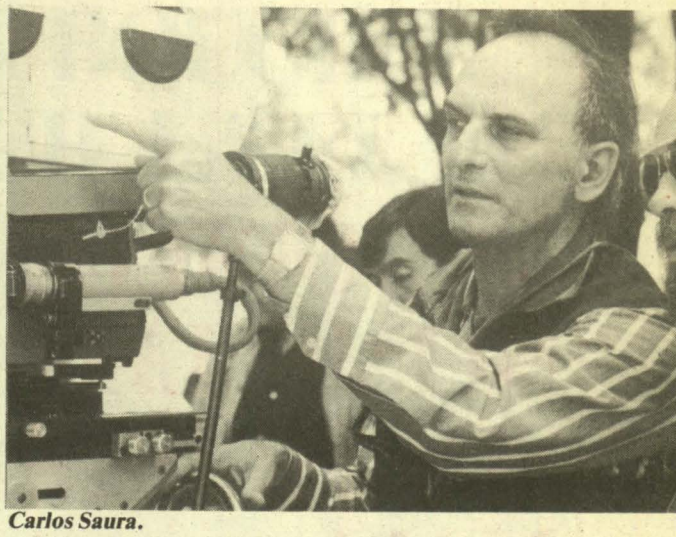
Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres, 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



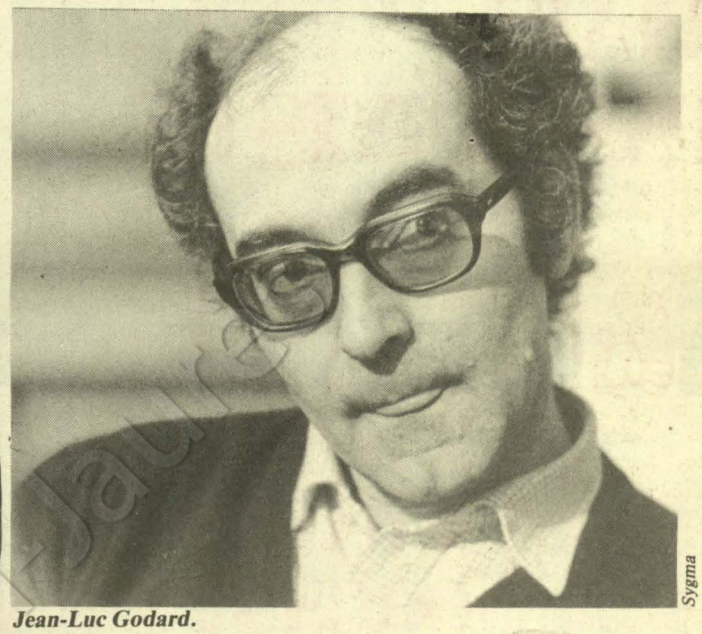
Pascal Lebrun

Tereza Berganza, une Carmen d'anthologie.

Marcel Maréchal.

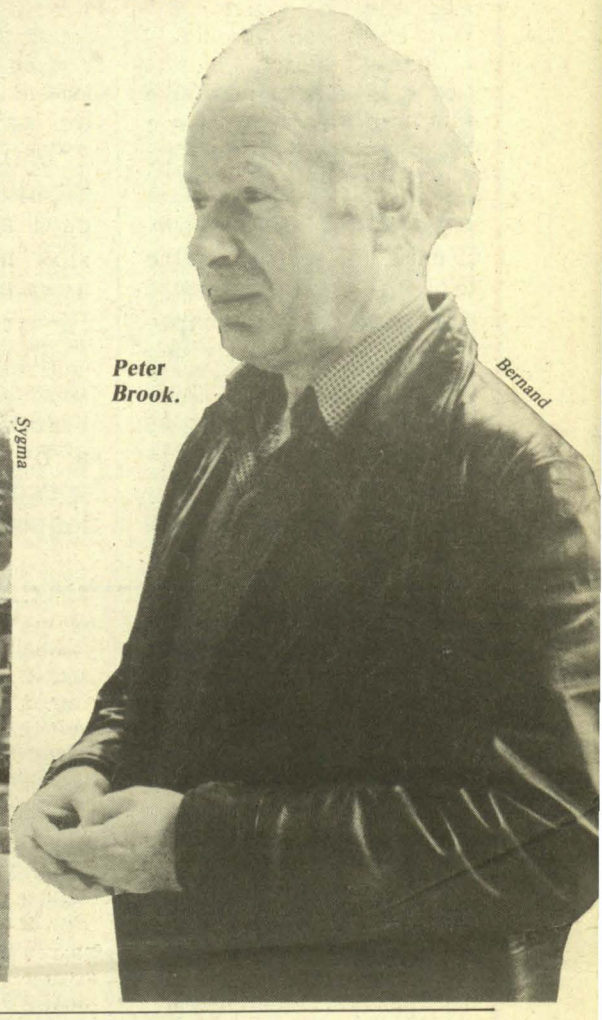


Carlos Saura.



Sygma

Jean-Luc Godard.



Bernand

Peter Brook.

QUELLE FLEUR LEUR A-T-ELLE JETEE ?



Sygma

Francesco Rosi.

Subjugués par le célèbre oeil noir ils succombent tous : Godard, Rosi, Saura, Brook ou Maréchal. La Carmenitude fait des ravages au cinéma et sur les planches. Une épidémie qui suit de peu celle provoquée par le virus Don Juan. Alors Carmen-Don Juan même combat, pas si simple car l'un est un homme, l'autre pas !

PAR MARTINE DUCOUSSET

PRENOM ? Carmen. En ce moment, ça se bouscule au portillon de Mérimée et de Bizet. Mais qu'est-ce qu'ils lui veulent donc tous, à la bohémienne ? A cette « zingara » tellement ivre de liberté qu'elle préfère le couteau meurtrier à la lâcheté de dire « oui » quand elle pense « non » ?

Chacun y va de son ode à la plus gitane des héroïnes d'opéra. Déjà mises en boîte : la Carmen-flamenco de Carlos Saura et la jeune rebelle chef de gang du dernier film de Jean-Luc Godard. A venir très prochainement : la « Carmen » de Francesco Rosi, fidèle adaptation de l'œuvre lyrique — avec Julia Migenes Johnson, Placido Domingo et Ruggero Raimondi —, et celle de Peter Brook qui, fort du succès de « la Tragédie de Carmen » au théâtre parisien des Bouffes du Nord, en tourne l'adaptation cinématographique. Carmen superstar. La « gypsy » sans foi ni loi a le vent en poupe. Tout comme Don Juan il n'y a pas si lontemps, elle déplace les foules, les exégètes et les metteurs en scène.

C'est même juste après l'explosion Don Juan que se fit jour la folie Carmen. Le 9 mai 1980 très exactement. Ce soir-là, à l'Opéra Comique, on donnait « Carmen ». Mais pas n'importe quelle « Carmen ». La « Carmen ». Celle du Festival d'Edimbourg 1977, mise en scène par Piero Faggioni. Malgré un couac de taille — le remplacement, pour d'obscures raisons administratives, du chef d'orchestre italien Claudio Abbado par le tâcheron Pierre Dervaux —, Paris fut transporté. Comme bientôt la France entière, puisque le spectacle fut retransmis à la télévision. Une France qui ne tarda pas à crouler sous l'invasion. D'abord Peter Brook et sa « Tragédie de Carmen » — sur une musique de Bizet arrangée par Marius Constant —, puis Marcel Maré-

© Fondation Jean-Jaurès

chal, maître d'œuvre de toute une série de « Carmen » au Palais des Sports, enfin René Terrasson relevant le défi de créer cet opéra archi-occidental à Pékin, avec chanteurs, choristes et orchestre chinois. Sans compter de multiples interprétations de l'œuvre de Bizet, et notamment le spectacle mis en scène par Jean-Claude Auvray pour le Festival de Carpentras.

N'en jetez plus, il y a pléthore. Et juste après Don Juan, comme par hasard. Les mythes ont de ces coïncidences. Celui-là même qui, salle Favart, chantait « un œil noir te regarde » et toréait pour l'amour de Carmen avait, peu de temps auparavant, lancé à la face des femmes, du Commandeur et Dieu son « Mi pare sentir odor di femina ». C'était dans le « Don Giovanni » de Losey, et c'était Ruggero Raimondi, devenu pour les besoins de « Carmen » Escamillo le matamore. La vogue a de la suite dans les idées, surtout quand elle compose avec l'inconscient collectif.

Don Juan et Carmen, c'est un vieux couple. On a répété à l'envi que la gitane de Bizet, c'était un « Burlador » (1) au féminin. Il prend, elle prend. Il conquiert, elle conquiert. Il jette, elle jette. Ne comptent que leurs plaisirs, leurs envies, leurs « je t'aime moi non plus ». Ne comptent que le désir et l'instant présent. Carmen et Don Juan, même combat ? Pas tout à fait quand même. Don Juan dénombre — la « lista » du catalogue l'assure du bétail engrangé et séduit, à défaut de le rassurer —, Carmen jouit. Parce que quand elle aime, c'est comme ça, pour le bonheur d'aimer. Juste une chair qui vibre et des mots qu'on murmure, et puis basta. L'amour est enfant de bohème, il n'a jamais connu de loi, et surtout pas celle de la fidélité. Mais quand il est là, il vous tient, et bien. Même si c'est pour un entracte de délices, simplement une bouffée, ça vaut la peine d'essayer. Don Juan flirte avec le sacré, Don Juan rit dans les cimetières. Par défi. Carmen se contente de vivre sa vie de femme, de femme libre, et c'est son défi à elle. Un défi qui, comme celui de Don Juan, n'a d'autre issue que la mort. Mais pas pour les mêmes raisons. D'un côté, le libertin racheté par cette main qu'il tend au Commandeur, de l'autre une garce qui attend le couteau bien mérité puisqu'elle a péché par excès de liberté. Deux poids, deux mesures. Mais l'un est un homme, l'autre pas. Et Carmen, ne l'oublions pas, est tout droit sortie de l'imaginaire masculin.

Carmen, c'est Mérimée. Et c'est Bizet, plus Meilhac et Halévy, auteurs du livret de l'opéra. Rien que des hommes. Des hommes qui se sont penchés sur le berceau de la gitane, et lui ont donné un caractère, un mode de vie et des pensées bien peu en usage au XIXe siècle, que ce soit dans la littérature ou dans l'opéra. Carmen est une femme qui affirme son désir, Carmen est cette marginale qui n'a pas peur de crier, quand Don José la menace : « Libre je suis née, libre je mourrais. » A l'époque de Mérimée et de Bizet, c'était peu banal. Grâce à ses deux parrains, la bohémienne est devenue mythe. Symbole de la liberté, symbole de la femme qui s'assume, prend l'initiative amoureuse, et préfère mourir plutôt que de céder son corps et son âme au brigadier qu'elle a cessé d'aimer.

Mais le symbole n'est pas si simple. Le symbole a des ratés. Rien d'étonnant : c'est l'homme qui l'a fabriqué. Prosper Mérimée n'a rien trouvé de mieux que d'inscrire en exergue de sa nouvelle une maxime révélatrice du Grec Palladas : « Toute femme est amère comme bile, mais elle a deux bonnes heures, une au lit, une à la mort. »

La femme est dangereuse, la femme est malfaisante. Une sorcière. D'ailleurs, Carmen est une « vraie servante de Satan », une « fille du démon ». Pour Mérimée, la gitane était diabolique. Elle volait, mentait, se prostituait. Et pourtant, l'écrivain a décrit une femme libre. Mais tout se passe comme si la liberté, pour le deuxième sexe, était synonyme de turpitudes. Comme si une femme ne pouvait être à la fois libre et honnête. Libre et désireuse, tout bêtement, de vivre.

Ça, vivre, elle ne le pourra jamais. La rançon de la liberté, pour une femme, c'est la mort. Par jalousie, pour posséder « ad aeternam », José tuera Carmen. Et Carmen ira au-devant de sa mort. En gros, pour expier. Pour se punir d'avoir désiré au-dessus de ses moyens. Car l'odieux, c'est que Carmen elle-même trouve cette fin normale : « J'ai toujours pensé que tu me tuerais. » Et encore : « Tu veux me tuer, je le vois bien. C'est écrit. » (2) Les amateurs de tragique adorent. Ah, le « fatum » ! Ah, cette destinée inscrite dans les cartes ! Pour tous ces messieurs fascinés par Carmen, la bohémienne n'a d'existence et de force que parce qu'elle va bientôt mourir. Carmen-la-liberté, Carmen « je fais ce qui me plaît », à condition d'en être châtiée à la fin.

Drôle de mythe que celui de Carmen. Mérimée avait fait de son héroïne une garce, Meilhac et Halévy l'ont transformée en femme légère, mais fatale, et Bizet lui a donné des ailes rognées. Maintenant, chacun récupère la gitane à sa convenance. Saura, Godard, Rosi, Brook... Chez Saura, Carmen est une vraie tête à claques. Libre, sans doute, mais comme pourrait l'être un enfant avide et égoïste. Godard, lui, fait du Godard. Et sa Carmen n'est qu'un jouet, un instrument lui permettant de se raconter. Rosi fait dans la traduction littérale, on attend de voir. Quant à Brook, il a choisi son camp : Carmen est la force maléfique qui détruit tout sur son passage. Tout, et surtout les hommes. Et ce sont, toujours, les hommes qui le disent. Ces hommes qui n'offrent à la femme qu'une alternative : être salope ou victime. Mais les cartes sont biaisées. Les victimes, on le sait, meurent ou sombrent dans la folie. Mais le sort des salopes n'est pas plus désirable : elles non plus n'en sortent pas vivantes.

Qu'est-ce qu'ils lui veulent donc tous, à la bohémienne ? La sécurité. L'affirmation de leur identité. « Tu meurs, donc je suis. » Seulement Carmen les a piégés. Carmen leur a tiré sa révérence, et vit sa vie loin d'eux. Voilà sans doute le plus surprenant : la femme fatale, dangereuse et porteuse de mort, est devenue un symbole de la liberté. Ainsi va la création, ainsi vont les mythes. Godard, Saura ou Brook n'y pourront rien changer. Carmen, c'est avant tout, et malgré eux, celle qui ne parle pas, mais chante pour elle-même. Celle qui a l'insolence, celle qui défie, celle qui rit. Et ce rire-là, les hommes ne l'ont toujours pas avalé. ●

(1) Le trompeur.
(2) Carmen, de Prosper Mérimée.

René Terrasson dirigeant les répétitions de « Carmen », à Pékin.



Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 23 SEPTEMBRE

T.f. 1 L'Académie des Bas-Arts, émission de Pierre Bouteiller, réalisation de Jean-Christophe Averty -20 h 35.

Le nouveau cocktail explosif de T.f. 1 signé Boubou et Averty, ça détend. Sympa, bien agencé, dynamique et pas racoleur, que demander de plus ? Pour une fois qu'une émission de variétés ne se contente pas de cirer les pompes des maisons de disques ! Avec Michel Jonasz, l'homme au vibrato qui fait fondre.

« Du soleil au cœur », téléfilm d'Anne Perry Bouquet -21 h 40.

Elisa et Marceau, la soixantaine passée, sont les seuls habitants de leur immeuble à ne pas quitter Paris au mois d'août. Le train-train irait bon train si un colis étrange ne venait soudain perturber leur retraite. Touchant, surtout grâce à la présence de Madeleine Barbulée.

A. 2 « L'Homme de la nuit », feuilleton de Jacques Armand d'après Gaston Leroux épisode n° 3 -20 h 35.

Ça se complique : échanges d'identité, révélations brutales, épouses neurasthéniques et participation de Pierre Clémenti, doux jeune homme qui a bien vieilli.

« Apostrophes », émission de Bernard Pivot - 21 h 35.

Avec Raymond Aron dans le rôle de Raymond Aron.

Ciné-club : « Faust », de F.W. Murnau, en liaison sur France-Musique - 23 h.

Pour la première fois de sa carrière, ce chef-d'œuvre du muet sera accompagné d'une musique inédite, s'inspirant du mythe faustien et signée Michael Levinas, Michel Decoust, Tristan Murail et Roger Tessier.

F.r. 3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Journal de campagne », d'Amos Gitaï -20 h 35.

Un fort beau film ultra-sobre sur l'annexion des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Réalisé en 1982 par un Israélien, ce reportage met à nu une situation d'occupation des plus ambiguës.

SAMEDI 24 SEPTEMBRE

T.f. 1 « Shogun », de Jerry London d'après James Clavell, épisode n° 2 (fin) - 20 h 35.

Toranaga va devenir Shogun et Anfin, Daimyo (seigneur), de la province d'Angiro. Mais la belle Mariko n'est plus là... Pour rester branché sur le Japon, ne quittez pas T.f. 1 : à 22 h 55, Frédéric Mitterrand propose dans « Etoiles et Toiles » un regard sur l'actuel cinéma nippon.

— F.r. 3 Les dossiers noirs, de Jean-Michel Charlier : « le Mystère Kennedy » n° 3 - « la Vérité en marche » - 20 h 35.

Avec, entre autres, la diffusion de la seule version intégrale encore existante d'un des films d'amateur tournés sur les lieux de l'attentat. La version « officielle » de ce super-huit fut truquée par le F.b.i.

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE

T.f. 1 « Mon oncle d'Amérique », d'Alain Resnais -20 h 35.

Amours, rencontres et discours d'Henri Laborit sur l'hérédité. Moins bon que bien des Resnais, mais bien meilleur que « la Vie est un roman ».

F.r. 3 Cinéma de minuit : « Guy Havoc », de Richard Thorpe - 22 h 30.

Au début de la guerre du Pacifique, une entraîneuse, une journaliste de mode et une artiste de show business se retrouvent enrôlées sur le front en tant qu'infirmières. Rude épreuve.

LUNDI 26 SEPTEMBRE

A. 2 Théâtre : « la Belle Vie », de Jean Anouilh, -20 h 35.

Assez ignoble bien que follement talentueuse, une pièce contre le peuple et toute idée de révolution. A voir pour Jacques François et Alain Mottet.

MARDI 27 SEPTEMBRE

T.f. 1 Opéra : « la Belle Hélène » de Jacques Offenbach, mise en scène de Jérôme Savary - 20 h 35.

Ou comment l'esprit poujadiste d'un metteur en scène navrant réussit à transformer en calembour pour soldats l'une des partitions les plus truculentes de toute l'histoire de l'opéra-bouffe. Désolant.

MERCREDI 28 SEPTEMBRE

T.f. 1 Les mercredis de l'information : « Alcool, zone limite », film de Yann Gicquel et Frédéric Néry - 20 h 30.

Coréalisé par René Vautier, une enquête sur nos deux millions d'alcooliques. Terrible.

A. 2 « Tu seras une étoile », de John Mac Greemez -20 h 35.

La vie de Judy Garland massacrée par ses successeurs. Ecoutez plutôt ses enregistrements.

Mœurs en direct : « Portrait de l'homme idéal », d'Annie Tresgot et « Séduit et abandonné » de Richard Rein -22 h 10.

1983 : un couple sur trois divorce, et 70 % des divorces sont aujourd'hui demandés par les femmes. Où est la faille ?

JEUDI 29 SEPTEMBRE

A. 2 « Masada », série de Joël Oliansky ; réalisation de Boris Sagal. Episode n° 1 -20 h 35.

En quatre parties, l'épopée du siège de la forteresse de Masada par l'armée romaine, en 73 après Jésus-Christ. Un affrontement entre le général romain Flavius Silva (Peter O'Toole) et le chef de la résistance juive, Eleazar Ben Yair (Peter Strauss). Une sorte de péplum international.

L'émission de la semaine : Ciné-passion : « Passe ton bac d'abord » de Maurice Pialat, F.r. 3, jeudi 29 septembre - 20 h 35.

Le décor, c'est Lens et l'horizon, le chômage. Entre un cours de philosophie assuré par un prof crevant de solitude et l'impression, vague mais tenace, que les études ne vont pas servir à grand-chose, Agnès, Bernard, Elisabeth et Philippe essaient d'apprendre à vivre. Pas facile. Une œuvre noire mais d'une rare beauté qui s'appelle tout simplement dignité. Le cinoche commercial, Maurice Pialat ne connaît pas. Son cinéma à lui, c'est la tranche de vie, le quotidien misérable, l'avenir plus ou moins bouché. Avec une Sabine Haudepin miraculeuse de vérité.

LA TRIBUNE DU CONGRES

1984-1985 : DEUX ANNEES DECISIVES

PAR MICHEL DE LA FOURNIERE

Le congrès de Bourg-en-Bresse présente aux militants du Parti socialiste un vrai débat et quelques fausses querelles.

Le vrai débat, c'est celui de la politique économique du gouvernement, qui suscite depuis plusieurs mois un feu roulant de critiques dans une assez grande confusion, il faut le dire. Certaines ne nous étonnent pas ; d'autres davantage. Quand on lit par exemple sous la plume d'un camarade : « Cette politique n'est pas la nôtre », on a envie de lui demander : « Si ce n'est pas la nôtre, de qui est-ce la politique ? Est-ce donc celle de la droite ? » Si certains le pensent, ils doivent en tirer toutes les conséquences.

Il n'est pas possible, en tout cas, de critiquer sans cesse le gouvernement en pensant que la stabilité créée par les institutions lui suffit pour durer. Sans l'action résolue du Parti en direction des Français, et d'abord en direction des travailleurs et de l'électorat de gauche, la politique du gouvernement a peu de chance d'être comprise et approuvée.

Cela dit, il faut bien préciser les termes de la discussion. Nous considérons d'abord que la rigueur dans la gestion des finances publiques et des grands équilibres économiques de la nation est une nécessité absolue pour qui veut s'installer durablement au pouvoir, établir son autorité sur l'appareil de l'Etat, gagner la confiance de couches sociales élargies.

Chacun connaît la thèse séculaire de la droite, toujours actuelle et sans cesse martelée dans la France profonde : « Les socialistes arrivent au pouvoir sous l'effet du mécontentement, dit-elle, ils vident les caisses par des mesures démagogiques ; vient le jour où ils sont balayés et cèdent la place au règne réparateur de la droite. » Tout un vocabulaire existe pour caractériser cette vision des choses, qui est typiquement une vision de classe : par exemple le terme « d'expérience socialiste », comme si le pouvoir appartenait naturellement à la droite, et que nous ne puissions être que des occupants à titre précaire.

Eh bien, la politique de rigueur, c'est d'abord la volonté de rompre avec cela, d'affirmer la capacité des socialistes à gouverner un grand pays industriel pour le changer en profondeur, mais en tenant compte du facteur temps, et en programmant son effort avec réalisme. A cet égard, un premier succès a été obtenu avec la lutte contre l'inflation : l'image traditionnelle de la gauche incapable de tenir la monnaie a été brisée. J'en connais beaucoup qui grommellent aujourd'hui, et qui plus tard seront bien heureux d'avoir cette référence-là. D'autres succès partiels sont d'ores et déjà atteints : dans l'arrêt de la progression du chômage et la réduction du déficit de notre balance commerciale.

Mais si la rigueur est, dans les conditions actuelles, une nécessité, elle n'est pas pour autant « un moyen de répondre à une immense aspiration insatisfaite à vivre autrement, une immense source de créativité... », comme l'écrit Alain Richard. Il n'y va pas de main-morte, l'ami Richard, pour célébrer les mérites révolutionnaires de la rigueur ! J'avoue être assez insensible à l'argument, parce que je pense qu'il faut en permanence — croissance ou pas — mener le changement social, mais qu'il n'est point besoin pour cela de la morale du « c'est dur, tant mieux », qui sent un peu son armée japonaise.

Meilleur partage du travail

Le vrai problème est de savoir si, MALGRE la rigueur et les sacrifices qu'elle impose à tant de gens, notamment aux salariés moyens, on peut poursuivre le changement des rapports sociaux entamé (ou pouvant l'être immédiatement) sur les terrains de la démocratie locale, de la solidarité, de la communication, de l'aide au tiers monde, d'un meilleur partage du travail, bref de tout ce qui constitue le projet de société socialiste autogestionnaire ?

Nous, nous pensons que oui. Nous pensons que l'idée selon laquelle il serait impossible de progresser vers le socialisme sans croissance économique forte doit être combattue. C'est en ce sens que l'évocation de la rigueur comme parenthèse est source de confusion et peut être dangereuse politiquement. Mais, inversement, croire que la rigueur, en supprimant les rêves du « toujours plus », va déclencher automatiquement de « formidables énergies » pour une révolution culturelle est une nouvelle « illusion lyrique » qui s'ajoute à



Pascal Lebrun

Michel de la Fournière, secrétaire national chargé des Droits de l'homme, animant une manifestation devant l'Unesco.

celles que dénonçait Lionel Jospin à Lourmarin, même si elle est d'une autre paroisse.

La question n'est donc pas du « bon usage » de la rigueur, mais de la bonne définition : une rigueur de nécessité nationale, mais atténuée dès que possible, et visant à une reprise de la croissance. Les Français sont tout prêts à entendre ce langage, comme le président de la République vient d'en faire l'éclatante démonstration.

Quant au débat voisin sur le protectionnisme, l'évolution des faits eux-mêmes commence à le régler. Discutons au besoin de telle ou telle mesure technique, mais restons fermes sur l'axe central de notre politique, c'est-à-dire l'ouverture. Edith Cresson vient de dire très justement que l'avenir de la France est dans le vaste monde, et que l'Europe est son marché intérieur. Bravo. Défendons nos produits — et aussi notre langue, et notre culture — mais dans l'affrontement avec les autres, et non pas dans un calfeutrement hexagonal.

En vérité, pour ce congrès, il y a une motion qui pose correctement les enjeux du soutien à la politique économique du gouvernement, des objectifs du changement social et de la démocratie dans le Parti socialiste. Je demande à ceux qui en doutent de la lire, malgré les difficultés de ce genre d'exercice. Je crains que les deux autres ne parient toutes deux sur l'échec. Celle du Cérès ne voit de solution que dans un coup de barre protectionniste, accompagné de mesures industrielles exagérément volontaristes et qui n'ont été retenues ni par le président de la République ni par le gouvernement ; quant aux autres propositions, notamment fiscales, elles auraient parfaitement pu être discutées dans le cadre de la motion 1. Mais il est vrai que, depuis le discours de Jean-Pierre Chevènement à la convention du Pré-Saint-Gervais condamnant la politique gouvernementale, la présentation d'une motion par le Cérès s'inscrit dans une logique : celle de durcir les oppositions de courant. Mais la motion Richard parie, elle aussi, sur l'échec, car en présentant la crise de façon exagérément pessimiste, et en réclamant davantage de rigueur, elle avoue ne pas croire non plus au succès de la politique économique actuelle.

Je crois donc que les militants socalistes sauront reconnaître dans la motion 1 un résumé d'analyses et de choix conforme à leurs propres vœux.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons besoin d'un Parti vivant, cherchant constamment le dialogue avec les forces sociales, comme il l'a fait au cours de ces deux années dans divers colloques et rencontres, et comme il doit le faire encore davantage ; d'un Parti ouvert à l'initiative, aux initatives, dans lequel les impulsions venues de la base viennent appuyer, et parfois relayer, les changements introduits par la loi. Cela est particulièrement vrai pour les entreprises, la communication, la vie urbaine, la prévention de la délinquance, la lutte contre la xénophobie. Avancer vers le socialisme, sur ces terrains, dépend autant de l'action des hommes et de la réglementation, et il n'y aura jamais assez d'ouvriers sur le chantier.

Renforçons donc l'action du Parti par des propositions concrètes au lieu de le dénigrer systématiquement, même s'il y a pu y avoir, çà et là, quelques insuffisances. A l'ordre du jour de ce congrès, il y a au fond une seule question : comment le Parti socialiste peut-il contribuer au mieux à la réussite du changement social proposé en 1981 aux Français ? On peut dans la réponse insister plus ou moins sur tel ou tel aspect de la politique globale. Mais il est absolument indispensabe et préalable d'inscrire la réponse dans la conviction que cette politique conduit au succès. Il faut combattre de toutes nos forces les risques d'échec.

Certains parlent d'horizon 86, et présentent des propositions en forme de programme électoral. Ils se trompent lourdement. Nous ne sommes plus dans l'opposition où, chaque élection passée, il fallait bien préparer la suivante en fournissant ses armes. Nous sommes au pouvoir et nous avons à réussir plus qu'à promettre. Réussir non seulement dans la gestion des affaires de la France, mais dans la poursuite du changement social. C'est dans la mesure où nous saurons réussir 1984 et 1985 que 1986 sera gagnée. Les deux années qui s'annoncent vont être décisives pour nous. Sachons les préparer et les entamer par un congrès de vérité, d'unité et d'espoir retrouvé.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325